

**COMITE REGIONAL POUR L'INFORMATION  
ECONOMIQUE ET SOCIALE D'ILE-DE-FRANCE**

**LA VALORISATION DE LA  
RECHERCHE ET DES ETUDES  
SUR L'ILE-DE-FRANCE**

**Rapport présenté  
par M. Raphaël BRUN  
au nom du Groupe de Travail  
animé par M. Hubert JAYET**

**JUIN 1993**



*"La science contribue à une oeuvre  
de clarté. A condition évidemment  
que nous, savants, nous la possédions  
d'abord nous-mêmes. S'il en est ainsi,  
nous pouvons vous indiquer clairement  
qu'en présence de tel problème de  
valeur qui est en jeu on peut adopter  
pratiquement telle position  
ou telle autre (...)"*  
Max WEBER ("Le savant et le politique")





## **SOMMAIRE**



	<b>Pages</b>
- Sommaire .....	7
- Avant Propos.....	11
<b>- Première Partie :</b> .....	<b>17</b>
<b>Pourquoi valoriser la recherche et les études sur l'Ile-de-France ?</b>	
. le monde de la recherche poursuit des objectifs essentiellement scientifiques .....	20
. la prise de décision politique .....	23
n'intègre pas toujours le résultat des travaux universitaires	
<b>- Deuxième Partie :</b> .....	<b>27</b>
<b>Les obstacles rencontrés</b>	
. la nécessité de définir très précisément.....	29
la nature des informations que l'on souhaite valoriser	
. la philosophie de la recherche.....	29
. la mise en perspective d'une offre et d'une demande qui bien souvent s'ignorent .....	30
<b>- Troisième Partie</b> .....	<b>33</b>
<b>Une conjonction de facteurs favorables</b>	
. la politique de délocalisation rend nécessaire .....	35
une réflexion très approfondie sur la place et le rôle de l'Ile-de-France dans la communauté nationale et l'espace européen et international	
. la mise en oeuvre du Schéma Directeur ne pourra .....	35
être pleinement efficace que si les pouvoirs publics sont en mesure de maîtriser les différents paramètres qui déterminent le développement de la région	
. la préparation du plan régional et des contrats.....	36
de plan	
. la maîtrise du phénomène urbain .....	36

**- Quatrième Partie : ..... 39**

**Le CRIES, instrument de valorisation de la recherche  
et des études sur l'Ile-de-France**

- . lancer un programme approfondi de recherche..... **42**  
sur l'Ile-de-France
- . mettre en place un réseau multi-disciplinaire ..... **43**  
de recherche
- . publier une lettre d'information..... **44**
- . organiser des colloques et des séminaires..... **44**
- . compléter ce dispositif par un ensemble ..... **44**  
d'actions périphériques
- . s'interroger sur l'opportunité de lancer ..... **45**  
une Revue d'Etudes Franciliennes

\*  
\* \*

- Annexe I** : Présentation du CRIES
- Annexe II** : Composition du groupe de travail
- Annexe III** : Procès-verbal des séances du groupe de travail
- Annexe IV** : Compte-rendu du séminaire du 14  
février 1992
- Annexe V** : Présentation du CREPIF
- Annexe VI** : Présentation du P.I.R. "Villes"
- Annexe VII** : Les pôles d'initiatives régionaux

## **AVANT - PROPOS**



Connait-on bien l'Ile-de-France ? Cette question en apparence banale voire provocatrice méritait d'être posée. Sans doute peut-on répondre par l'affirmative en apportant cependant quelques nuances relatives à des points parfois complexes que seules des recherches ou des études en sciences humaines très approfondies sont en mesure d'éclairer. Ces travaux, quand ils existent, font souvent l'objet d'une diffusion confidentielle et ils ne sont pas toujours portés à la connaissance de ceux qui sont habilités à prendre les décisions qui engagent l'avenir de la région capitale.

Or, l'une des missions assignées au CRIES par la circulaire interministérielle du 25 juin 1984 consiste justement à "améliorer l'information sur les études économiques et sociales, réalisées ou en projet, intéressant la région" (cf note de présentation du CRIES en annexe I).

C'est la raison pour laquelle il a été décidé, lors de l'assemblée plénière de cet organisme du 29 novembre 1990, de mettre en place un groupe de travail, chargé de présenter un certain nombre de propositions susceptibles de répondre à cet objectif (la composition de ce groupe est reproduite en annexe II).

Ce groupe animé par Monsieur Hubert JAYET, administrateur à la Direction des Etudes et des Synthèses Economiques de l'INSEE, a confié à Monsieur Raphaël BRUN, Conseiller Technique au cabinet du président du Conseil Economique et Social de la Région d'Ile-de-France et Secrétaire Général de l'Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation, le soin de préparer ce rapport.

Lors des quatre réunions (Annexe III) qui ont été nécessaires à la réalisation de cette entreprise (8 avril, 27 juin et 14 novembre 1991, 11 février 1993), un large consensus est apparu pour ne pas s'engager sur la voie d'une

excessive institutionnalisation, l'essentiel étant de favoriser la transparence, de rapprocher le chercheur, le praticien et le décideur, et parfois de dissiper quelques malentendus. Telle est l'orientation générale qui a été retenue et qui a été soumise à l'approbation du CRIES. Ce rapport a été approuvé à l'unanimité des membres de cet organisme lors de son assemblée plénière du 4 février 1993.

En outre, le rapporteur a jugé utile d'animer le 14 février 1992 un séminaire de réflexion (dont le compte-rendu est présenté en annexe IV) en marge des travaux du groupe afin de recueillir le point de vue d'une quinzaine de chercheurs et d'universitaires de différentes disciplines travaillant sur l'Ile-de-France qui avaient participé à une expérience de réseau il y a quelques années et de rencontrer quelques personnalités susceptibles de nourrir, par leurs suggestions, le présent document. Il s'agit de Monsieur Jean-Paul LACAZE, Directeur Général de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat jusqu'en 1992, Madame Joëlle AFFICHARD, Chef du service des études et de la recherche au Commissariat Général du Plan, Monsieur Patrick BUTOR, Directeur du développement économiquement et de la formation professionnelle à la région d'Ile-de-France, Madame Thérèse SAINT-JULIEN, Directeur-adjoint du département des sciences de l'homme et de la société du CNRS, Monsieur Jean BASTIE, Directeur du Centre de Recherche et d'Etudes sur Paris et l'Ile-de-France (organisme présenté en annexe V), Monsieur Bernard DEZERT, Professeur de géographie à l'Université Paris IV Sorbonne, Monsieur Philippe CUESTA, Conseiller Technique au cabinet du Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine et Monsieur Jean-Pierre DUFAY, Directeur Général de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile-de-France.

A travers ce rapport, destiné aux autorités régionales, le groupe a entendu montrer qu'une mobilisation était nécessaire pour améliorer les connaissances sur l'Ile-de-France. Trop de documents importants restent dans les



bibliothèques ainsi que le regrette Bernard DEZERT, trop d'ouvrages, d'articles, d'études sont dispersés, trop de "trous" demeurent, trop d'idées circulent parfois sans qu'elles s'appuient sur un fondement scientifique, enfin trop d'équipes de grande valeur travaillent dans l'ombre.

Ce projet ne pourra être mené à terme sans un soutien matériel et financier de la part des pouvoirs publics. Il s'agit, certes, d'une condition nécessaire, mais elle ne nous paraît pas suffisante. La communauté scientifique doit en effet se prendre préalablement en charge, s'organiser et montrer par là même qu'elle est en mesure de proposer des idées originales, d'éclairer le décideur sans pour autant renoncer à son objectivité.

Ce n'est qu'à partir de ce moment là que les pouvoirs publics pourront s'investir à leur tour en répondant favorablement aux suggestions contenues dans ce rapport. Peut-être aurons-nous oeuvre alors en faveur d'un rapprochement en Ile-de-France entre le "savant" et le "politique" ?



**PREMIERE PARTIE :**  
**POURQUOI VALORISER LA**  
**RECHERCHE ET LES ETUDES**  
**SUR L'ILE DE FRANCE ?**



La première question qui vient à l'esprit consiste à se demander si la couverture, en termes de réflexion approfondie, des différents problèmes que l'on rencontre en Ile-de-France dans le champ de l'économie, de la géographie, de l'aménagement du territoire régional, de la sociologie, etc., est suffisante. Il existe certes un foisonnement de travaux, universitaires ou non, mais il n'est pas sûr d'une part qu'ils répondent toujours aux questions que l'on est en droit de se poser dans une perspective de politique publique et d'autre part que leur accessibilité, tant physique qu'intellectuelle, permette de les utiliser au mieux.

Les travaux de révision du Schéma Directeur ont par exemple montré qu'il était parfois difficile d'intégrer dans le processus de la décision administrative, des éléments d'appréciation extérieurs parce qu'ils procédaient d'une logique différente (1). Ce constat nous a amené à poser une seconde question, centrale, celle de la diffusion et de la valorisation des travaux de recherche auprès des décideurs publics.

Il s'agit par conséquent de situer ce rapport dans une perspective de rencontre d'une offre et d'une demande sachant que ni l'une, ni l'autre ne s'expriment en tant que telles.

(1) Les universitaires et les chercheurs rencontrés ont unanimement reconnu qu'ils avaient été très étroitement associés aux travaux préparatoires à la révision du Schéma Directeur, notamment à travers les commissions thématiques mais qu'ils avaient eu l'impression ensuite que la logique politique et technique s'était de nouveau imposée gommant insensiblement les apports scientifiques.

Mais il arrive aussi que des commandes publiques restent sans réponse parce que la communauté universitaire ne retient pas certains thèmes parmi ses priorités. Ainsi en a-t-il été du thème de "l'histoire immédiate" en Ile-de-France

Le chercheur ne travaille pas en principe "à la commande", autrement dit il faut écarter d'emblée l'idée selon laquelle la rencontre entre l'univers des décideurs et celui des chercheurs pourrait s'apparenter à un "marché". La réalité est beaucoup plus complexe. Les relations interpersonnelles jouent un rôle considérable et c'est à ce niveau que l'offre et la demande entrent en contact. En fait, si l'on excepte les travaux commandés expressément pour leurs besoins ponctuels aux services techniques ou administratifs, aux bureaux d'études ou aux laboratoires universitaires, les décideurs ont rarement connaissance de la littérature grise. A l'opposé, le chercheur oriente bien souvent sa recherche, non en fonction d'une "demande sociale" pour reprendre l'expression de Jean-Gilles CAHN du service des études régionales de la CCIP mais par rapport à ses propres centres d'intérêt, ceux-ci pouvant de toute façon, ce qui n'est pas contradictoire, intéresser la sphère politique et économique. Mais il reste du chemin à faire surtout en ce qui concerne le rapprochement avec les entreprises. Philippe CUESTA, Conseiller Technique au Cabinet du Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine indique par exemple que les expériences qu'il a menées pour que se rencontrent des universitaires spécialisés en sciences humaines et des dirigeants de PME/PMI se sont soldées par un échec.

**- Le monde de la recherche poursuit des objectifs essentiellement scientifiques :**

Préablement, afin de dissiper tout malentendu, il semble nécessaire de rappeler un certain nombre de principes :

proposé par le Comité Scientifique du programme "mutations économiques et urbanisation" comme l'a indiqué Evelyne FERRIN du secrétariat permanent au Plan Urbain. Les équipes universitaires ont en effet bien du mal à se mobiliser rapidement car elles sont souvent engagées sur des programmes à moyen et long terme dont elles ne peuvent se dégager aisément. Ce sont parfois des équipes de moindre envergure qui décrochent ce type de contrat et les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des espérances.

On se heurte également à d'autres problèmes :

. le chercheur ne refusant pas spontanément le résultat de ses travaux, toute action en ce domaine doit s'inscrire dans une logique qualitative visant à porter à la connaissance des chercheurs et des praticiens les résultats les plus significatifs des travaux de recherche, à balayer parfois les idées reçues au cours de rencontres prévues à cet effet. Ainsi le dialogue avec la sphère politique pourra se dérouler sous les meilleurs auspices.

. Il faut par conséquent écarter la tentation de créer une nouvelle base de données ou de procéder à des recensements systématiques de l'existant, car de ce point de vue le bilan est plutôt positif. La médiathèque de l'IAURIF, la plus riche concentration documentaire sur l'Île-de-France pour reprendre l'expression du Professeur BASTIE, Directeur du CREPIF, fournit par exemple, en liaison avec URBAMET, une aide très précieuse à tous ceux qui ont besoin de consulter des documents relatifs à la région. Martine BERGER et Catherine RHEIN du laboratoire STRATES de PARIS I estiment que "la base documentaire URBAMET-IAURIF (...) peut-être considérée comme un excellent vecteur, à condition que les chercheurs déposent plus fréquemment les fruits de leurs travaux sur l'Île-de-France dans ce centre et qu'ils aient aussi la possibilité d'un recours plus large à la médiathèque et au réseau documentaire".

Ce document co-financé par le Plan Urbain et la DATAR comporte d'une part les actes du séminaire sur l'île de France organisé en 1989-1990, d'autre part un repérage des chercheurs, des équipes et des groupes de recherche (de

Paris I - Juin 1992) et qui constitue un outil de travail absolument irremplaçable. recherche urbaine" - DATAR - PLAN URBAIN - STRATES CNRS - Université de responsabilité de Martine BERGER et Catherine RHEIN ("l'île-de-France et la portant sur l'île-de-France, on peut citer le plus récent, réalisé sous la En ce qui concerne les ouvrages consacrés à recenser les travaux

conditions d'accès à la Médiathèque. régionale pour essayer de trouver des solutions permettant d'élargir les actuellement exprimées, des discussions sont en cours avec l'administration Stéphane VICAIRÉ précise que, compte-tenu des nombreuses demandes Pour répondre à la question concernant les possibilités de consultation,

permettant de pouvoir jouer ce rôle d'accueil et de relais. utilisation du CD-ROM "URBADISC", sont autant d'éléments positifs lui différents serveurs (CSNEE, QUESTEL, URBAMET PLUS par Mintel) soit par documentation universitaires, et la base URBAMET accessible soit en ligne sur France regroupant déjà une dizaine de centres, dont trois services de Son expérience de fonctionnement en réseau, le Réseau URBAMET Ile-de-

légal régional" de leurs travaux. condition d'être considérée par les chercheurs comme une sorte de "dépôt pourrait être le lieu d'accueil des travaux de recherche sur l'île-de-France, à de l'information et ses possibilités d'accès aux bases et banques de données, par la nature de son fonds documentaire que par ses capacités de traitement Médiathèque Ile-de-France ayant l'infrastructure documentaire appropriée, tant Stéphane VICAIRÉ, responsable de la Médiathèque, pense que la



leur localisation : adresses et numéros de téléphone et de fax), ainsi que de la structuration des différents champs de recherche, enfin une analyse des documents relativement accessibles par un public averti et des centres de documentation dans lesquels ce public averti peut consulter ces documents. Ce travail, qui propose en outre plus d'un millier de références bibliographiques, repose sur le dépouillement de plusieurs banques de données bibliographiques et sur des entretiens menés auprès d'une trentaine de personnes, chercheurs, enseignants, experts et documentalistes.

Par ailleurs, deux autres ouvrages très intéressants, mais plus spécifiquement historiques, ont été publiés : le premier sous la responsabilité d'Annie FOURCAUT ("Un siècle de banlieue parisienne" - Paris - L'Harmattan, 1988) et le second sous celle de Claude PENNETIER et Nathalie VIET - DEPAULE ("Bibliographie de la Banlieue Parisienne" - Villes en Parallèle - Document du Laboratoire de Géographie Urbaine de Paris X Nanterre - Juin 1991)

- La prise de décision politique n'intègre pas toujours le résultat des travaux universitaires.

Il est donc nécessaire, non seulement de chercher à toucher directement les décideurs, mais aussi, et surtout peut-être, de promouvoir les résultats de la recherche auprès de leur environnement immédiat, c'est-à-dire les membres des cabinets, les fonctionnaires et plus généralement les praticiens. En effet comme l'explique Hubert JAYET, la diffusion de la recherche concerne trois types de publics : En premier lieu, la communauté scientifique proprement dite auprès de laquelle le chercheur sollicite, à travers ses travaux, la reconnaissance ; en deuxième lieu, le grand public ou plus précisément un large public cultivé en direction duquel il diffuse des ouvrages sous une forme plus accessible ce qui lui permet d'accéder à une notoriété qui va amplifier la

Enfin, dès qu'elle est isolée de son contexte et de sa logique purement universitaire, l'information scientifique ne présente en tant que telle qu'un intérêt limité. C'est la raison pour laquelle le résultat des recherches doit être retravaillé et synthétisé pour qu'il puisse réellement pénétrer à l'intérieur des circuits de décision. Ce travail de mise en forme nous semble par conséquent absolument

Mais l'environnement des décideurs ne peut-être assimilé à leurs seuls collaborateurs. D'autres milieux professionnels comme celui des architectes, des urbanistes, des aménageurs voire des journalistes sont concernés. Enfin, le monde socio-économique ne doit pas être tenu à l'écart de cette démarche.

Directeur Général de l'IAURIF.

Cela est d'autant plus important dans une région comme l'Île-de-France qui présente un certain nombre de caractéristiques dont l'opacité et la complexité des circuits de décision ne sont pas les moindres. Cela signifie qu'il faut notamment sensibiliser des associations telles que les ingénieurs des Villes de France comme le recommanda Monique ARAV de la Direction Régionale de l'Équipement ainsi que les différentes instances représentatives des cadres territoriaux (secrétaires généraux et directeurs généraux des services, administrateurs et attachés), les "courroies de transmission" entre les chercheurs et les hommes politiques, ainsi que le rappelle Jean-Pierre DUFAY.

chercheur.

consecration scientifique qu'il a pu acquérir auprès de ses pairs ; en troisième lieu les personnes qui travaillent dans des métiers pour lesquels les résultats des recherches sont importantes mais qui ne constituent pas des cibles traditionnelles pour le chercheur. C'est ainsi qu'il existe une distorsion importante entre la valorisation de la recherche et la valorisation du

fondamental de même que celui d'évaluation avec lequel il ne doit pas être confondu<sup>(1)</sup>. En effet, il nous paraît important que des travaux commandés par les pouvoirs publics puissent être confrontés au jugement des experts de différents horizons non seulement pour améliorer la connaissance et éviter les erreurs d'interprétation mais également pour faire progresser les méthodes et les problématiques utilisées. Ce va-et-vient peut à sa manière contribuer au rapprochement entre le monde de la recherche et celui de la décision.

---

(1) Le Plan Urbain a d'ailleurs publié en janvier 1990 un "répertoire des évaluateurs des politiques publiques" qui devrait être prochainement réédité.



**DEUXIEME PARTIE :**  
**LES OBSTACLES RENCONTRÉS**



C'est à ce niveau que l'on se heurte à une deuxième difficulté, celle de la philosophie même de la recherche. Si les études sont par essence finalisées, tel n'est pas généralement le cas des travaux effectués dans la communauté universitaire. Selon Elisabeth DECOSTER, du Laboratoire "Théorie des Mutations Urbaines" à Marne-la-Vallée, il semblerait d'ailleurs que les équipes de recherche en économie soient davantage déconnectées de l'opérationnel que ne le sont celles qui sont spécialisées en géographie. De

Le groupe de travail n'a pas souhaité faire preuve d'ostacisme envers certaines catégories de documents et encore moins s'aventurer sur la voie d'une classification s'appuyant sur des critères aussi contestables que le statut des organismes producteurs, la nature du contenu, le volume, etc. Tout ce qui concourt à la connaissance de l'Île-de-France, y compris sur le plan local, mérite considération. L'objectif final demeure une meilleure prise en compte des informations mentionnées dans ces travaux ainsi qu'un recours plus fréquent aux compétences de spécialistes, y compris extérieurs à la région, pour éclairer les choix des décideurs.

L'une des premières difficultés à surmonter réside dans la nécessité de définir très précisément la nature des informations que l'on souhaite valoriser. Doit-on s'en tenir aux seuls travaux de recherche et doit-on écarter les études ? Mais la limite entre les deux concepts est difficile à trouver, car elle peut être, comme le note fort justement Hélène GOUT de l'IAURIF, purement fictive. Doit-on prendre en compte les travaux réalisés par des bureaux d'études, privés ou non ? La encore il est délicat de trancher même si la valorisation de la recherche privée nous semble plus aisée car elle est déterminée des l'origine par une demande précise. Par ailleurs, le fait même qu'elle réutilise parfois, comme le souligne Evelyne FERRIN, certains travaux universitaires, relativise la distinction.

La troisième difficulté a trait comme nous l'avons déjà fait observer à la mise en perspective d'une offre et d'une demande qui bien souvent s'ignorent. Le chercheur ne peut rester enfermé dans sa tour d'ivoire, fier de son savoir, contemplant avec commisération le microcosme administratif se débattre avec la gestion de plus en plus complexe d'un espace métropolitain comme l'Île-de-France. Cette vision négative des chercheurs s'estompe progressivement d'autant que certains d'entre eux sont des élus locaux et qu'ils entretiennent des relations étroites avec les responsables politiques. Et même parmi ceux qui considèrent qu'il faut respecter une certaine distance vis à vis de préoccupations trop immédiates, voire trop politiques, l'intérêt public est de

Tous les chercheurs ne partagent pas forcément l'opinion de Guy BURGEL, Directeur du Laboratoire de Géographie Urbaine de Paris X, qui considère qu'"on ne vend pas son âme" en travaillant pour une collectivité locale. Cependant, il est difficile de faire accepter l'idée selon laquelle le point de vue scientifique n'est qu'un élément d'appréciation parmi tant d'autres dans le processus d'élaboration d'une politique publique et que la perte de substance scientifique est d'autant plus forte que l'on se rapproche de la prise de décision. Celle-ci est bien souvent le fruit d'un arbitrage ou d'un compromis, ce qui, sur le plan intellectuel, ne peut guère satisfaire le chercheur. "A l'arrivée, fait observer Jeanine COHEN, du Laboratoire STRATES de Paris I, on n'est plus dans la même galaxie", le chercheur ne comprenant pas que les propositions qu'il a avancées ne soient pas prises en considération ou qu'elles soient déformées, voire trahies.

plus, même lorsque la recherche est finalisée, l'universitaire ressent toujours ce besoin, c'est ce qui fait à la fois sa force et sa faiblesse, de maintenir un minimum d'investissement méthodologique. Inversement, certaines équipes ont tellement joué la carte de la recherche sur contrat qu'elles se trouvent confrontées aujourd'hui à un réel problème de reconnaissance académique.



plus en plus présent dans la manière d'aborder tel ou tel problème. Comme le souligne Jean-Paul LACAZE, "la fin des idéologies ôte aux chercheurs la possibilité de recourir à des grilles d'explication universelles, les incitant à une salutare confrontation aux réalités des objets locaux d'étude"(1).

En outre, certains n'hésitent pas à déclarer, comme Thérèse SAINT-JULIEN, qu'il est nécessaire de "déranger les chercheurs par des questions qui viennent de la demande". Il revient au contraire à ces derniers de s'investir, de proposer des pistes de réflexion, des thèmes de recherche porteurs susceptibles de satisfaire aux attentes des décideurs ou au contraire de les remettre en question (à travers l'évaluation des politiques publiques locales par exemple), de s'organiser par eux-mêmes en dehors des cadres établis, de modifier leurs habitudes en reformulant leurs questions, en réorganisant leurs résultats, et en réduisant les temps de réponse entre les commandes et la réalisation des études, comme l'appelle de ses vœux Patrick BUTOR.

Ce grief qui revient souvent, mérite d'être nuancé. Il s'agit moins d'une question de moyens matériels, humains et financiers, qui sont certes indispensables, que d'une question de temps et de rythme de travail comme le fait remarquer Guy BURGEL :

- D'un côté, le chercheur s'investira dans la problématique et la méthodologie mais il ne disposera pas d'un temps suffisant pour les applications (d'où l'intérêt de formules telles que les bourses ou les allocations de recherche).

---

(1) Villes en parallèle n°17-18, avril 1991, Actes du colloque de Nanterre du 18 octobre 1989, "Acteurs et chercheurs dans la ville", p. 123.

- De l'autre, le temps de réponse à une demande variera en fonction du rythme universitaire (préparation des cours, rentrée, examens, etc...). Si la demande intervient trop tard dans l'année universitaire, alors que les équipes disponibles sont déjà sur le terrain, il sera très difficile de travailler avant l'année universitaire suivante.

Et s'il est vrai finalement que les laboratoires universitaires, de par leur structure, n'ont pas la même efficacité que les bureaux d'études privés, les contraintes d'une certaine concurrence (y compris interne à l'Université où tend à se développer une certaine logique "intrapreneuriale") les ont poussés à consentir d'importants efforts sur ce plan. Il n'est désormais pas rare que le "produit fini" rivalise avec celui provenant du secteur privé sur le plan du délai ou de la présentation avec une qualité de contenu supérieure. Cela est d'autant plus salubre que on est arrivé à une situation extrême où sur certains créneaux un bureau d'étude en particulier dispose d'une situation de quasi monopole ce qui appauvrit le débat, fausse les résultats et nuit en fin de compte à la démocratie. Et l'on peut même considérer que plutôt que de s'ignorer ces deux mondes gagneraient certainement à coopérer.

En conclusion, si "la diffusion (valorisation) n'est effectivement pas un réflexe médullaire chez le chercheur de base", c'est qu'il est trop souvent, regrette Catherine RHEIN de Paris I, "non seulement chercheur, mais encore dactylo, comptable, informaticien, statisticien, graphiste et - pour la plupart - enseignant par dessus le marché". Et par ailleurs, les conditions du déroulement de la carrière universitaire l'incitent à multiplier les activités (colloques, articles, etc...) au détriment du temps consacré à la recherche proprement dite.

**TROISIEME PARTIE :**  
**UNE CONJONCTION DE**  
**FACTEURS FAVORABLES**



La mise en oeuvre de la politique de délocalisation (le monde de l'université et de la recherche, si l'on excepte le CNRS, n'est au demeurant ni plus ni moins touché que les autres domaines de l'administration parisienne) a provoqué un profond trouble chez tous ceux qui, à des degrés divers, s'intéressent à l'Ile-de-France. Il n'est pas de la compétence du groupe de travail de se prononcer sur le bien fondé de ces mesures. En revanche, un tel processus, de par son ampleur, rend nécessaire, sous peine de graves désagréments, une réflexion très approfondie sur la place et le rôle de l'Ile-de-France dans la communauté nationale et l'espace européen et international.

L'Ile-de-France n'est pas seulement une région, c'est également un ensemble métropolitain ayant sa propre logique. Si celle-ci est contrariée, des difficultés nouvelles vont apparaître, amplifiant du même coup celles que l'on rencontre déjà et qui sont liées à la crise du foncier, aux problèmes de transports, d'environnement, à la désindustrialisation, etc.

La connaissance de l'Ile-de-France doit donc être améliorée afin que les responsables politiques et administratifs puissent contrearrer cette perte de substance, identique à celle que l'on rencontre dans la plupart des métropoles occidentales.

L'année 1993 va marquer un tournant pour cette région puisqu'elle devrait voir en principe l'adoption définitive du Schéma Directeur. La mise en oeuvre de ce document d'aménagement et d'urbanisme ne pourra être pleinement efficace que si les pouvoirs publics sont en mesure de maîtriser les différents paramètres qui déterminent le développement de la région. La recherche est capable, pour sa part, d'affiner certains domaines de la

connaissance, d'apporter des réponses (certes parfois contradictoires) susceptibles de remettre parfois en cause des certitudes bien établies.

Par ailleurs, 1993 sera l'année de préparation du plan régional et des contrats de plan. Là encore, une action volontariste ayant pour objet de "creuser" les grands axes de la politique du Conseil Régional et les priorités de l'Etat en Ile-de-France, serait de nature à clarifier les débats et surtout peut-être à faciliter le suivi du plan et l'évaluation des actions engagées.

Toutefois, il faut être bien conscient, et cela a déjà été souligné, que les travaux du groupe n'ont jamais conduit à adopter une vision cybernétique de la gestion des affaires publiques. Les effets de "feed-back" provoqués par la prise en compte de certaines conclusions de recherches bien ciblées ne seront bien entendu que des exceptions. Il est parfois plus important d'ouvrir des débats, de provoquer des réactions, que de proposer des solutions toutes faites ou d'établir des diagnostics trop précis car cela ne relève pas vraiment de la mission du chercheur, sauf en de rares cas.

**Mais au-delà de l'Ile-de-France, c'est la maîtrise du phénomène urbain en général qui mérite un examen approfondi, même si comme le fait justement remarquer Martine BERGER, le milieu rural et agricole ne doit pas être négligé.**

Ainsi, lors de sa communication au Conseil des Ministres du 25 septembre 1991 consacrée à la recherche sur la ville, Michel DELEBARRE, alors ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, avait mis l'accent sur le "problème aigu de traduction et de diffusion des résultats de la recherche auprès des responsables locaux de tous ordres, principalement dans le domaine des sciences sociales. Il existe donc, ajoutait-il, un besoin urgent de

scientifique et des décideurs. Inversement, l'implication dans la recherche des praticiens de la ville reste très insuffisante".

Il est donc essentiel qu'un partenariat s'instaure entre l'Etat, les chercheurs d'horizons divers (universités, grandes écoles d'ingénieurs et de commerce, écoles d'architecture, etc), les collectivités locales et les entreprises. Les collectivités locales notamment ont un rôle essentiel à jouer dans la formulation de la demande de recherche. "Elles doivent devenir progressivement, comme c'est le cas dans de nombreux pays étrangers, des partenaires actifs des institutions locales de recherche et de la politique nationale de recherche sur la ville". Quant aux entreprises, "presque toutes ont une politique active de recherche et de coopération scientifique dans les domaines techniques. Il faut donc encourager les initiatives des entreprises qui (...) s'étendent au contexte social ou culturel urbain".

Ainsi, Pierre VELTZ, directeur du CERTES, a-t-il été chargé de réfléchir à la mise en place d'une maison des sciences de la ville et de l'habitat à Marne-la-Vallée. Par ailleurs, à la suite d'une mission confiée à Francis GODARD, directeur de recherche au CNRS, vient d'être créé un PIR "Villes" (programme interdisciplinaire de recherche dans le cadre du CNRS) dont Gabriel DUPUY, professeur à Paris X a été nommé directeur.

L'objectif de ce programme doté d'une enveloppe budgétaire de 15 MF est de "saisir les dynamiques des villes, celles de leur projet, de leur gestion, de leur croissance" et constituer "un milieu fort de recherche sur la ville en France". L'histoire, la géographie, l'économie, l'urbanisme, l'architecture, l'ingénierie, le droit sont représentés dans le comité de programme présidé par Marcel RONCAYOLO, Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, qui a arrêté les thèmes de ses recherches à l'occasion d'un colloque organisé le 2 février 1993 (cf annexe VI). Enfin Roland CASTRO est en

charge du projet d'Institut des Hautes Etudes Urbaines qui devrait être réalisé à Lyon.

L'ensemble de ces démarches pourrait trouver en Ile-de-France un prolongement efficace avec le CRIES. Les pouvoirs publics veulent en effet encourager les associations et partenariats régionaux ou locaux assurant le dialogue entre chercheurs, responsables et usagers. Les pouvoirs publics sont en particulier favorables à la création d'un réseau de relais régionaux constitué autour de personnalités scientifiques ou d'associations existantes pour orienter la demande des élus et des acteurs locaux vers des équipes de recherche compétentes. C'est dans ce cadre que se situent les propositions du Groupe de Travail.



**QUATRIEME PARTIE :  
LE CRIES, INSTRUMENT DE  
VALORISATION DE LA  
RECHERCHE ET DES ETUDES  
SUR L'ILE-DE-FRANCE**



L'ensemble des propositions avancées par le groupe de travail seront discutées et enrichies à l'occasion d'un colloque (ou d'un séminaire) organisé par le CRIES en octobre 1993. Ce débat centré sur le dialogue chercheurs-décideurs (et praticiens) en Ile-de-France et sur l'expression de la demande sociale devrait permettre de diffuser largement l'idée selon laquelle un ensemble de mesures s'impose dans ces domaines.

Ces mesures pourraient être mises en oeuvre à l'occasion du contrat de plan Etat/Région 1994-1998 dont les négociations vont s'étaler au cours de l'année 1993. Plutôt que de créer ex nihilo une nouvelle structure, nous suggérons d'utiliser le CRIES, instance légère de dialogue entre l'Etat, la Région, les organisations professionnelles et consulaires, le milieu universitaire, comme point d'appui à condition toutefois que des moyens humains et financiers adéquats lui permettent de remplir cette mission.

Depuis plusieurs années déjà, en s'appuyant sur les services de la Direction Régionale de l'INSEE et du Conseil Economique et Social Régional, le CRIES milite en faveur d'une amélioration constante de la connaissance sur l'Ile-de-France. Il est à l'origine de "Données sociales en Ile de France", du recensement des études en cours ou en projet sur la région sous la responsabilité de Geneviève ANO (cette initiative en est encore à une phase expérimentale et elle est, pour l'instant, limitée aux organismes membres du CRIES), et surtout il organise chaque semestre un colloque sur un thème précis attirant un public de plus en plus nombreux.

Sa double appartenance à la préfecture de région et au conseil régional lui confère un statut de neutralité qui est essentiel à une entreprise de ce type. Par ailleurs grâce à la légèreté de ses structures il a pu fonctionner jusqu'alors sans engendrer de coûts de fonctionnement excessifs. Toutefois, il sera

La communauté scientifique, estime Thérèse SAINT-JULIEN, est en mesure de "sortir" un grand projet. Ainsi ce programme pourrait venir en complément des programmes nationaux de recherche, notamment ceux impulsés par le Plan Urbain, la DATAR ou le CNRS, afin d'axer la recherche tant fondamentale qu'appliquée sur l'Île-de-France qui constitue un ensemble métropolitain tout à fait particulier. Ce pourrait être également un outil très efficace de suivi du Schéma Directeur, d'évaluation des politiques publiques, de mise en évidence du caractère stratégique de la région dans le dynamisme de l'économie française, de lutte contre les dysfonctionnements internes (quartiers dégradés, écologie urbaine, crise du foncier, etc.)

**Lancer, dans le cadre du contrat de plan, un programme approfondi de recherche sur l'Île-de-France centré sur un ou deux grands thèmes dans des domaines tels que l'économie, la sociologie urbaine, l'aménagement, la santé, l'éducation, les transports, etc. Il pourrait s'agir par exemple du rôle et de la place de l'industrie, des équilibres territoriaux, du commerce, de la fiscalité, du financement du logement, etc., thèmes qui ont été soulevés lors de la préparation du schéma directeur et dont il est apparu qu'ils avaient été jusqu'à présent peu ou mal traités. Mais il serait également pertinent, ainsi que le suggère Bernard DEZERT, de s'orienter vers des thèmes plus novateurs tels que le climat urbain, la santé ou l'efficacité des politiques sociales.**

En l'état actuel des choses, les propositions qui pourraient être formulées par le Groupe de Travail seraient les suivantes :

globale constituerait bien évidemment la solution la plus satisfaisante. d'investissement pour le programme d'études et la valorisation). Une enveloppe pour l'animateur du réseau, un poste de secrétaire à temps partiel et un budget supplémentaires qui resteront, de toute façon, limités (un poste de catégorie A nécessaire, si ces propositions aboutissent, de le doter de moyens

Mettre en place à cette fin, et dans le cadre du CRIES, un réseau multidisciplinaire d'équipes de recherche reprenant un certain nombre des missions qui étaient celles de l'Observatoire des Dynamiques et des Localisations telles que les a présentées Anne-Marie LAKOTA devant le groupe de travail le 27 juin 1991, ou du GRECO Barilieu. Le réseau serait animé par une petite équipe composée du permanent connaissant bien le milieu de la recherche et des collectivités locales en Ile-de-France, de quelques bénévoles et d'un secrétariat. Cette initiative se rapprocherait, en l'adaptant à l'Ile-de-France, des pôles d'initiative régionaux qu'on pu voir le jour en province (Annexe VII).

Cet animateur, choisi en dehors des administrations régionales, devrait être, comme le recommande Muriel TABARIES "une personnalité conviviale, désintéressée et susceptible de faire circuler largement l'information entre tous les membres du réseau, de faciliter la transparence des appels d'offres et d'imposer et de maintenir une régularité des rencontres scientifiques entre tous les membres (...)" d'autant qu'"il n'est pas évident, pour des chercheurs appartenant à différentes équipes (et qui plus est provenant de disciplines différentes) de collaborer entre eux et même d'organiser un séminaire de longue durée en commun si un minimum d'institutionnalisation et de coordination n'existe pas".

Le réseau par ailleurs serait ouvert à tous les organismes publics, parapublics, ou privés susceptibles de produire des travaux sur l'Ile-de-France ou de travailler en liaison avec des laboratoires universitaires. Denis CARRE du LAREA de Paris X est pour sa part favorable à une structure mixte "chercheurs-bureaux d'études". Quoiqu'il en soit, il faudra cependant veiller à ne pas succomber à la tentation de produire, pour reprendre l'expression de Thérèse SAINT-JULIEN, de la "bouillie pluridisciplinaire".

**Publier régulièrement une lettre d'information sur le réseau à l'instar de ce que faisait l'ODL destinée à la fois aux chercheurs eux-mêmes et aux décideurs et praticiens tels que nous les avons précédemment définis. Il s'agirait d'un document court, constitué de brèves, de résumés de travaux de recherche, de dossiers thématiques, de tribunes libres, etc. Encore une fois, une telle démarche ne pourra voir le jour que si des financements appropriés permettent au CRIES de diffuser cette lettre selon une périodicité régulière.**

**Organiser des manifestations sous forme de colloques (1), de séminaires, voire de conférences de presse. Nombreux sont les membres du groupe de travail qui possèdent une expérience de ce genre d'actions pratiquées notamment depuis déjà plusieurs années avec un succès certain. Des prolongements intéressants sont à attendre de ces initiatives, sur le plan des relations interpersonnelles par exemple, phénomène non quantifiable mais qui demeure la condition sine qua non de réussite d'une telle entreprise.**

**Compléter ce dispositif par un ensemble d'actions périphériques** qu'il conviendra de préciser ultérieurement. Ces actions s'orienteraient dans trois directions :

- La première, essentielle à nos yeux, concerne la formation. Le réseau pourrait ainsi faciliter le dialogue entre le monde de la recherche et des organismes de formation chargés d'exercer cette mission pour le compte des collectivités locales ou des services déconcentrés de l'Etat.

(1) En dehors des colloques du CRIES, ceux organisés par le CREPIF, de France.

constituent des outils particulièrement utiles à tous ceux qui s'intéressent à l'ille-

- La deuxième consisterait à promouvoir la recherche à travers une action en faveur d'une aide à la publication et de soutien à de jeunes chercheurs comme le fait déjà le conseil général des Hauts-de-Seine (prix, bourses, voire même allocations de recherche de 3ème cycle).

- La troisième enfin viserait à concrétiser la proposition déjà évoquée dans ce rapport de s'appuyer sur la médiathèque régionale pour constituer un fonds documentaire sur l'Île-de-France alimenté régulièrement par les centres de recherche et les bureaux d'études (le "dépôt légal").

Enfin, le groupe s'est interrogé sur l'opportunité de lancer une Revue d'Etudes Franciliennes de qualité, sur le modèle de publications qui ont déjà fait leurs preuves comme les Annales de la Recherche Urbaine ou l'Espace géographique. Certes, comme le font remarquer Martine BERGER et Catherine RHEIN, "s'il n'existe pas d'équivalent francilien à l'excellent London Journal, quelques publications remplissent de facto une telle fonction : citons Regards sur l'Île-de-France, publié par la direction régionale de l'INSEE(...), les Cahiers de l'IAURIF, Paris-Projet (APUR) et les Cahiers du GREPIF (qui) ont une politique éditoriale différente, ces revues ayant surtout pour objet la diffusion et la valorisation des études et recherches menées au sein des institutions qui les éditent".

Il s'agirait donc d'un projet particulièrement ambitieux qui doit être dissocié des autres propositions qui ont été précédemment avancées. Le public de ce genre de revues est en général assez limité et il faut éviter deux écueils : une excessive vulgarisation d'une part, nécessitée par le désir de viser un lectorat important mais qui se heurterait à l'hostilité des milieux scientifiques et un légitime souci de rigueur intellectuelle excluant tout compromis d'autre part, qui cantonnerait ce périodique dans la plus totale confidentialité.

Si le réseau est mis sur pied, s'il fait la preuve de son efficacité, une telle démarche pourra être alors envisagée. Mais une revue de ce type devrait avoir pour objectif prioritaire de publier des articles faisant le point sur un domaine précis et, comme le recommande Hubert JAYET, s'appuyant en cela sur l'expérience du Journal of Economic Literature, "signés par un auteur ou un petit groupe d'auteurs ayant une autorité reconnue en la matière". "Une ou deux personnes chargées de faire la synthèse" d'un travail de recherche "sont plus efficaces que le chercheur lui-même", à condition, insiste Joëlle AFFICHARD, de professionnaliser cette fonction de mise en forme, celle-ci pouvant être confiée ultérieurement à l'animateur du réseau.



ANNEXE I  
PRESENTATION DU CRIES



Les colloques

- I - Du groupe emploi du CRIES à L'OREF
- II - La valorisation de la recherche et des Etudes en Ile-de-France
- III - La population étrangère en Ile-de-France
- IV - Système productif et intermédiaires de l'information
- V - Conjoncture et environnement.

L'activité des groupes

Le CRIES : Ses missions  
Son assemblée plénière  
Ses groupes de travail

Activité 1990/1992

- Deuxième rapport périodique -

**CRIES d'ILE-DE-FRANCE**

MAI 1993



Les colloques

- I - Du groupe emploi du CRIES à l'ORRF
- II - La valorisation de la recherche et des Etudes en Ile-de-France
- III - La population étrangère en Ile-de-France
- IV - Système productif et intermédiaires de l'information
- V - Conjoncture et environnement.

L'activité des groupes

Le CRIES : Ses missions  
Son assemblée plénière  
Ses groupes de travail

**CRIES d'ILE-de-FRANCE**  
- Deuxième rapport périodique -  
Activité 1990/1992

MAI 1993

Ses groupes de travail

Son assemblée plénière

Ses missions

Le CRIES

Le CRIES est un organe de concertation et de coordination. Il rassemble des producteurs et des demandeurs d'information économique et sociale.

Ses missions, définies par la circulaire interministérielle du 25 juin 1984, et reprises dans la convention Etat-région du 26 juin 1989 qui officialise l'existence du CRIES de l'Île-de-France, sont les suivantes :

- recenser les besoins des utilisateurs d'information économique et sociale,
- évaluer la manière de satisfaire ces besoins (adaptation des travaux statistiques nationaux, mobilisation de sources, etc...) ;
- établir des priorités et formuler des recommandations qui seront adressées aux organismes régionaux producteurs d'informations et au C.N.I.S. en vue de la prise en compte de la dimension régionale et locale dans l'établissement des programmes nationaux ;
- améliorer l'information sur les études économiques et sociales intéressant la région.

### Ses missions

## Son assemblée plénière

Depuis son installation en octobre 1985, jusqu'à la fin de l'année 1992, le CRLES a fonctionné avec une assemblée plénière de 15 membres.

Mais après quelques années de fonctionnement, le besoin d'en élargir l'assise a été ressentie, afin de diversifier les thèmes étudiés et d'élargir la concertation.

C'est pourquoi, lors de sa séance annuelle du 29 novembre 1991, les membres de l'assemblée plénière se sont prononcés en faveur de l'ouverture du CRLES à huit nouveaux organismes. Le principe a ensuite été accepté par le préfet de région et le président du conseil régional.

L'assemblée plénière est désormais composée de 23 organismes. Ce sont :

- le conseil économique et social d'Ile-de-France (C.E.S.)
- la direction régionale de l'INSEE qui assure le secrétariat
- l'INSEE Info-Service anciennement Observatoire économique de Paris
- la direction régionale du groupe de travail et de l'emploi (D.R.T.E.)
- la direction régionale d'équipement d'Ile-de-France (D.R.E.)
- l'institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Ile-de-France (I.A.U.R.I.F.)
- la préfecture de Région (direction des interventions de l'état et délégation régionale à la formation professionnelle (D.R.F.P.))
- \* la direction des affaires scolaires de la Région Ile-de-France
- la direction du développement économique et social de la Région Ile-de-France (D.D.E.S.)
- la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement (D.R.I.R.E.)
- la recette générale des finances (R.G.F.)
- le groupe des industries métallurgiques (G.I.M.)
- la chambre de commerce et d'industrie de Paris (C.C.I.P.)
- la chambre régionale de commerce et d'industrie d'Ile-de-France (C.R.C.I.)
- le centre de recherche et d'études sur Paris et l'Ile-de-France (C.R.E.P.I.F.)
- le groupe des industries métallurgiques (G.I.M.)
- \* la fédération parisienne du bâtiment (F.P.B.)
- \* l'U.R.S.S.A.F. de Paris
- \* la direction régionale de l'agriculture et de la forêt (D.R.A.F.)
- \* l'atelier parisien d'urbanisme (A.P.U.R.)
- \* l'agence nationale pour l'emploi Ile-de-France (A.N.P.E.)
- \* le groupement des ASSÉDIC de la région parisienne (G.A.R.P.)
- \* le syndicat des transports parisiens/observatoire régional des déplacements (S.T.P./O.R.D.)



La venue de ces nouveaux organismes confère au CRIES une assise équivalente à celle du CRIES de Midi-Pyrénées, mais elle reste de taille modeste comparée au CRIES de Provence-Alpes-Côte-d'Azur qui compte environ 80 membres.

Elle ne modifie en rien son fonctionnement qui s'articule autour de quatre groupes de travail ouverts à des organismes extérieurs et une assemblée plénière annuelle.

Elle ouvre néanmoins de nouvelles perspectives au CRIES de l'Ile-de-France puisque les champs d'intérêt s'en trouvent diversifiés.

## Ses groupes de travail

Les activités du CRIES s'organisent au sein de quatre groupes de travail à durée limitée dans le temps et qui font appel à des compétences extérieures au CRIES lui-même. De nombreux organismes de recherche ont à ce titre été associés aux travaux des groupes du CRIES.

C'est au sein de ces groupes et dans l'esprit des missions dévolues au CRIES que sont formulées les recommandations et les actions à mener.

Celles-ci sont ensuite discutées et amendées au cours de la réunion plénière annuelle. Puis les recommandations sont adressées aux organismes les mieux placés pour les mettre en oeuvre. Il peut s'agir de membres du CRIES ou d'organismes extérieurs.

Le CRIES n'a pas de pouvoir de faire exécuter ses recommandations. L'expérience a montré cependant que la plupart d'entre elles trouvent leur application.

Les colloques viennent chaque fois, que le sujet s'y prête, cloôturer les travaux des groupes.

Le thème abordés au sein des groupes sont variés : par le passé, le CRIES a déployé ses activités dans des domaines tels que l'emploi, le tertiaire, les PMI/PME, les comptes régionaux, l'exploitation du recensement. Plus récemment, il s'est intéressé à la population étrangère et la valorisation de recherche.

En 1993, les préoccupations du CRIES s'articuleront essentiellement autour de trois thèmes : le système productif, l'environnement et la conjoncture.

## L'activité des groupes

1990-1991-1992

Outre l'élargissement du CRIES qui a vu le nombre de ses membres portés de 15 à 23, les trois années écoulées se sont achevées avec la clôture des travaux de deux groupes : l'un sur la population étrangère, l'autre sur la valorisation de la recherche.

Créés en novembre 1990, ces deux groupes succédaient à ceux sur l'"emploi" et l'"exploitation du recensement de 1990".

Le premier, après avoir élaboré à la demande du préfet un projet de structure pour la mise en place d'un observatoire régional de l'emploi et de la formation (O.R.E.F.) en Ile-de-France voyait de ce fait ses compétences transférées au service de cet organisme.

Le second avait effectué une répartition des études à réaliser sur la région à partir du recensement de 1990, entre divers organismes, parmi lesquels un nombre important d'organismes universitaires.

L'année 1992 a vu également la création d'un groupe sur le "système productif" prolongeant et élargissant les activités du groupe "tertiaire" antérieur. Il poursuivra son activité en 1993 et 1994.

Pour les mois qui viennent, les préoccupations porteront également sur l'environnement et la conjoncture. Quant au groupe des "intermédiaires de l'information" déjà en place, il devra se prononcer sur l'opportunité de réaliser un guide des sources d'information sur support papier.

Outre les travaux menés dans les groupes de travail, le CRIES a pu maintenir le rythme de ses colloques. Le dernier était consacré à "la population étrangère en Ile-de-France".

I - 1990/1991 : du groupe "Emploi" du CRIES à l'O.R.E.F.

L'Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation en Ile-de-France (O.R.E.F.) fonctionne depuis le 28 février 1991. Il a été installé officiellement par le préfet de région et le président du conseil régional le 27 novembre 1992.

Sa structure et son mode de fonctionnement sont le résultat de propositions élaborées au sein du groupe "emploi" du CRIES au cours du dernier trimestre de l'année 1989 sous la responsabilité de M. Christian ROSSIGNOL. Elaboré à la demande du préfet de région et du président du conseil régional, le projet a été approuvé en 1990.

Structure souple et légère ne disposant que de moyens limités

(5 M.F. inscrits au contrat de plan Etat-région 1989-93), l'Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation en Ile-de-France est composé d'un "conseil scientifique" qui réunit les membres de l'ex-groupe "Emploi", du CRIES élargi à d'autres partenaires, d'une instance décisionnelle composée de l'Etat et de la Région. La présidence du conseil scientifique est assurée par M. Jean ROBERT et le secrétariat général par M. Raphaël BRUN.

Les deux premiers cahiers de l'O.R.E.F. ont été publiés en octobre 1992 ("Tableaux synthétiques : emploi, formation, chômage" et "Prévision à moyen terme des besoins de recrutement par niveau de qualification et par secteur"). Trois autres cahiers seront publiés en 1993 : "L'insertion professionnelle des jeunes franciliens", "Banque de données sur les zones d'emploi de la région Ile-de-France", "Les métiers de la maintenance en Ile-de-France".

## II - La valorisation de la recherche et des études en Ile-de-France

### Les objectifs du groupe

L'idée de créer un groupe de travail sur la "valorisation de la recherche, en Ile-de-France" au sein du CRIES est née d'un double constat :

- une insuffisance de la couverture en terme de réflexion approfondie des différents problèmes que l'on rencontre en Ile-de-France, malgré l'existence d'un grand nombre de travaux universitaires. Ceux-ci sont souvent méconnus car dispersés et insuffisamment mis en valeur ;

- une inadéquation entre l'offre d'information fournie par les chercheurs qui ne peut être utilisée telle qu'elle est produite et les attentes des décideurs. D'une façon générale, le chercheur poursuit des objectifs essentiellement scientifiques orientés en fonction de ses centres d'intérêt. A l'exception des travaux commandés, les décideurs intègrent donc assez peu les résultats des travaux universitaires à la prise de décision politique.

Partant de ce constat, le CRIES a décidé de mettre en place un groupe de travail sur la "Valorisation de la recherche et des études en Ile-de-France" lors de l'assemblée plénière de novembre 1990. Les travaux de ce groupe ont été conduits dans une perspective de rencontre de l'offre fournie par les chercheurs et la demande formulée par les décideurs, sachant que ni l'une ni l'autre ne s'expriment en tant que telle.

Présidé par Monsieur Hubert JAYET, administrateur de l'INSEE, ce groupe de travail a mis en présence des représentants de laboratoires universitaires et des membres du CRIES impliqués dans des actions de décision (DRE, IAUURIF...).

### Les recommandations

Les recommandations qui ont émergé portent sur quatre propositions :

- . la mise en place d'un réseau multidisciplinaire d'équipes de recherche qui s'appuierait sur les structures existantes : CRIES, ou IAUURIF dont la médiathèque pourrait servir de dépôt légal ;

- . la publication régulière d'une lettre d'information ;

- . le lancement, dans le cadre du contrat de plan 1994-1998, d'un programme approfondi de recherche sur l'Ile-de-France et la métropole parisienne, qui pourrait être centré sur un ou deux grands thèmes ;

- . l'organisation de manifestations publiques sous la forme de colloques ou de séminaires.

Un premier colloque est prévu en octobre 1993 dans le cadre des manifestations semestrielles du CRIES : il devrait permettre à la fois de poser le problème et de tester l'intérêt suscité par les propositions contenues dans le rapport, lequel sera ensuite transmis au préfet de région, au président du conseil régional ainsi qu'aux organismes de recherche.

### III - La "population étrangère en Ile-de-France"

#### Les objectifs du groupe

Parmi les sujets qui alimentent le débat social, le thème de l'immigration et de la présence étrangère figure parmi ceux qui suscitent le plus de controverses. L'Ile-de-France qui concentre 36 % de la population étrangère présente sur le territoire français, se trouve à ce titre au coeur même du problème. Les populations concernées sont connues avec incertitude. En matière statistique, le simple décompte des étrangers soulève des vives polémiques, en particulier à cause des divergences entre les données du recensement de l'INSEE et celles provenant du décompte des titres de séjour du ministère de l'Intérieur. De plus, elles sont différemment perçues, et, en dépit de l'utilisation de concepts régionaux, des confusions demeurent.

Ces différentes raisons ont conduit le CRIES à mettre en place en novembre 1990 un groupe de travail sur les statistiques de population étrangère. Il ne s'agissait pas de reprendre à l'échelle du CRIES les travaux conceptuels déjà effectués dans le cadre du Haut Conseil à l'Intégration\*, mais de fournir les besoins particuliers à l'Ile-de-France : amélioration des sources, de leur concordance, études à réaliser ...

Monsieur Philippe FARINE, membre du Haut Conseil à l'Intégration, membre également du C.E.S. d'Ile-de-France, en assurait l'animation.

#### Les sources statistiques sur les étrangers

Le groupe s'est intéressé aux sources fournissant des données statistiques sur la population étrangère (exploitation au niveau de la région), à leurs lacunes, aux améliorations en cours, à leurs lacunes : fichiers des cartes de séjour tenues par les préfetures (23 avril 1991), données issues des statistiques de l'éducation nationale (21 mai 1992), statistiques de l'emploi et du chômage (18 novembre 1991) et recensement de la population.

\*Le Haut Conseil à l'Intégration a été chargé en mai 1990 par le premier ministre de l'amélioration des statistiques concernant l'immigration et l'intégration. Dans son deuxième rapport de novembre 1991, il émet à l'attention des organismes producteurs de statistiques (OMI, OFPRA, ministère de l'Intérieur) un ensemble de recommandations destinées à améliorer la connaissance des flux : amélioration des taux de couverture, distinction des séjours temporaires des longs séjours, définition de l'immigrant selon les normes internationales ... Il recommande également l'utilisation d'une nomenclature unique dans le but d'améliorer l'harmonisation des données entre les différentes administrations concernées.

mais qui actuellement demeurent incomplets.

- la connaissance du logement des étrangers, grâce aux informations dont disposent les organismes HLM dans les bilans annuels qu'ils sont tenus de réaliser

- l'appréciation et le suivi des formes d'insertion de la population immigrée française. Cette recommandation s'adresse à l'INED, qui conduit actuellement au niveau national, une enquête auprès d'un échantillon de 8 000 immigrés, 2 000 enfants d'immigrés, et un million d'habitants de foyers de migrants. Le 1/3 des personnes interrogées devaient habiter l'Ile-de-France.

- la mise en place d'un groupe de suivi de l'information statistique concernant la population étrangère, dans le cadre de la "commission de la santé, de l'action sociale et familiale" du CES d'Ile-de-France ;

- la nécessité de fournir une seule estimation du nombre d'étrangers présents en Ile-de-France, et la publication concomitante des chiffres selon les deux concepts utilisés "Etranger", "Immigré" ;

Les recommandations formulées par le groupe au terme de ses travaux et après discussion du rapport en assemblée plénière le 4 février 1993 ont porté sur quatre points :

### Les recommandations.

D'autres domaines tels que le logement sont apparus intéressants. L'utilisation des bilans sociaux des organismes HLM pourrait constituer une source d'informations à exploiter.

La saisie de données individuelles.

La aussi, le système de collecte des données devrait s'améliorer grâce à des modalités souhaitées.

Les données issues de l'éducation nationale fournissent des informations sur les enfants scolarisés mais les méthodes de collecte par remplissage de tableaux prédéfinis ne permettent pas toujours le croisement des critères selon

La direction régionale du travail et de l'emploi gère par ailleurs les données conjoncturelles sur le chômage issues des D.E.F.M.\* de l'A.N.P.E., l'enquête ACEMO (sur l'activité et les conditions d'emploi de la main d'oeuvre) possède également une extension régionale tous les trois ans.

Les données issues de la gestion des cartes de séjour pourraient compléter les informations fournies par le recensement mais elles ne fournissent pas actuellement une image fiable des étrangers présents en France en raison des retards dans les mises à jour, dus à la gestion en partie manuelle. Néanmoins, des améliorations sont attendues à moyen terme au niveau des préfectures grâce à la mise en place d'une application informatique : celle-ci devrait permettre la production, à partir de 1994, de statistiques annuelles fiables.

Conseil à l'Intégration.

Le recensement de 1990 a intégré la notion d'"immigré" définie par le Haut Parli ces différentes sources, seul le recensement donne une image exhaustive de la population étrangère mais les chiffres sont rapidement dépassés.

Ces recommandations ainsi que le rapport du groupe seront adressées dans le courant de l'année, par le président du CRIES, aux différents organismes concernés : CES d'Ile-de-France, INSEE, préfectures, éducation nationale, INED, ainsi qu'aux instances régionales (préfecture et conseil régional).

Le colloque de juin 1992 a clos les travaux de ce groupe : il a permis de présenter les premiers résultats issus du sondage au 1/4 du recensement de la population de 1990. Grâce à une approche plus sociologique et aux précisions apportées sur ces concepts, il a également contribué à éclairer le débat.



#### IV - Système productif et intermédiaires de l'information

##### 1) Le groupe système productif :

La mise en place d'un groupe sur le système productif est récente : elle date de janvier 1992. Ce groupe élargit les activités du groupe tertiaire qui fonctionnait précédemment et correspond à une reorientation de celui-ci.

Le groupe tertiaire s'était intéressé plus particulièrement au domaine des services. Il a été à l'origine de la réalisation en 1988 de l'enquête pilote dans les services. Il s'agissait d'une étude préalable à la régionalisation de l'enquête annuelle dans les services pour la région Ile-de-France. Un rapport sur cette enquête a été réalisé par l'ARIA\*.

Le groupe "système productif" élargit le champ des activités de ce groupe. Il est animé par Monsieur ZISSWILLER, directeur des études de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Il a dégagé trois axes de réflexion qui seront approfondis en 1993 et 1994 :

• la connaissance des échanges interindustriels ;

• l'évolution des secteurs d'activité au niveau régional ;

• l'amélioration de la connaissance des petites entreprises et notamment des facteurs qui président à leur création.

##### 2) Le groupe des intermédiaires de l'information

Le rapport de ce groupe de travail remonte à septembre 1987. Dans ce rapport, il émettait huit propositions destinées à améliorer l'information en direction des utilisateurs finaux et des "intermédiaires" de l'information (circulation, accès aux sources ...).

Ce groupe est notamment à l'origine des colloques organisés par le CRIFS.

C'est également dans le cadre de ce groupe qu'a été menée l'expérience visant à recenser les thèmes d'études inscrits au programme annuel de travail des organismes membres du CRIFS, en 1989, 1990 et 1991.

Ce groupe avait également constitué un projet de guide des sources d'information accessible par minitel. Des problèmes techniques n'ont pas permis de le mener à terme.

En 1993, il devra examiner l'opportunité de réaliser ce projet sur support papier.

\*ARIA : Association pour la Recherche en Innovation

## V - Conjoncture et environnement

La mise en place de ces deux groupes de travail fait suite à la clôture des travaux des groupes sur la "valorisation de la recherche" et "la population étrangère" en 1992.

La décision de mettre en place ces deux groupes a été prise lors de l'assemblée plénière du 4 février 1993.

Le groupe "conjoncture" est chargé de mener une réflexion de méthode sur la pertinence des indicateurs utilisés.

Le groupe "environnement" effectuera le point sur les sources statistiques fournissant des informations sur l'environnement, la nature des informations produites. Il pourra également faire émerger des préoccupations proprement régionales.

Tous deux démarreront leurs travaux d'ici la fin du premier semestre 1993.

## Les colloques

Les colloques organisés par le CRIES contribuent à faire connaître à un vaste public, ainsi qu'à la presse, les productions statistiques régionales (résultats d'enquêtes ou de travaux de recherche concernant la région) ; ils contribuent également à sensibiliser le public aux méthodes statistiques et aux concepts utilisés. Ils sont le plus souvent l'aboutissement des travaux des groupes de travail. Mais ils peuvent également être axés sur un thème qui répond à des préoccupations d'actualité. Les actes des colloques sont régulièrement publiés. Un compte rendu des exposés et des débats est également publié dans la revue de l'INSEE "Regards sur l'Ile-de-France".

Le CRIES organise actuellement son neuvième colloque sur le thème :

"Comprendre l'Ile-de-France"  
La valorisation de la recherche et des études.

Thèmes des colloques organisés par le CRIES :

- novembre 1988 : présentation des résultats de l'"Inventaire communal" (INSEE)
- mai 1989 : "Connaître l'emploi en Ile-de-France" (INSEE, DREIF, LAURIF, DRTE)
- décembre 1989 : présentation de "Données sociales Ile-de-France" (INSEE)
- juin 1990 : "Economie et aménagement" (Université Paris I, LAURIF, CSU)
- décembre 1990 : "Les familles professionnelles en Ile-de-France (DRTE-INSEE)
- 28 juin 1991 : Le recensement de la population (INSEE-LAURIF)
- 18 décembre 1991 : "Les transports en Ile-de-France" (DRTE-LAURIF-INRETS-RATP)
- juin 1992 : "La population étrangère en Ile-de-France" - évolution et localisation (INSEE-LAURIF-CNRS)



ANNEXE II  
COMPOSITION DU  
GROUPE DE TRAVAIL



**COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL  
"VALORISATION DE LA RECHERCHE ET DES ETUDES  
SUR L'ILE-DE-FRANCE**

**ANIMATEUR :**

\* Monsieur Hubert JAYET, Direction Générale de l'INSEE.

**RAPPORTEUR :**

\* Monsieur Raphaël BRUN, Conseil Economique et Social d'Ile-de-France, CRIES.

**MEMBRES :**

\* Madame Geneviève ANO, Direction Régionale de l'INSEE - CRIES.  
d'Ile-de-France.

\* Madame Martine BERGER, STRATES, Paris I.

\* Madame Elisabeth DECOSTER, Laboratoire "Théorie des mutations  
urbaines, Paris VIII.

\* Madame Martine DELASSUS, Chambre Régionale de Commerce  
et d'Industrie d'Ile-de-France.

\* Madame Myriam GAUTRON, CREPIF.

\* Madame Hélène GOUT, IAU RIF.

\* Madame Anne-Marie LAKOTA, IRESO - CNRS.

\* Madame Evelyne PERRIN, Plan Urbain.

\* Madame Aline SAILHAC, OEP, INSEE.

\* Madame Catherine RHEIN, STRATES, Paris I.

\* Madame Muriel TABARIES, Centre "Economie, Espace, Environnement",  
Paris I.

\* Madame Stéphanette VICAIRÉ, IAU RIF, (médathèque régionale).

\* Monsieur Guy BURGEL, Laboratoire de Géographie Urbaine, Paris X.

\* Monsieur Jean-Gilles CAHN, Chambre de Commerce et d'Industrie  
de Paris, (Direction des études).

\* Monsieur Jean PEYRONY, Direction Régionale de l'Équipement  
d'Ile-de-France.

\* Monsieur Fernand SMADJA, Chambre de Commerce et d'Industrie  
de Paris, (Centre d'Observation Economique).

\* Monsieur Jean-Richard SULZER, Conseil Economique et Social  
d'Ile-de-France, Université Paris IX.





SEANCES DU GROUPE DE TRAVAIL  
PROCES-VERBAL DES

ANNEXE III



# RÉGION D'ILE-DE-FRANCE

COMITÉ RÉGIONAL

POUR

L'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

PARIS, LE

12 avril 1991

RB/MH

## COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU GROUPE "VALORISATION DE LA RECHERCHE ET DES ETUDES"

\*\*\*\*\*

LUNDI 8 AVRIL 1991

OBJET : Installation du groupe et préparation du programme de travail.

\* Monsieur Arnaud de LEYSSAC ouvre la séance en rappelant quels sont les missions et les objectifs du CRIES ainsi que la philosophie de ses différents groupes de travail.

\* Monsieur Hubert JAYET justifie la création du groupe "valorisation de la recherche et des études" en indiquant qu'il existe un nombre relativement important de travaux portant sur l'île de France (sous forme de littérature "grise") mais que dans le même temps un besoin pressant d'informations d'ordre économique et social sur cette région se fait sentir.

A partir de là on peut poser deux questions :

- Y-a-t-il une couverture satisfaisante des différents problèmes que l'on rencontre et si ce n'est pas le cas peut-on émettre des suggestions concernant la manière de couvrir les domaines qui ne le sont pas ou peu ?

- Comment est-il possible de diffuser et de valoriser ce qui se fait en différents endroits sur l'île de France ?

Cette première réunion, précise M. JAYET a justement pour objectif de mettre en commun la façon dont les membres du groupe envisagent ces deux questions. Pour y répondre un calendrier est proposé :

juin 1991 : séance de décanation à partir des réactions écrites et orales suscitées par les propositions apparues lors de la première réunion

- automne 1991 : repérage de l'existant,

- décembre 1991 : mise au point des propositions,

- début 1992 : adoption d'un rapport.

\* Madame Catherine RHEIN fait le bilan du séminaire consacré à l'île de France qu'elle a organisé en 1989-1990 avec Madame Catherine BERGER. Les huit séances vont donner lieu prochainement à un rapport qui sera accompagné d'un état des lieux de la recherche sur l'île de France.

\* Monsieur Guy BURGEL ajoute qu'il existe un réel problème de sectorisation des acteurs, de marquage qui ne facilite pas le rapprochement des points de vue.

\* Madame Muriel TABARIES souligne que la disparition de l'ODL (Observatoire des Dynamiques et des Localisations) a été dommageable pour l'île de France. Elle regrette en outre que la diffusion des études, au demeurant tout à fait intéressantes, produites par l'IAURIF soit trop limitée.

\* Madame Elisabeth DECOSTER reconnaît que les équipes de recherche en économie sont assez déconnectées de l'opérationnel contrairement à celles spécialisées en géographie. Elle regrette que la dispersion des moyens et le cloisonnement des équipes ne facilite guère la diffusion de l'information en ce domaine.

\* Madame Aline SAILHAC rappelle qu'elles sont les missions de la cellule qui s'occupe, au sein de l'Observatoire Economique de Paris, des demandes d'informations provenant de l'île de France.

- le D.E.S.S. d'aménagement qu'il dirige et dans le cadre duquel il est amené à passer des conventions d'études avec des collectivités locales.

- ses recherches comparatives avec d'autres aires métropolitaines internationales  
\* Monsieur Guy BURGEL précise les raisons qui l'ont amené au sein de l'Université Paris X à s'intéresser à l'île de France :

\* Madame Geneviève ANO relate l'expérience de recensement des études menée depuis trois ans par le CRIES. Elle précise que ce travail ne concerne pour l'instant que les organismes membres du CRIES, c'est-à-dire pour l'essentiel le Conseil Régional, la préfecture et les chambres de commerce à travers leurs différents services.

\* Monsieur Fernand SMADJA explique qu'elles sont les activités du Centre d'Observation Economique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

\* Madame Hélène GOUT explique que les besoins de l'IAURIF concernent aussi bien le niveau local que régional alors que seul le second est de la compétence du CRIES.

\* Monsieur JAYET invite ensuite les membres du groupes à faire part de leurs observations.

\* Madame Martine BERGER indique qu'il existe une multitude de difficultés à coordonner la recherche ; en effet de nombreuses recherches comparatives se mènent hors Ile de France et il n'est guère aisé de repérer ce qui se fait. Par ailleurs, il faut distinguer la recherche proprement dite des études dont certaines revêtent parfois un caractère essentiel. Elle souligne enfin le handicap que constitue la dispersion des moyens.

\* Madame Catherine RHEIN insiste sur le fait que toutes les tentatives de coordination de la recherche et des études sur l'Ile de France ont été vouées à l'échec. Ainsi en a-t-il été du GRECO Banlieue.

Elle émet par ailleurs l'idée selon laquelle l'un des moyens les plus efficaces de diffusion et de valorisation de la recherche consiste en la publication d'une revue. A l'appui de cette idée elle donne l'exemple du "LONDON JOURNAL" qui sous l'égide du GREAT LONDON COUNCIL, publiait des articles assez courts mais de très bon niveau.

En effet, en Ile de France, on ne peut guère citer que les cahiers de l'IAURIF, ceux du CREPIF et la revue "Regards" de l'INSEE.

\* Monsieur Jean-Richard SULZER s'interroge sur la meilleure façon de recenser les centres de recherche. Il suggère de lancer par exemple un appel d'offre pour savoir qui fait quoi afin de constituer un réseau ou de recenser les sources d'information sur l'Ile-de-France.

\* Madame Catherine RHEIN lui répond que l'ODL avait publié un tel document.

\* Madame Martine DELASSUS explique l'intérêt que porte la CROI d'Ile-de-France à la constitution du groupe de travail dans la mesure où cet organisme est amené à réaliser un certain nombre d'études et donc à utiliser toutes les sources disponibles.

\* Madame Evelyne PERRIN souligne que dans le cadre du programme "Mutations économiques et urbanisation" dont elle s'occupe au Plan Urbain, il était apparu que la Région d'Ile-de-France présentait un certain nombre de spécificités qui empêchaient une diffusion optimale de l'information.

\* Monsieur Hubert JAYET insiste sur la nécessité de faire un bilan de l'existant en s'appuyant sur ce qui a déjà pu être fait notamment dans le cadre du CRIES.

\* Madame Catherine RHEIN précise que la connaissance mutuelle de ce que font les chercheurs en géographie, en histoire ou en sociologie est satisfaisante mais qu'il existe une coupure avec la science économique.

Elle se demande en outre si les administrations sont tellement intéressées par la recherche. Elle cite l'exemple d'une direction déconcentrée de l'Etat qui vient de résilier son abonnement à "Sociologie du Travail".

Elle regrette également l'attitude frideuse de certains chercheurs qui répugnent par snobisme, à reconnaître qu'ils travaillent sur la région. Enfin, peu de travaux portent sur l'Ile-de-France en raison de la complexité des problèmes que l'on y rencontre.

\* Madame Martine BERGER indique qu'il n'y a pas d'entrée territoriale dans les bases de données.

\* Madame Catherine RHEIN donne la liste de certaines d'entre elles comme URBAMET, INFOGRAL ou FRANCIS.

\* Monsieur Guy BURGEL s'interroge sur les objectifs du groupe de travail. S'agit-il :

- de faire un recensement ? Ce serait rajouter de l'information alors que nous ne souffrons pas d'un manque dans ce domaine mais plutôt d'une saturation.

- de faire un lieu de production de l'information brute, ce qui était au départ le projet de l'ODL. Mais peut-on avoir un organisme qui fait du factuel à la demande.

- d'aller "à la pêche aux idées".

\* Madame Evelyne PERRIN insiste sur la nécessité de cerner plus finement la demande. Il serait intéressant par exemple de connaître le public des revues qui publient des résultats sur la région.

\* Madame Aline SAILHAC explique qu'à l'OEP on ne sait pas ce que les gens veulent faire de l'information qu'ils sont venus chercher. En revanche, il existe un fichier des études qui ont été réalisées à partir du recensement de 1982 ou de l'inventaire communal.

\* Madame Evelyne PERRIN met en garde le groupe de la confusion pouvant apparaître entre les actions d'information et celles de valorisation intellectuelle. L'idée de lancer une revue relève de ce second objectif.

\* Madame Catherine RHEIN indique que le séminaire Ile-de-France avait été à l'origine d'un véritable débat d'idées et que la demande d'information qu'il avait suscité allait bien au-delà de l'étude pure et simple. Elle donne l'exemple du débat sur les inégalités scolaires.

\* Monsieur Hubert JAYET propose que l'on fasse le bilan des demandes qui étaient apparues à cette occasion.

\* Madame Martine BERGER souligne l'intérêt que représente pour les décideurs l'accumulation d'informations qui leur permet de disposer d'une vision large des questions sur lesquelles ils sont amenés à se prononcer.

\* Madame Héline GOUT reconnaît qu'il est difficile de faire comprendre aux élus qu'il faut aller plus loin que les seules enquêtes de conjoncture.

\* Monsieur Hubert JAYET s'interroge sur les raisons profondes de l'échec de l'ODL. Etais-il accidentel ou était-il inévitable ?

\* Madame Catherine RHEIN lui répond que cet échec n'était pas lié à la région elle-même mais à des conflits internes au GIP-Recitus. D'autres observatoires fonctionnent en province de manière très satisfaisante comme celui du Nord-Pas-de-Calais.

\* Madame Martine BERGER est d'accord sur la nécessité de développer l'aspect réseau et interface avec les décideurs plutôt que celui relatif à la fourniture d'information qui n'apparaît pas tenable en Ile-de-France.

\* Monsieur Raphaël BRUN rappelle que les objectifs du groupe de travail ne sont pas figés et que le débat devrait permettre de s'orienter vers des préconisations réalistes. Il donne quelques indications sur les opérations de valorisation de la recherche menées par le CRIES notamment le colloque "économie et aménagement en Ile-de-France" organisé en juin 1990 au cours duquel s'étaient exprimés Madame GOUT ainsi que MM. DAMETTE, PINCON et TUTIN.

\* Monsieur Hubert JAYET ajoute qu'il serait très utile que certains membres du groupe acceptent d'écrire quelques pages afin de formaliser leurs propositions.

\* Madame Catherine RHEIN suggère d'entendre Madame Anne-Marie LAKOTA qui s'occupait de l'ODL et Madame Evelyne PERRIN de faire venir quelqu'un qui représente la demande.

\* Monsieur Jean-Richard SULZER s'interroge sur les cibles à atteindre et sur la façon de mieux connaître l'offre : qui produit ?, par quel vecteur ?, qui centralise ces informations ? etc...

La prochaine réunion a été fixée au jeudi 20 juin 1991 à 9 h 30 (salle 50).

\*  
\*  
\*

**LISTE DES PERSONNES PRESENTES**

- \* Monsieur Arnaud de LEYSSAC, Président du CRIES,  
animateur du groupe.  
\* Monsieur Hubert JAYET, Direction Générale de l'INSEE,  
d'Ile-de-France, CRIES, Rapporteur du groupe.  
\* Monsieur Raphaël BRUN, Comité Economique et Social  
d'Ile-de-France, CRIES, Rapporteur du groupe.  
\* Madame Geneviève ANO, Direction Régionale de l'INSEE -CRIES.  
\* Madame Martine BERGER, STRATES, Paris I.  
\* Madame Elisabeth DECOSTER, Laboratoire "Théorie des  
mutations urbaines", Paris VIII.  
\* Madame Martine DELASSUS, Chambre Régionale de Commerce et  
d'Industrie d'Ile-de-France.  
\* Madame Hélène GOUT, LAURIF.  
\* Madame Evelyne PERRIN, Plan Urbain.  
\* Madame Aline SAILHAC, OEP, INSEE.  
\* Madame Catherine RHEIN, STRATES, Paris I.  
\* Madame Muriel TABARIES, Centre, Economie, Espace,  
environnement, Paris I.  
\* Monsieur Guy BURGEL, Laboratoire de Géographie Urbaine, Paris X.  
\* Monsieur Fernand SMADJA, Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.  
\* Monsieur Jean-Richard SULZER, Comité Economique et Social  
d'Ile-de-France, Paris IX.



# REGION D'ILE-DE-FRANCE

COMITE REGIONAL

POUR

L'INFORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

RB/LR

## COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU GROUPE "VALORISATION DE LA RECHERCHE ET DES ETUDES"

JEUUDI 27 JUNI 1991

Objet : Audition de Mesdames LAKOTA (IRESCO-CNRS) et VICAIRE (IAURIF).

\* Monsieur JAYET fait adopter le procès-verbal de la séance du 8 avril et présente Madame LAKOTA qui fut responsable de l'Observatoire de la Dynamique des Localisations (O.D.L.).

\* Madame LAKOTA explique que l'ODL était avant tout une tentative de diffusion et de valorisation des travaux réalisés sur l'île-de-France articulée autour d'une banque de données. Aujourd'hui l'ODL existe toujours (c'est Monsieur Marcel ROUSSET-DESCHAMPS qui en a la responsabilité) mais elle connaît quelques difficultés.

En effet, le GIP RECLUS auquel l'ODL appartenait passe directement des contrats avec les chercheurs. Toutefois dans d'autres régions les structures qui avaient été mises en place continuent de fonctionner de manière satisfaisante. C'est le cas à Lyon, à Nantes (en collaboration avec l'INSEE) ou à Lille (la région y participant).

En île-de-France, le problème était différent dans la mesure où le Conseil Régional ne souhaitait pas financer de recherches pour deux raisons :

- il considérait que cela incomrait à l'Etat en raison de la place particulière occupée par la région capitale

- il disposait du potentiel de l'IAURIF qui de surcroît devait équilibrer son budget et passait des conventions avec des finalités bien précises (Monsieur André BALLUT faisait néanmoins partie du conseil scientifique de l'ODL).

Quoiqu'il en soit, il est possible de tirer quelques enseignements de l'expérience menée pendant plusieurs années en collaboration avec Monsieur Christian MILELLI.

L'ODL était donc constitué par un réseau de chercheurs dont les équipes travaillaient (ou étaient susceptibles de le faire) sur l'île-de-France. Le Conseil Scientifique fort d'une vingtaine de responsables d'équipes (géographes, économistes, sociologues, politologues, historiens, etc...) organisait des rencontres mensuelles en vue de faire rentrer les données dans la base ODIL dont le siège est à Montpellier. C'est ainsi que 15 000 références ont été recueillies pendant 5 ans.

L'ODL collectait ses informations auprès de 55 services environ (le conseil régional, la Ville de Paris, les conseils généraux, les S.A.N. dont les délibérations sont du plus grand intérêt en matière de connaissance des programmes d'équipements collectifs, les ministères, la SNCF, la RATP, l'AURIF, les CCI, l'INSEE, etc...). Par ailleurs, l'ODL organisait chaque année un débat public qui rassemblait environ 200 personnes et elle publiait "La Lettre de l'Ile-de-France" qui diffusait des résumés d'études. Des débats étaient régulièrement organisés sous forme de tribunes ; l'immigration constituait le thème du dernier numéro.

Le bilan de l'ODL apparaît donc assez nettement positif : quand on sait que la recherche d'information représente les 4/5e de l'emploi du temps d'un chercheur, la création d'une interface avec les décideurs constituait une incontestable opportunité. De même les contacts noués auprès des collectivités locales se sont avérés extrêmement enrichissants : ainsi Raymond GUGLIELMO a-t-il pu travailler par exemple pour le conseil général de Seine-Saint-Denis et siéger au sein de l'Observatoire mis en place par cette collectivité.

Cependant le bilan est plus nuancé en ce qui concerne la base de données. Le manque de moyens (un seul vacataire) ne permettait pas de recenser la totalité des sources existantes. Il fallait ainsi obtenir les budgets communaux auprès de la D.G.C.L. Quant aux informations sur l'emploi, la croissance des entreprises, les licenciements elles provenaient uniquement des DTE et la DTE ce qui était insuffisant et nécessitait de les croiser avec d'autres sources.

Madame LAKOTA met un terme à son exposé en indiquant que l'IRESCO était favorable à ce projet initié par le CRIES de relancer la diffusion et la valorisation de la recherche en Ile-de-France notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire.

Elle indique enfin qu'elle était consultante du CNRS auprès du GERI (qui fait partie du comité de décentralisation présidé par Jacques VOISARD) et qu'elle va participer prochainement à une matinée de présentation d'ouvrages de synthèse sur l'Ile-de-France.

\* Monsieur JAVET souhaite disposer d'éclairages complémentaires sur deux aspects de l'activité de l'ODL :

. Comment se passait la mission de contact de l'ODL et comment fonctionnait son Conseil scientifique ?

. Quel a été le bilan précis des opérations de valorisation et quel public a été atteint .

\* Madame LAKOTA explique que les contacts entre les chercheurs et les décideurs ont commencé en 1984. A l'origine il y avait des chercheurs de disciplines différentes mais qui ne faisaient pas d'études en commun. Ensuite les choses ont peu à peu évolué.

Pour en revenir à l'exemple déjà mentionné du conseil général de Seine-Saint-Denis, le GARP faisait des études ponctuelles sur ce département. C'est alors qu'il a été fait appel à Raymond GUGLIELMO qui, à partir des données du GARP a réalisé un travail tout à fait exhaustif sur ce département. D'autres portes se sont ouvertes : Guy BURGEL et Jean MALEZIEUX ont travaillé pour l'AFTRP, Christian MILELLI et elle-même ont publié un article relatif aux incidences des décisions des contrats régionaux sur une période de cinq ans.

Quant au conseil scientifique son rôle était de permettre un échange entre les chercheurs, de tenir lieu de forum.

\* Monsieur JAYET souhaite savoir quel type d'informations fournissaient les délibérations des collectivités locales.

\* Madame LAKOTA lui répond que Christian MILLELLI s'occupait des aspects économiques alors qu'elle même travaillait sur les équipements collectifs. Mais ce travail s'est avéré très difficile à réaliser dans la mesure où les informations disponibles n'étaient pas exhaustives.

\* Madame ARAV fait observer que c'est la Comptabilité Publique qui fournit les informations les plus complètes.

\* Madame LAKOTA précise que cette recherche s'est avérée très intéressante pour le département de Seine-et-Marne. En effet, il était possible de mesurer l'ampleur des investissements réalisés par les communes rurales pour attirer les entreprises.

\* Monsieur JAYET reconnaît que ce genre de projet n'est viable que si une ou deux personnes peuvent s'y consacrer à temps plein.

\* Madame LAKOTA ajoute qu'il faut qu'un chercheur ou ingénieur y soit associé comme cela est le cas au GERI.

\* Monsieur BRUN souhaite savoir ce qu'est devenu aujourd'hui l'O.D.L.

\* Monsieur LAKOTA confirme qu'il existe toujours mais qu'il n'a plus l'aspect collectif qui était auparavant le sien en raison notamment des charges de travail importantes qui sont celles de son animateur. Il n'y a plus de lettres ni de colloque.

\* Madame GOUT souhaite savoir si les animateurs de l'ODL étaient des bénévoles.

\* Madame LAKOTA lui répond que l'ODL était soutenue par des vacations et que ses animateurs étaient rémunérés par le CNRS via le GIP-Reclus.

\* Madame VICAIRÉ relate l'expérience de la médiathèque de l'IAURIF et notamment la mise en place de la base de données URBAMET en 1976 en liaison avec le S.T.U.

Cette base de données fonctionne avec une cinquantaine de centres et elle collecte non seulement des références bibliographiques mais également des cartes ou des photographies. L'IAURIF fournit par exemple des références relatives à l'Île-de-France et aux grandes métropoles mondiales et notamment les travaux de recherche.

Se pose néanmoins le problème de la collecte des informations : ainsi la rubrique "études en cours" a été abandonnée en raison de son caractère aléatoire. Par ailleurs l'inflation des références dans le domaine de la littérature grise constitue une difficulté supplémentaire.

Depuis 1988, la médiathèque de l'IAURIF a été mise à la disposition du conseil régional ce qui a entraîné une modification de ses missions puisqu'elle doit répondre à de nouveaux besoins.

\* Monsieur JAYET souhaite obtenir des informations complémentaires sur les projets en cours.

\* Madame VICAIRE lui répond que la médiathèque va faire plus de place aux informations administratives et juridiques pour remplir sa nouvelle mission. En ce qui concerne ses relations avec le public rien n'a encore été arrêté. Actuellement la médiathèque est fréquentée à 80% environ par des étudiants (surtout de 3ème cycle) et par des chercheurs.

Il y a également des lycéens, des retraités et des professionnels de l'aménagement (promoteurs et architectes). Ainsi, des étudiants appartenant à des universités en difficulté financière au niveau des fonds documentaires comme Paris VIII ou Paris XII se tournent vers la médiathèque. Cela va se traduire inévitablement par la mise en place d'un accès payant qui seul permettra à la médiathèque de continuer à offrir un service de qualité à ses utilisateurs.

Un problème doit être signalé, celui du seuil des 200 références en deca duquel il n'est pas possible de satisfaire les demandes des universités pour entrer leurs publications dans URBAMET.

\* Monsieur BRUN fait remarquer que le niveau de ce seuil empêche pratiquement de prendre en compte la quasi-totalité de la littérature grise d'origine universitaire.

\* Madame VICAIRE précise toutefois qu'aucun organisme n'a été exclu du réseau pour n'avoir pas atteint le seuil des 200 références.

\* Madame RHEIN évoque la question de la qualité des thèses.

\* Madame VICAIRE indique que cela pose un problème déontologique dans la mesure où il n'est pas de la responsabilité d'une base de données de porter un jugement sur les références qu'elle contient.

\* Madame RHEIN revient sur la question de l'évaluation des travaux de la littérature grise.

\* Madame TABARIES donne l'exemple du C3E (Paris I) qui reconstitue actuellement sa bibliothèque en sélectionnant les meilleurs mémoires. Pour cela il est demandé aux laboratoires spécialisés d'établir un relevé des mémoires de D.E.A. et de D.E.S.S.

\* Monsieur JAYET se demande si les universités entreprendraient un tel travail si l'initiative ne venait pas d'elles-mêmes.

\* Monsieur BRUN indique que certaines bibliothèques n'archivent que les mémoires ayant obtenu au minimum la note de 13/20. Il ajoute que la disponibilité des références de thèses est aujourd'hui remise en question en raison de l'engorgement des services qui gèrent le fichier de Nanterre. Actuellement le temps de réponse entre le départ du sujet et l'entrée dans la base est largement supérieur à un an.

\* Monsieur JAYET relance la discussion sur les orientations du rapport que présentera Monsieur BRUN en 1992. Il regrette que ce dernier n'ait pas encore reçu une contribution lui permettant de nourrir ce rapport.

\* Madame RHEIN présente, comme elle si était engagée lors de la réunion précédente, le "London Journal" qui est une revue bi-annuelle (Cf. annexe). Si l'on prend un échantillon de sept années on s'aperçoit que les auteurs d'articles ont une origine assez variée : les universitaires ne représentent d'ailleurs qu'un tiers de ces auteurs. Le comité de rédaction change assez souvent ce qui est un bon indice du dynamisme de la revue. Mais l'orientation des articles est avant tout axée sur l'histoire de Londres. Il existait d'ailleurs en Ile-de-France avant 1980 un Bulletin d'études historiques et géographiques.

Deux numéros du London Journal ont été consacrés au rôle du Great London Council qui a disparu depuis plusieurs années. Le London Research Center existe toujours quant à lui.

En ce qui concerne le projet de Revue d'Etudes Franciliennes, on pourrait bien entendu s'inspirer de cette publication mais il serait souhaitable cependant de s'orienter plutôt vers la formule des Annales de la Recherche Urbaine excepté son format.

\* Monsieur JAYET considère qu'une publication annuelle est insuffisante et que seule une publication bi-annuelle peut permettre d'accéder à la notoriété.

\* Madame ARAY soulève le problème financier que représente la publication d'une telle revue. On pourrait s'orienter vers la formule retenue par la revue "Etudes Foncières" qui est publiée par une association Loi de 1901 (l'ADEF).

\* Monsieur JAYET pense qu'il faudra convaincre un éditeur. En attendant il suggère d'interviewer 3 ou 4 responsables de revues comme Anne QUERRIEN (les Annales) ou Roger BRUNET (l'Espace Géographique). Ce dernier est en effet un remarquable organisateur.

\* Madame LAKOTA indique que la gestion d'une telle revue nécessite l'emploi d'une personne à temps plein. C'est par exemple le cas de la Revue "Sociétés contemporaines".

Elle pense que la formule "Lettre" peut dans un premier temps s'avérer préférable. Une "Lettre du CRIES" pourrait certainement intéresser les collectivités locales.

\* Madame GOUT se demande si c'est la bonne cible.

\* Madame LAKOTA précise que les chercheurs ont l'habitude de s'adresser aux collectivités locales.

\* Monsieur JAYET pose la question du public visé. S'agit-il des élus ou de leurs collaborateurs.

\* Madame ARAY pense qu'il faut notamment viser les réseaux des IVF (Ingénieurs des Villes de France). Elle indique par ailleurs que l'ADEF qui publie Etudes Foncières a mis en place un réseau des observatoires fonciers qui tient quatre réunions par an et qui sélectionne les meilleures études sorties sur ce thème.

\* Madame ANO s'interroge sur les objectifs du recensement des études que le CRIES publie depuis deux ans par rapport aux travaux du groupe de travail.

\* Madame TABARIES pense que l'on pourrait faire synthétiser la littérature grise par des esprits avertis et publier des articles faisant le point sur une question.

\* Monsieur JAYET abonde dans son sens en précisant que de telles revues sont courantes aux Etats-Unis. Elles sont très lues et font appel aux plus grandes signatures. Ce pourrait être une piste intéressante pour la Revue d'Etudes Franciliennes.

Il reconnaît toutefois que la formule "Lettre" présenterait l'avantage d'être peu coûteuse et d'avoir une périodicité plus fréquente.

Enfin, il indique qu'il ne faut pas se polariser sur la seule question de la revue.

\* Monsieur BRUN ajoute qu'il faut réfléchir à la fois en aval de ce projet de revue (réseau de chercheurs) et en amont (valorisation). Il soulève enfin la question du budget : qui va financer un tel projet ? La recherche de partenaires doit en effet constituer l'un des axes majeurs de la réflexion du groupe de travail.

La prochaine réunion est fixée au jeudi 10 octobre à 9h30.

---

**LISTE DES PERSONNES PRESENTES**

- \* Monsieur Hubert JAYET, animateur du groupe, D.G. INSEE
- \* Monsieur Raphaël BRUN, rapporteur du groupe, CES Ile-de-France
- \* Madame Geneviève ANO, D.R. INSEE, secrétaire du CRIES
- \* Madame Monique ARAV, D.R.E.
- \* Madame Martine DELASSUS, CROI Ile-de-France
- \* Madame Hélène GOUT, IAU RIF
- \* Madame Anne-Marie LAKOTA, IRESCO-CNRS
- \* Madame Catherine RHEIN, STRATES-Paris I
- \* Madame Muriel TABARIES, 3CE - Paris I
- \* Madame Stéphanette VICAIRE, IAU RIF





Weston PD 2067

# The London Journal

Volume 10, No. 1, Summer 1984  
CONTENTS

## LONDON AFTER THE GLC

An Editorial Foreword to the POLICY STUDIES INSTITUTE/LONDON JOURNAL Conference held on 20 January 1984:

- I A Prelude to the Abolition Debate 3
- II The Purpose of the Conference and the Programme 10

Opening Remarks by the Rt Hon. PATRICK JENKIN, PC, MP,  
Secretary of State for the Environment  
Does London need Strategic Planning? 11

The Distributional Effects of Abolishing the Greater London  
Council 13

The Role of the Voluntary Sector  
The Conditions of Joint Action 55

Discussion 59

Attendance List 66

Governing Greater London: The Background to GLC  
Abolition and an Alternative Approach 69

## REVIEW ARTICLE

GARETH STEDMAN JONES The Labours of Henry Mayhew, 'Metropolitan Correspondent' 80

## BOOK REVIEWS

B. ADAMS, *London Illustrated 1604-1851: Books and their Plates* John Summerson 86

G. WRIGHTMAN and S. HUMPHRIES, *The Making of Modern London 1815-1914* David R. Green 87

F. H. W. SHEPPARD, general editor, *Survey of London, Volume XII, Southern Kensington: Brompton, together with R. H. HARPER, editor, Victorian Architectural Competitions: An Index to British and Irish Architectural Competitions in The Builder, 1843-1900* M. H. Port 88

J. S. CURR, *The Life and Work of Henry Roberts, 1803-1876, Architect* John Nelson Tarr 91

E. F. CLARK, *George Parker Bidder: The Calculating Boy; With an Appreciation of his Calculating Ability* by J. LINFOOT W. E. H. Culling 92

P. BASING, editor, *Parish Fraternity Register: Fraternity of the Holy Trinity and SS. Fabian and Sebastian in the Parish of St Botolph without Aldersgate* Caroline Barron 94

## SHORTER REVIEWS

D. J. OLSEN, *Town Planning in London: The Eighteenth and Nineteenth Centuries* Richard Dennis 96

R. EVANS, *The Fabrication of Virtue: English Prison Architecture 1750-1840* C. W. Chalkin 96

A. S. WOHL, *Endangered Lives: Public Health in Victorian Britain* Gerry Kearns 97

A. SUTCLIFFE, *Towards the Planned City: Germany, Britain, the United States and France*, David R. Green 98

P. SELF, *Planning the Urban Region: A Comparative Study of Policies and Organizations* P. J. Danesi 99

SCISERP, *The South East: A Region in Transition* R. G. Bradley 100

## Editorial Committee

Hon. Editor  
JOHN M. HALL  
Lecturer in Geography,  
Queen Mary College

VALERIE PEARL  
President,  
New Hall, Cambridge

W. L. CHERNAK  
Senior Lecturer in English,  
Queen Mary College

T. C. BARKER  
Professor of Economic History,  
London School of Economics &  
Political Science

KEN YOUNG  
Senior Fellow,  
Policy Studies Institute

Review Editors  
DAVID R. GREEN  
Lecturer in Geography,  
King's College London

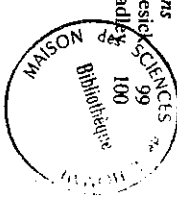
## Editorial Advisers

PAUL BARKER, Editor, New Society; FRANÇOIS BEDARIDA, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris; C. N. L. BROOKE, Dixie Professor of Ecclesiastical History, University of Cambridge; PENILOPE J. CORRIE, Lecturer in History, Bedford College (University of London); CELINA FOX, Curator of Paintings & c., The Museum of London; RUTH GLASS, Director, Centre of Urban Studies, University College London; PETER HALL, Professor of Geography, University of Reading; MAX HENDRICH, Director, The Museum of London; RALPH HYDE, Keeper of Hon. Prints & Maps, Guildhall Library; SIMON JENKINS, Political Correspondent, The Economist; W. A. KELLAWAY, Hon. Editor, London Record Society; BETTA R. MAISTERS, Deputy Keeper of the Records of the City of London; D. J. GREIG, Professor of History, Vassar College; F. H. W. SHEPPARD, formerly General Editor, Survey of London; Sir John Soane's Museum; W. M. STERN, late of the London School of Economics; SIR JOHN SUMMERSON, Curator, Sir John Soane's Museum; F. M. L. THOMPSON, Director, Institute of Historical Research.

Published by the LONDON JOURNAL TRUST, Registered Charity No. 279299  
c/o Department of Geography, Queen Mary College, London E1.  
Trustees: J. M. Hall, Esq., Dr Valerie Pearl, Professor M. H. Hall, Dr F. H. W. Sheppard, Professor F. M. L. Thompson.

PB 2067

26 DEC. 1984



# The London Journal

Volume 13, No. 1, 1987-88

## CONTENTS

### Editorial Committee

#### Editor

NEALEY HARTÉ  
Senior Lecturer in Economic History,  
University College London

T. C. BARKER  
Professor of Economic History,  
London School of Economics

VANESSA A. HARDING  
Lecturer in London History,  
Birkbeck College

I. L. BOLTON  
Senior Lecturer in History,  
Queen Mary College

M. H. PORT  
Professor of Modern History,  
Queen Mary College

NICHOLAS DEAKIN  
Professor of Social Policy  
and Administration,  
University of Birmingham

KEN YOUNG  
Assistant Director,  
Institute of Local Government Studies,  
University of Birmingham

PETER EARLE  
Reader in Economic History  
London School of Economics

#### Review Editors

DAVID R. GREEN  
Lecturer in Geography,  
King's College London

LORNA HUTSON  
Lecturer in English,  
Queen Mary College

#### Editorial Advisers

CAROLINE BARRON, Senior Lecturer in History, Royal Holloway and Bedford New College; FRANCOIS BEDARIDA, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris; C. N. L. BROOKE, Dixie Professor of Ecclesiastical History, University of Cambridge; RENÉLOPE J. CORNFELD, Senior Lecturer in History, Royal Holloway and Bedford New College; CELINA FOX, Curator of Paintings & c., The Museum of London, ruth glass, Director, Centre of Urban Studies, University College London; PETER HALL, Professor of Geography, University of Reading; MAX HENDRICH, Director, The Museum of London; RALPH HYDE, Keeper of Prints & Maps, Galdhill Library; SIMON JENKINS, Political Correspondent, The Economist; DEREK KEENE, Director of the Centre for Metropolitan History, Institute of Historical Research; BETTY R. MASTERS, Deputy Keeper of the Records of the City of London; D. I. OLSEN, Professor of History, Vassar College; F. H. W. SHEPPARD, formerly General Editor, Survey of London; Greater London Council; SIR JOHN SUMMERSON, formerly Curator, Sir John Soane's Museum; F. M. L. THOMPSON, Director, Institute of Historical Research.

Published by the LONDON JOURNAL TRUST, Registered Charity No. 279299  
c/o Department of History, Queen Mary College, London E1.  
Trustees: Professor M. H. Port, Dr F. H. W. Sheppard, Professor F. M. L. Thompson.

## ARTICLES

- PIERS CAIN Robert Smith and the Reform of the Archives of the City of London, 1580-1623 3  
GARY THORN London Boomakers and the New Unionism 17  
WENDY LE-LAS Hackney: A Millieu for Successful Firms? 29  
DAVID CESARANI The East London of Simon Blumenfeld's Jew Boy 46

## EXHIBITION REVIEWS

- JONATHAN MILES The Painters of Camden Town, 1905-20 54  
VIRGINIA BERRIDGE A Farewell to Fleet Street 58  
T. C. BARKER Whitefriars, the Unique Glasshouse 59

## REVIEW ARTICLE

- CAROLINE M. BARRON From City to Metropolis 61

## BOOK REVIEWS

- P. BINSKI, *The Painted Chamber at Westminster* David Carpenter 65  
P. WOMACK, *Rereading Literature, with w. GRISWOLD, Renaissance Revivals: City Comedy and Revenge Tragedy in the London Theatre, 1576-1980* Lorna Hutson 66  
R. LATHAM, editor, *The Shorter Pepys* G. E. Aylmer 68  
N. PHILIP and v. NEUBURG, editors, *Charles Dickens. A December Vision. His Social Journalism* Michael Slater 69  
P. JOHNSON, *Saving and Spending: the Working-Class Economy in Britain 1870-1939* M. J. Daunton 70  
J. MORRIS, *Women Workers and the Sweated Trades* David R. Green 72  
G. PHILLIPS and N. WHITESIDE, *Casual Labour: The Unemployment Question in the Port Transport Industry, 1880-1970* H. Southall 73  
A. S. GRAY, *Edwardian Architecture: A Biographical Dictionary* Hermione Hobhouse 74

## SHORTER REVIEWS

- D. REEDER, editor, *The Urban History Yearbook, 1986* Geoffrey Crossick 76  
M. HARTIGAN and M. JACKSON, *The History of the Irish in Britain: a Bibliography* Joan Ballhatchet 77  
M. BRACE and E. FRANKL, *London's Parks and Gardens, with A. CROWE, The Parks and Woodlands of London and D. GOODE, Wild in London* The Parks and Paul Moxley 77  
J. HILL and R. MERRIFIELD, *Roman London* John B. Wilkins 77  
P. BRIMBLECOMBE, *The Big Smoke: A History of Air Pollution in London Since Medieval Times* John Sheail 77  
H. L. BLACKMORE, *A Dictionary of London Gunmakers, 1350-1850* A. Webber 79  
JOHN STOW, *The Survey of London*, edited by H. B. WHEATLEY Vanessa Harding 79



Hunter early became wealthy and spent lavishly on his collections. Failing to persuade Lord Bute to support his plan (and crown his career) for a National School of Anatomy, he was perhaps only too aware of the dynamic and fluid conditions of life in London, and ensured immortality by leaving his amassed treasure to the University of Glasgow.

*Department of Design, Teesside Polytechnic*  
SOPHIE FORGAN

VICTOR BELCHER. *Boodle, Hatfield and Company: the History of a London Law Firm*. Boodle, Hatfield and Company, 1985. xi + 175 pages. 30 illustrations. 2 figures, index. Private publication.

Previous work on lawyers has tended to neglect the details of daily practice. Moreover, the history of London's law firms has not attracted the interest of professional historians – though Judy Slinn's recent history of Freshfields is a distinguished exception. Like Slinn, Victor Belcher is a professional historian whose use of primary sources adds much to our knowledge of elite lawyering in the capital. Belcher tells the story of one of the oldest solicitors' firms in London – Boodle, Hatfield and Co – a firm founded in the early years of the eighteenth century, whose history has been signifi-

cantly shaped by its close and long-standing connections with rich handovers, notably the Grosvenors, the Berkeleys and the Sackvilles. The book includes useful information on the changing work, income, size and clientele of the firm; the importance of family connections with clients and barristers; and for those who sought a career in the firm; and the way in which the business was conducted. The kinds of business purely legal matters, eighteenth and nineteenth-century attorneys acted as accountants, company secretaries, land agents and conduits of capital. Indeed, members of Boodle, Hatfield supervised the building and development of some of Mayfair's finest properties. Despite their very modest origins, the early partners obtained wealth and social esteem within their own lifetimes. By 1780, the firm's major partner had secured the status of a country gentleman. Notwithstanding its valuable data, the book tends to lack a critical and analytical edge. The underlying structures and tendencies are not explored in any systematic fashion. In short, this is a descriptive, institutional history – rather than an economic and social history of London's legal profession.

*Middlesex Polytechnic*

DAVID SUGARMAN

## CAMBRIDGE

### Neighbourhood and Society

A London Suburb in the Seventeenth Century  
J. P. BOULTON

A pioneering social and economic study of a London suburban parish in the seventeenth century, which sheds new light on the important but relatively neglected topic of London's social history. Chapters on demography, social and occupational structure, topography, population turnover and residential mobility, and neighbourhood relations, lead to a discussion of the involvement of the inhabitants of the district in local government and church ceremonial.

*Cambridge Studies in Population, Economy and Society in Past Time* 5  
346 pp. 0 521 26669 6 £27.50 net

### London Crowds in the Reign of Charles II

Propaganda and Politics from the Restoration until the Exclusion Crisis  
TIM HARRIS

This study of the political attitudes of ordinary Londoners during the reign of Charles II examines not only the manifestations of public opinion – for example, riot and demonstration – but also the manner of its formation – religious experience, economic activity, and exposure to mass political propaganda.

*Cambridge Studies in Early Modern British History*  
279 pp. 0 521 32623 0 £27.50 net

**Cambridge University Press**

The Edinburgh Building, Shaftesbury Road, Cambridge CB2 2RU

## Register of Research in Progress on the History of London

The following list has been compiled from information sent to Heather Creaton at the Centre for Metropolitan History, Institute of Historical Research, Senate House, London WC1E 7HU. It is very much a preliminary listing. Although the compiler has tried to circulate the questionnaires as widely as possible, there must inevitably be some omissions. Please contact her if you would like to appear in a future supplement to the list. Work on any aspect of London history is of interest.

In order to save space the addresses of institutions have been abbreviated and the word 'department' left out. The addresses are readily available in the *Commonwealth Universities Yearbook*, *World of Learning* and other standard reference works. At its current length it seems best to present the information in alphabetical order of the researchers' names; if it grows much larger it can be subdivided by period and subject, and indexed.

This project is one of several now being undertaken at the Centre for Metropolitan History. A bibliography of printed works on London history covering the period to 1939 is being prepared, to be published by the Centre in 1992. The Social and Economic Study of Medieval London, studying the early history of the area around the Bank of England is continuing, and three new projects began this autumn. They are Feeding the City: London's impact on the agrarian economy of southern England, c. 1250–1350; Counting House to Office: the emergence of the City's financial district in the 18th and 19th centuries, and a Comparative Study of Epidemic Disease in London and Florence in the 17th century. Other projects which the Centre hopes to start in the near future include an oral history of the jobbing system of the Stock Exchange, and a study of office life and environment in London from 1870–1980.

The Centre holds fortnightly seminars in the autumn and spring terms, and is planning several conferences on topics relating to London. Readers who would like to be put on the mailing list are invited to contact Heather Creaton at the address given above.

ALDERMAN, Dr Geoffrey. History. Royal Holloway & Bedford New College, London.

*The Jewish community in London politics, 1889–1986.*

ALEXANDER, Mr James. 35 South Hill Park, London NW3.

*Economic structure of the City in the 1960s.* (Ph.D. London U.)

ALLEN, P. Museum of London.

*Medieval buildings and property development in Cheapside, c.1200–1600.*

ALLIN, Mr Paul. 39 Pymers Mead, Coxwold Rd., London SE21 8NH.

*The Independent Order of Rechabites: history and social integration from founding in Salford (1835) to establishment in London and other urban areas.*

ANGLIN, Prof. J. P. History, University of S. Mississippi, Southern Station, USA.

(1) Elizabethan clergy in the diocese of London.

(2) Administrative history of the diocese of London.

(3) Biographical dictionary of Elizabethan schoolmasters in London diocese.

ARCHER, Mr Ian, Girton College, Cambridge.

(1) Social relations in 16th century London.

(2) History of Haberdashers' Company. ((1) Ph.D.)

ATKINS, Dr Peter J. Geography, University of Durham.

(1) Directories of London, 1677–1987.

(2) Food supply of London, 1790–1914.

(3) Social geography of the West End, 1790–1930.

BAER, Dr Marc. History, Hope College, Holland, Mich. USA.

*Political processes in London from the mid-18th to the early 20th century.*

- BAKER, Dr J. H. St Catherine's College, Cambridge.  
*The Inns of Court before c. 1550.*
- BAKER, Mr T. F. T. V.C.H. Middlesex, 34 Tavistock Sq., London WC1H 9EZ.  
 (1) *Ancient parishes of Hampstead and Paddington.*  
 (2) *Hackney.*
- BANTIN, Mr Charles E. 25 Angus Drive, Willowdale, Ont. M2J 2W9 Canada.  
*Social and political life in North Lambeth, 1920s-30s.*
- BARLOW, Dr Graham F. Theatre Studies, University of Glasgow.  
*Location and reconstruction of the Fortune Playhouse, Golden Lane, St Giles Cripplegate, 1600-42.*
- BARNES, Mr John. 35 Gellatly Rd. London SE14.  
*State landownership and planning in London's docklands. (City Poly Ph.D.)*
- BARROW, Dr Caroline. History, Royal Holloway & Bedford New College, London.  
 (1) *History of medieval London, 1216-1485.*  
 (2) *Migration into London in the early 14th century.*  
 (3) *Relations between London and the aristocracy, c. 1300-1500.*
- BARTLEY, Dr C. W. 117 Thurlough Rd, London SW12 8TY.  
*Lambeth poor law and workhouse infirmary 1552-1878.*
- BEADLE, Mr S. M. 105 Green Dragon Lane, Winchmore Hill, London N21.  
*Brickmaking in Edmonion since 1800.*
- BEAUCHAMP, Mr Peter C. 31 Langham Gardens, London W13 8PY.  
*London and home counties property interests of Beauchamp family, 1625-1727.*
- BELL, Dr Maureen. 4 Elm Avenue, Beeston, Notts, NG9 1BU.  
*Women in the 17th century book trade.*
- BELLAMY, Mrs Joyce K. 3 Mayfield Rd, Thornton Heath, Croydon, Surrey, CR4 6DB.  
*The Metropolitan Public Gardens Association.*
- BENNETT, Mr John E. G. 92 Buriton Rd, Harestock, Winchester, Hants, SO22 6JF.  
 (1) *Shop and office in medieval and Tudor London.*  
 (2) *Licensed premises in London, 1550-1600.*  
 (3) *English class structure, 1550-1600.*
- BLAIR, Miss Charlotte A. M. 48 Park Ave, Enfield, Middx EN1 2HW.  
*City parish marks and maps.*
- BOLTON, Miss Diane K. V.C.H. Middx, 34 Tavistock Sq., London WC1H 9EZ.  
*Bethnal Green.*
- BOLTON, Dr J. L. History, Queen Mary College, London.  
*London in later middle Ages and 16th century.*
- BOULTON, Dr J. P. Cambridge Population Group, 27 Trumpington St, Cambridge CB2 1QA.  
 (1) *Living standards in London, 1600-1750.*  
 (2) *London marriage practices, 1550-1750.*
- BRADLEY, Mrs Helen. History, Royal Holloway & Bedford New College, London.  
*Anglo-Italian trade, 1350-1450. (Ph.D.)*
- BRASWELL, Prof. Mary F. English, University of Alabama at Birmingham, USA.  
*Chaucer and the London law courts.*
- BRIDGE, Mr Gary. Nuffield College, Oxford.  
*Geitification of London: social change and sense of place (Fulham). (D. Phil.)*
- BROWN, Mr Malcolm. 8 Garden Court, Garden Rd, London NW8 9PP.  
*Demography and topology of individual and group suburban settlement.*
- BROWN, The Rev. Roger L. The Vicarage, 1 Merryly Rd, Tongwynlais, Cardiff, CF4 7LE.  
*The Fleet prison.*
- BUNKER, Mr John R. 16 Three Oaks Close, Twickenham, Uxbridge, Middx UB10 8DU.  
*Metropolitan Police communications, 1829-1937.*
- CAIN, Dr T. G. S. English, University of Newcastle.  
*Ben Jonson's London, with special reference to 'Poetaster'.*

- CAMPBELL, Dr Bruce M. S. Geography, Queen's University, Belfast.  
*Feeding the city: London's food supplies, 1250-1350.*
- CHALLIS, Dr C. E. History, University of Leeds.  
*History of the Goldsmiths' Company, vol. 2 1509-c.1696.*
- HOLLIS, Ms Irena. Music, Barber Inst. of Fine Arts, Birmingham.  
*Music in productions of Shakespeare's plays on the 18th century London stage.*
- CHRISTIANSON, Prof. C. Paul. English, College of Wooster, Ohio, USA.  
*Adoption of standard forms for written English among professional London writers in the 15th century.*
- CLAPSON, Mr Mark. History, Open University.  
*The London Labour Party between the wars.*
- CLARK, Mrs Gillian. 12 Squittrels Way, Earley, Reading, Berks, RG6 2QT.  
*Nurse-children of London, 1540-1750. (Ph.D. Reading U.)*
- CLARK, Mr Geoffrey. 30 Albert Palace Mansions, Lurline Gardens, London SW11 4DG.  
*The consumption of fire and life insurance, c. 1690-1780. (Ph.D. Princeton U.)*
- CLIFFORD, Miss Helen M. Victoria & Albert Museum, London.  
*A study of 18th century silversmithing with reference to Parker and Wakelin. (Ph.D. Roy. Coll. Art)*
- CLIFTON, Dr Gloria C. History, Queen Mary College, London.  
 (1) *Staff of the Metropolitan Board of Works, 1855-89.*  
 (2) *Staff and members of the L.C.C.*
- CLUBB, Mrs Clare M. Mess. Dept, Guildhall Library, London.  
*Relations between the City livery companies, the City Corporation and the Crown, 1547-58. (Ph.D. U.C. N. Wales)*
- COBB, Mr H. S. House of Lords Record Office, London.  
*Editor of Exchequer customs accounts for London, 1480-1.*
- COKE, Mr David E. 9 North Pallant, Chichester, W. Sussex, PO19 1TJ.  
*London pleasure gardens, c. 1660-1900.*
- CONWAY, Dr Hazel. 18 Derby Rd, London SW14 7DP.  
*The development of municipal parks in the 19th century.*
- COPELEY, Miss Amanda V. W. Cambridge Population Group, 27 Trumpington St, Cambridge CB2 1QA.  
*Demography of London suburbs, 1560-1750, with special reference to Clerkenwell. (Ph.D. Cambridge)*
- COWLAND, Dr Keith A. Geography, City of London Polytechnic.  
*London docklands development: current planning and policy.*
- COX, Ms Margaret. Palaeontology, B.M. Nat. Hist.  
*Life in Spitalfields, 1700-1860, with personal histories of 400 named individuals exhumed from crypts at Christchurch.*
- CRAWFORTH, Mr M. A. Museum of Science, Broad St, Oxford.  
*Scientific instrument makers in London guilds, 1550-1850.*
- CREATION, Miss H. J. Institute of Historical Research, University of London.  
*The Yorkshire Society's London schools, 1812-1916.*
- CRESSY, Mr David. 231 West Sixth St, Claremont, Ca. 91711 USA.  
*Calendar customs, popular politics and annual commemorations in the 17th century, London and country.*
- CROOT, Dr Patricia. V.C.H. Middx., 34 Tavistock Sq., London WC1H 9EZ.  
*Stepney, Mile End and Ratcliffe.*
- CROSSICK, Dr Geoffrey. History, University of Essex.  
*Shopkeepers in 19th century London: a social study.*
- CROWHURST, Mr Andrew. Emmanuel College, Cambridge.  
*Spatial aspects of social interaction among Victorian slum dwellers. (Ph.D.)*

- CUMMINGS, Dr A. J. G. History. University of Strathclyde.  
 (1) *Diaries of Stephen Montague, 1730s-50s.*  
 (2) *London joint stock companies, late 17th-early 18th century.*
- DARE, Mr Edwin H. 21 Ibbetson Path, Loughton, Essex, IG10 2AS.  
*The bakery trade in London.*
- DAVIES, Ms Anne. Museum of London.  
*Botanical remains from London excavations, 10th-12th century.*
- DAVIS, Mr John W. The Winter Knoll, Littlehampton, W. Sussex BN17 6NQ  
*(1842-1903); (Ph.D. Sussex U.)*  
*Social and religious reformations of working class of Lambeth by Liberal MP, W. S. Cairne*
- DENNIS, Dr Richard. Geography. University College, London.  
*Philanthropic and London County Council block dwellings in London, 1840-1939.*
- DIETZ, Dr Brian. Modern History, University of Glasgow.  
*Thames-side shipbuilding, 16th-18th century.*
- DODGSON, Prof. J. M. English. University College, London.  
*Street and place names of London.*
- DONALD, Ms Diana. Hist. of Art and Design, Manchester Polytechnic.  
*London merchants in 18th century satirical prints.*
- D'SENA, Mr Peter. 35 Cadmore Lane, Chesham, Herts. EN8 9JG.  
*The prerequisites of the casual labour force on London's waterfront in the 18th century.*
- EARLE, Dr Peter. History, London School of Economics.  
*London middle class, 1660-1730.*
- EGAN, G. Museum of London.  
*Excavated dress fittings, etc., c. 1150-1450.*
- ELLIOTT, Prof. John R. Flat 4, Arundel Court, Arundel Gdns, London W11 2LP.  
*A semi-diplomatic edition of the dramatic records of the Inns of Court.*
- ENSING, Miss Rita. 103 Engadine St. London SW18 5DU.  
*Wandsworth local history.*
- ERLER, Prof. Mary C. English, Forham University, USA.  
 (1) *Records of dramatic performances, London and Middlesex.*  
 (2) *Wynkyn de Worde's will.*  
 (3) *Ston masonry, Isleworth, and Tudor printing.*
- FAIRCLOUGH, Dr Keith. 114 Selsdon Rd, London E13 9BY.  
*The River Lea, 1571-1767, and its role in supplying London.*
- FITZGERALD, Dr Robert. History, Royal Holloway & Bedford New College, London.  
 (1) *Employers' labour strategies and the response to New Unionism, 1888-1939.*  
 (2) *The Jewish community in London politics, 1889-1986.*
- FUSSELL, Ms Angela. Flashback Project, School Building, Archway Annex, 16 Highgate Hill, London N19 5NS.  
*Islington local history.*
- GANDY, Mr Michael. 3 Church Crescent, London N20 0JR.  
*Index of Kern born London inhabitants listed in 1851 census.*
- GARSDIE, Dr P. L. Telford Building, University of Salford.  
 (1) *Health and housing in London, 1900-45.*  
 (2) *Literary and scientific attitudes to London and London reconstruction, 1890 to date.*
- GIBBS, Mr Graham C. 45 Heathdene Rd, Wallington, Surrey SM6 0TB.  
*The Huguenot exodus to Britain, c.1680-1709: a demographic and social study.*
- GOODALL, Mr Michael H. 2 Queenswood Rd, St John's, Woking, Surrey GU21 1XJ.  
*Charles Goodall & Son, playing card manufacturers and stationers.*
- GOWER, Mr Graham. 19 Lexion Gdns., Clapham Park, London SW12 0AY.  
*History of Streatham.*

- GREEN, Mr Edmund. 26 Ravensdon St, London SE11 4AR.  
*Social structure and political allegiance in Westminster, 1774-1820. (Ph.D. London U.)*
- GREEN, Mr Joseph. Well House, 26 Sussex Rd, Southsea, Hants PO5 3EX.  
*The Jewish East End of London between 1914 and 1918.*
- GURR, Dr Andrew. English, University of Reading.  
*London theatre and its audiences in Shakespeare's time.*
- HALL, Prof. Peter. Geography, University of Reading.  
*20th century London as a key case study in the history of town planning.*
- HALL, Mr Reg. 7 Duppas Ave., Croydon, Surrey CR0 4BX.  
*Fresh traditional music and dancing in London. (Ph.D. Sussex U.)*
- HAMILTON-BRADBURY, Mrs Millicent J. 7 Rosedew Road, London W6 9ET.  
*The search for the Gibsons. (Annual custom at family mausoleum in Sutton, Surrey).*
- HARDING, Dr Vanessa A. History, Birkbeck College, London.  
*The development of Cheapside in the City of London in the medieval/early modern periods.*
- HARDY, Miss Anne. 22 Northam Rd, Oxford OX2 6SF.  
*Communicable diseases (non-venereal) in Victorian London.*
- HARRIS, Mr Tim. Greater London Record Office.  
*Baptists in Islington, 1850-1900.*
- HARTE, Mr Negeley B. History, University College, London.  
 (1) *History of the Leathersellers' Company.*  
 (2) *Textiles in London.*
- HARWOOD, Mr Brian. 10 St Mary's Close, Teehurst, E. Sussex. TN5 7BA.  
*History of the Horse Guards' building.*
- HASTED, Mr R. Bruce. Castle Museum, Lordship Lane, London N17 8NU.  
*Minority ethnic communities in the borough of Haringey.*
- HAZLETON, Ms Fran. 83 Cavendish Mansions, Clerkenwell Rd, London EC1R 5DH.  
 (1) *Power and ceremonial in the City of London.*  
 (2) *Women's history in London.*
- HENDERSON, Mr Anthony Robert. History, Royal Holloway & Bedford New College, London.  
*Prostitution in 18th century London. (Ph.D.)*
- HENRY, Mr Michael. 19 Grange Rd, Riddlestone, Keighley, Yorks. BD20 5A.  
*1880-1914. (M.Phil. Leeds U.)*
- HOOK, Mr John. Garden Flat, 21 The Gardens, East Dulwich, London SE22 9QE.  
*London air raids in the First World War.*
- HORSMAN, V. Museum of London.  
*Saxo-Norman London: buildings, properties, streets.*
- HOWE, Dr Anthony C. International History, London School of Economics.  
*Aspects of the City of London, c.1830-80, including study of directors of Bank of England.*
- HUMPHREY-SMITH, Mr Cecil R. J. Alcroft Grange, Hackington, Canterbury, Kent. CT29NN.  
*Notices for a history of the Scribes' Company.*
- HYDE, Mr Ralph N. Guildhall Library, London.  
 (1) *Parish maps of London, 1700-1900.*  
 (2) *Almanacs of the Stationers' Company: catalogue of those with steel engraved plates.*
- ING, Dr Janet. Scheide Library, Princeton Univ., USA.  
*History of the Chiswick Press, 1828-1931.*
- INGRAM, Prof. William. English, University of Michigan, Ann Arbor, USA.  
*16th century London as a context for the development of the commercial theatre.*
- INNES, Dr Joanna. Somerville College, Oxford.  
*18th century social policy, including metropolitan prisons, poverty, vagrancy and reformation of manners movements.*

- JEFFERY, Miss Sally. 23B Home Park Rd. London SW19 7HP.  
*History of the Mansion House: architecture and decoration.*
- JONES, Ms Glynn. Museum of London.  
*Botanical remains from London excavations, 10th–12th century.*
- KEARNS, Dr Gerry. Geography, University of Liverpool.  
*Public health in European cities (including London), 1750–1900.*
- KEENE, Dr Derek. Institute of Historical Research, University of London.  
*Social and economic survey of medieval London.*
- KELLY, Ms Sue. Valence House Museum, Becontree Ave. Dagenham, Essex RM8 3HT.  
*Social history of the Becontree estate from 1963 to the present.*
- KLEIN, Mr Ben. History, Brown University, Providence, R.I., USA.  
*The politics of celebration: public ritual and street theatre in London during the Augustan age.* (Ph.D.)
- LACEY, Ms Kay. c/o Institute of Historical Research, University of London.  
*London mercantile activity c. 1470–1509: trade, kinship and economy.* (Ph.D. London U.)
- LANCASHIRE, Dr Anne. University College, Toronto, Canada.  
*Edition of mss. records of dramatic activity, pageantry and minstrelsy of the Corporation of the City of London and the livery companies, c.1275–1558.*
- LANDAU, Prof. Norma. History, University of California at Davis, USA.  
*The justices of metropolitan Middlesex and the mediation of disputes, 1670–1815.*
- LANDERS, Dr John. Anthropology, University College, London.  
*Population history of London, 1670–1841.*
- LARROCCA, Fr John J., S. J. Xavier University, Cincinnati, USA.  
*Recessancy in London and Middlesex, 1603–25.*
- LAXTON, Mr Paul. Geography, University of Liverpool.  
 (1) *Complete edition of the surviving bills of mortality for London.*  
 (2) *Guide to editions of Horwood's 'Plan of London and Westminster' 1792–1819.*
- LINDLEY, Dr Keith J. History, University of Ulster.  
*Popular politics and religion in London, c.1630–60.*
- LIU, Dr Tai. History, University of Delaware, USA.  
*Civic leaders of Puritan London: Common Council.*
- LOMAS, Mr M. J. 23 Ty-Wern Ave, Rhifwina, Cardiff.  
*Brass and wind bands in southern England in the 19th century.* (Ph.D. Open U.)
- LONGSTAFFE-GOWAN, Mr R. Todd. Geography, University College, London.  
*Development and evolution of the London town garden in the 18th century.* (Ph.D.)
- LOOSE, Miss Thirza A. S. Institute of Historical Research, University of London.  
*The Huguenot exodus to Britain, c. 1680–1709: a demographic and social study.*
- MACLEAN, Dr Sally-Beth, R.E.E.D., 85 Charles St W., Toronto, Canada.  
*Records of early drama, music and public ceremonial in Surrey to 1642.*
- MANDELBROTE, Mr Giles. 49 Wellington St., Oxford. OX2 6BB.  
*Social history of authorship and publishing in London, 1660–1700.* (Ph.D. U.)
- MARRS, Miss Lara. Wellcome Unit for the History of Medicine, Oxford.  
*Immigrant women's health in east London, 1870–1939, particularly Irish and Jewish women's experience of childbirth.* (D.Phil. Oxford U.)
- MASON, Mr M. Y. English, University College, London.  
*Public morality in London, 1790–1870.*
- MCCONNELL, Dr Anita. 46 DeCoe House, Barbican, London EC2Y 8DN.  
*The scientific instrument trade in London, 1650–1900.*
- MCGUINNNESS, Dr Rosamond. Music, Royal Holloway & Bedford New College, London.  
*The growth of music as an industry and its role in the commercialisation of leisure in London, c. 1670–1750.*

- McKENZIE, Mr D. F. Pembroke College, Oxford.  
 (1) *The Stationers' Company, 1557–1800.*  
 (2) *The London book trade, 1641–1714.*
- MEAD, The Rev. A. H. St Paul's School, Lonsdale Rd, Barnes, London SW13 9TJ.  
*The registers of St Paul's School, 1905–85.*
- MERRITT, Miss Julia. 6 Bramshill Gdns, London NW5.  
*Local government and social change in the Westminster parishes, c. 1525–1625.* (Ph.D. London U.)
- MILLS, Mr D. 15 Spring Ave, Egham, Surrey TW20 9PJ.  
*Goldsmiths' Row, Cheapside, before the Great Fire.*
- MILNE, C. Museum of London.  
*Saxo-Norman London buildings, properties, streets.*
- MILNE, G. Museum of London.  
*Excavations at site of Roman basilica.*
- NAGGAR, Mrs B. 12 Ovington Mews, London SW3 1LT.  
*Hawkers and old clothes men from the 18th to the 20th centuries.*
- NEWHAM RESEARCH PROJECT (Dr. John Marriott). Cultural Studies, NE London Polytechnic.  
*Social and cultural change in West Ham during the interwar period.*
- NIGHTINGHALE, Dr Pamela. 20 Beaumont Buildings, Oxford OX1 2LL.  
*The medieval history of the Grocers' Company.*
- O'CONNOR, Mr Stephen J. 13 Foster Road, London W4.  
*Carrioles of Adam Franceys and John Pyel, 14th century mayors of London.* (Ph.D. London U.)
- O'DAY, Dr Alan. 6 York Place, Oxford, OX4 1YL.  
*The Irish community in British politics, 1832 to date.*
- PAGE, Mr B. J. 30 Dangan Rd, London E11 2RF.  
*Dated buildings in Redbridge.*
- PALEY, Dr Ruth. 39 Myra St, London SE2 0HA.  
*Administration of the criminal law in 18th century London.*
- PALMER, Mr Geoffrey. 45A Bedford Court Mansions, Bedford Ave, London WC1B 3AA.  
*The architectural and social history of Bedford Square, 1766 to date.*
- PALMER, Miss Jane. 23 Warren Ave, Cheam, Surrey. SM2 7ON.  
*Music at the Lord Mayor of London's triumphs, 1604–1708.* (Ph.D. London U.)
- PAM, Mr David. 44 Chase Green Ave, Enfield, Middx. EN2 8EB.  
*Parish of Enfield to 1945.*
- PENNYBACKER, Dr Susan D. 45 Mawson Rd, Cambridge CB1 2DZ.  
 (1) *A vision for London: the LCC experiment, 1889–1919.*  
 (2) *Biography of Susan Lawrence, MP.*
- PORT, Prof. Michael H. History, Queen Mary College, London.  
*Public building in London in the 19th century.*
- PORTER, Dr Dilwyn. History, Worcester College of H.E.  
*The London financial press in the late 19th to early 20th century.*
- PORTER, Dr Roy. Wellcome Institute for the History of Medicine, London.  
*18th century London, especially medicine and health.*
- PRINCE, Dr Hugh. Geography, University College, London.  
*Houses and gardens in 19th century suburbs.*
- PRITCHARD, Ms Frances. Museum of London.  
 (1) *Excavated dress fittings, textiles etc., c.1150–1450.*  
 (2) *Saxon and Norman artefacts from excavations.*
- PROCHASKA, Dr Frank K. Wellcome Institute for the History of Medicine, London.  
*History of the King Edward Hospital Fund for London, 1897–1987.*

- PROUT, Mr David, 69, Clarendon Rd, London W11 4JE.  
*Rise of domestic architecture in urban and suburban environment in 19th century England.* (Ph.D. London U.)
- QUINAULT, Dr Roland. History, N. London Polytechnic.  
*Political and social history of London and Paris, post 1800.*
- RATTANSI, Prof. P. M. History and Philosophy of Science, Univ. Leicester.
- RAU, Mrs Diana, 38 Fairfax Rd, London NW6 4HA.  
*Demographic history of Hampstead and other parishes near London, 16th-19th century.*
- REEDER, Dr David, Centre for Urban History, Univ. Leicester.  
*Social structure and geographical development of late-Victorian and Edwardian London.*
- RHIND, Mr Neil B, Flat 3, 9 Pond Rd, London SE3 9JL.  
(1) *History of Blackheath, vol. 3.*  
(2) *Alumni list of Blackheath Proprietary School, 1830-1907.*
- RICHARDSON, Miss Beth, Museum of London.  
*Late Roman pottery from London.*
- RIDGE, Mr Thomas S, 7 Shepton House, Welwyn St, London E2.  
(1) *Linnehouse shipyards and other industries.*  
(2) *Dr Barnardo's.*  
(3) *Ragged Schools in East London.*
- RIMMEL, Miss Diana, Registrar's Dept, Goldsmiths' College, London.  
(1) *Christopher Mayhew's London.*  
(2) *Sir Joseph Bazalgette and London, 1819-91.*
- RIVINGTON, Mr C. A. 63 Albert St, London NW1 7LX.  
*John Barber, printer to Dr Swift and Lord Mayor, 1732-3.*
- ROBERTSON, Mr James, 45 Park Rd, London W4 3EY.  
*London's roles as 'capital', c.1580-1642.* (Ph.D. Washington U.)
- ROHRKASTEN, Mr Jens. Freie Universität Berlin, Friedrich-Meineke Inst.  
*Mendicant orders in London.*
- ROSCOE, Ms Ingrid, North Deighton Manor, Wetherby, N. Yorks, LS22 4EN.  
*Peter Scheemakers and classical sculpture in early Georgian England.* (Ph.D. Leeds U.)
- ROSE, Mr C. M. Selwyn College, Cambridge.  
*Religion, politics and charity in London, c.1680-1750.* (Ph.D.)
- ROSE, Ms Gillian. Geography, Queen Mary College, London.  
*Local politics in Poplar in the 1920s.* (Ph.D.)
- ROTHSTEIN, Miss N. K. A. Textile Furnishings & Dress, Victoria & Albert Museum, London.  
*The silk industry, late 17th century to c.1830, and related textile industries.*
- ROY, Dr Donald. Drama, University of Hull.  
*London music halls, 1840-1920.*
- SAMUELS, M. Museum of London.  
*The 15th century Leadenhall building.*
- SAUNDERS, Dr Ann, 3 Meadway gate, London NW11 7LA.  
*Funeral monuments in St Paul's Cathedral.*
- SCHOFIELD, Mr John, Museum of London.  
(1) *Secular building in the City of London, c.1200-1666.*  
(2) *Medieval buildings and property development in Cheapside, c.1200-1666.*
- SCHWARZ, Dr Leonard D. Economic and Social History, University of Birmingham.  
*London's social and economic structure, 1700-1850.*
- SEAWARD, Mr Paul. Christ's College, Cambridge.  
*Episcopal interference in London vestries in the 1660s and the origins of the 1663 Vestry Act.*

- SEGARS, Mr J. G., 140 Rantree Fold, Basildon, Essex SS16 5TR.  
*The fire service and the development of fire service trade unionism.* (Ph.D. Essex U.)
- SHELDRAKE, Mr John, 95 Blenheim Crescent, Leigh on Sea, Essex SS9 3DX.  
(1) *London's public utility services to 1939.*  
(2) *LCC hospital service, 1929-39.*  
(3) *Municipal socialism.*
- SHEPPARD, Dr Francis, 10 Albion Place, West St, Henley on Thames, Oxon RG9 2DT.  
*History of the Museum of London and its predecessors.*
- SHERWOOD, Miss Marika. Extra-Mural, University of London.  
*Black people and organisations in London, 1938-48.*
- SHOEMAKER, Dr Robert B, 42 Countess Rd, London NW5 2XJ.  
*The prosecution of petty crime in urban Middlesex, 1660-1775.*
- SMITH, Miss Elaine R, 22 Marina Court, Alfred St, London E3 2BH.  
*East End Jewish community politics, 1918-39.* (Ph.D. Leicester U.)
- SMITH, Dr Steven R. B. Regent's College, London.  
*The City of London, imperialism and naval expansion, 1900-14.*
- SMITHIES, Dr E. D. History, Middlesex polytechnic.  
*London aircraft industry, 1918-50.*
- SMULTS, Dr R. Malcolm. History, University of Massachusetts, Boston, USA.  
*The making of the West End, c.1600-65.*
- SPENCER-SILVER, Mrs Patricia, 26 Muncaster Rd, London SW11 6NT.  
*George Myers, 1803-75, builder and contractor.*
- STEFFEL, Prof. Vladimir. History, Marion Campus, Ohio State University, USA.  
(1) *The housing question and the East End of London, 1875-1919.*  
(2) *The Colonial and Indian Exhibition, London 1886.*
- SURVEY OF LONDON, Newlands House, 37-40 Berners St, London W1P 3AA.  
(1) *Architectural history of County Hall.*  
(2) *Parish of All Saints, Poplar.*  
(3) *Mansion House.*
- SUTTON, Miss Anne F. Mercers' Hall, Ironmonger Lane, London EC2V 8HE.  
*Medieval history of the Mercers' Company to 1578.* (Ph.D. London U.)
- TANNER, Miss Sarah, 2 Hospital Rd, Sevenoaks, Kent. TN13 3PG.  
*London silver spoon makers, 1750-1850.*
- THICK, Mr F. 8 Buckingham Close, Didcot, Oxon.  
*The Neat house Gardens, Westminster (market gardening, 16th-19th century).*
- THOMAS, Mr Kevin R, 53 Mill St, Kingston upon Thames, Surrey KT1 2RG.  
*Social policy in Bernonsday, 1900-39.* (Ph.D. Brunel U.)
- TREADWELL, Dr Michael. English Lit., Trent University, Peterborough, Ont. Canada.  
*London printers and printing houses, 1637-1750.*
- TRUMBACH, Prof. R. History, Baruch College, City University of New York, USA.  
*Sexual behaviour in 18th century London.*
- TSUSHIMA, Mrs JEAN E. Malmaison, Church St., Great Bedwyn, Wilt. SN8 3PE.  
(1) *Biographical dictionary of members of the Honourable Artillery Company.*  
(2) *Congregation of Huguenot church of St Martin Orgars.*
- VEALE, Dr Elspeth M, 31 St Mary's Rd, London SW19 7BP.  
*13th century London guilds.*
- VINCE, Mr Alan. Museum of London.  
*Pottery used in London, c.850-1440.*
- WALTER, Mr John. History, University of Essex.  
*Food riots and popular disturbance in 16th century London.*

- WAREING, Dr John. Geography. N. London Polytechnic.  
*Emigration and the recruitment of indentured servants in London in the late 17th and early 18th century.*
- WEAT, Mr Matthew J. Centre for Socio-Legal Studies, Wolfson College, Oxford.  
*The legal regulation of financial markets before and after the 1986 Financial Services Act. (D.Phil.)*
- WEINSTEIN, Mrs Rosemary I. Museum of London.  
*Parish life and organisation in St Michael Bassishaw and St Stephen Coleman Street, 1400-1700. (Ph.D. London U.)*
- WESTHAUSER, Mr Karl E. Box N. History Dept., Brown University, USA.  
*Sociability and social control in England, c.1600-1789, focussing on the 'middling sort' in London. (Ph.D.)*
- WHITAKER, Mr R. 13 Spring Rise, Egham, Surrey, TW20 0EX.  
*Land use planning with special reference to the London area, 1939-47. (MA Cent. London Poly.)*
- WILLIAMS, Mr Paul R. L. Room 1334, New Scotland Yard, London SW1H 0BG.  
*Policing in London before 1829.*
- WILLIAMS, T. Museum of London.  
 (1) *South west corner of Roman London.*  
 (2) *Roman London east of the Walbrook.*
- WINKLER, Dr Karl T. Seminar für Mittelere und Neuere Geschichte, Univ. Göttingen, W. Germany.  
*The printed word and politics in the age of Walpole.*
- WINNER, MISS A. J. 25 Godstone Rd, St Margarets, East Twickenham, Middx. TW1 1JY.  
*Plano manufacturers of London, 1835-1930.*
- WINTERTON, Mr Ralph. Archivist, the Middlesex Hospital, London.  
*History of the Middlesex Hospital from 1745.*
- WOOLVEN, Mr Robin. 26 Rodney Court, London W9 1TH.  
*The impact on London government of the Air Raids Precautions legislation, 1935-45. (MA London U.)*
- WOOTEN, Dr N. Delaware Humanities Forum, Wilmington, Del. USA.  
*Prostitution in 18th century London.*
- WRIGHT, Miss Laura. Pembroke College, Oxford.  
*Technical vocabulary of life on the River Thames, 1274-1500. (D.Phil.)*
- WRIGLEY, Prof. E. A. Population Studies, London School of Economics.  
*Urban demography: influence of the London market on economic change elsewhere.*
- YELLING, Dr J. A. Geography, Birkbeck College, London.  
*Slums and urban development in London, c.1914-55.*
- ZAHADIEH, Dr Nuua. Business History Unit, London School of Economics.  
*London merchants in the later 17th century.*
- ZYBERGELD, Mr Leon. Archives de Bruxelles, Belgium.  
*The Assize of Bread in the Middle Ages.*

## GENERAL INFORMATION

## AIMS AND SCOPE

1. The scope of the LONDON JOURNAL is broad, embracing all aspects of metropolitan society past and present, including comparative studies. Some idea of the range of contributions envisaged is given in the editorial statement in Volume I, Number 1, 1975. The journal is multi-disciplinary and is intended to interest all concerned with the understanding and enrichment of London and Londoners: historians, geographers, economists, sociologists, social workers, political scientists, planners, educationalists, archaeologists, conservationists, architects, and all those taking an interest in the fine and performing arts, the natural environment and in commentaries on metropolitan life in fiction as in fact.
2. Articles which embody the results of detailed original research should devote some attention to the more general significance matter. The readership includes not only specialists in a range of different disciplines, but also many non-specialist readers.
3. As well as original articles, the LONDON JOURNAL publishes notes and comments, viewpoint and review articles, and general surveys of particular aspects of London life.
4. Articles should normally not exceed 8000 words in length. Shorter communications will be welcomed.
5. Illustrations of all types - photographs, line drawings, maps - are particularly welcomed. They should be used wherever they contribute to the subject matter of the article.

## INSTRUCTIONS FOR CONTRIBUTORS

1. All contributions (except book reviews and review articles) should be sent *in duplicate* to the Editor, N. B. HOME, Department of History, University College London, Gower Street, London WC1. Books for review, reviews and review articles should be sent to the Review Editors: Dr Lorna HATTON, Department of English, Queen Mary College, or Dr David R. GREEN, Department of Geography, King's College London, Strand, London WC2R 2LS.
  2. Contributions should be typed, with double spacing and ample margins, and should include the total number of words submitted and the postal address to which all communication should be directed. Footnotes, also double spaced, should be numbered consecutively and grouped together at the end of the typescript. Authors' names cannot be returned unless the appropriate postage is included.
  3. Authors are responsible for ensuring that their articles do not infringe copyright, and should make every effort to secure any necessary permissions in writing.
  4. Contributors of articles will receive 10 complimentary offprints. Further copies may be ordered from the publishers.
  5. Potential contributors are urged to obtain from the Editor a more detailed 'Notes for Contributors' giving details of preferred styles.
- Publication** The journal appears twice yearly. Volume 13 will be published in 1988.
- Subscriptions** The subscriptions price for Vol. 13 is £12 (\$25 USA) for private, and £22.50 (\$40 USA) for institutional subscribers. Single issues may be obtained for £9 or US \$24. ALL ORDERS SHOULD BE SENT TO: The Business Manager, London Journal, c/o Department of History, Queen Mary College, Mile End Road, London E1 4NS.

©The London Journal Trust, 1987. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photo-copying, recording or otherwise without prior permission of the Copyright owner.

ISSN 0305-8034



# Periodical Articles on London History, Published in 1988 and 1989

PERIODICAL ARTICLES ON LONDON HISTORY, PUBLISHED IN 1988 AND 1989

165

A part of the compilation process for its bibliography of the history of London, the Centre for Metropolitan History aims to add all relevant periodical articles published each year. Tony Trowles of the C.M.H. has kindly provided a list of such articles for publication in the LONDON JOURNAL, and in future we intend to publish annually a list of the previous year's articles with an introductory review highlighting the more significant items. This year, however, we are beginning by listing (without commentary) the previous two years' output in chronological groupings. The list is compiled from many sources, and some inaccuracies may have slipped in; the C.M.H. would be grateful to hear of any errors and omissions by letter to 34 Tavistock Square, London WC1H 9EZ.

## Medieval and 16th centuries

- 1 ANDERSON, FREDA. Three Westminster abbots: a problem of identity. *Church Monuments*, IV (1989), 3-15.
- 2 ARCHER, JAN. The London lobbies in the later 16th century. *Hist. Jour.*, XXXI (1988), 17-44. [Lobbying of government byivery companies.]
- 3 BAILEY, KEITH. Aspects of the Reformation in Wandsworth. *Wandsworth Hist.*, no. 54 (1988), 1-3; no. 55 (1988), 4-6. [Wandsworth town & Tooting Graveyard.]
- 4 BEARY, HEBBERT. The first public playhouses, especially the Red Lion. *Shakespeare Quart.*, XI (1989), 133-48.
- 5 CHRISTIANSON, C. PAUL. Paternoster Row and the Tudor book-trade community. *Library*, 6th ser. XI (1989), 352-6.
- 6 CHRISTIANSON, C. PAUL. A community of book artisans in Chaucer's London. *Vivator*, XX (1989), 207-18.
- 7 COOK, ANN JENNALLE. John Stow's storm and the demolition of the Theatre. *Shakespeare Quart.*, XI (1989), 327-8.
- 8 DEAN, D. M. Public or private? London, leather and legislation in Elizabethan England. *Hist. Jour.*, XXXI (1988), 525-49.
- 9 DEAN, DAVID. London lobbies and Parliament: the case of the Brewers and Coopers in the Parliament of 1593. *Parliamentary Hist.*, VIII (1989), 341-65.
- 10 EARLE, MARY C. Wynkyn de Worde's will: legacies and bequests. *Library*, 6th ser. X (1988), 107-21. [d.1534?]
- 11 GAUVIN, CAROL, and LINDLEY, PHILIP. Pietro Torricelli's tomb for Dr Yonge. *Church Monuments*, III (1988), 42-60. [In museum of P.R.O. Similarities with T's tomb for Henry VIII.]
- 12 HOMER, RONALD FREDERICK. The Pewterers' Company vs. John Whitehead (1478). *Power Soc. Jour.*, VI (1988), 92-5.
- 13 HOMER, RONALD FREDERICK. A 16th century London pewterer's work book fragment. *Power Soc. Jour.*, VII (1989), 18-22. [Three leaves bound as court book.]
- 14 HOUUSTON, V. H. Sleepers awake: Thomas Moffet's challenge to the College of Physicians in London, 1584. *Medical Hist.*, XXXIII (1989), 235-46.
- 15 INGRAM, WILLIAM. The early career of James Invoiced with playhouse venture at Red Lion. *Strepny*, 1567.]
- 16 JACOBS, DEREK. Sixteenth century Rustip houses. *Rustip, Northwood and Eastcote Local Hist. Soc. Jour.* (1988), 20-6. [Based on wills.]
- 17 JACOBS, DEREK. Some 16th century Rustip families. *Rustip, Northwood and Eastcote Local Hist. Soc. Jour.* (1989), 7-17.
- 18 JOHNSON, GERALD D. The Stationers versus the Drapers: control of the press in the late 16th century. *Library*, 6th ser. X (1988), 1-17.
- 19 JOHNSON, GERALD D. William Barley, publisher and seller of books, 1591-1614. *Library*, 6th ser. XI (1989), 10-46. [Barley and the book-trade, plus his musical interests.]
- 20 KEENE, DEREK. Medieval London and its region. *London Jour.*, XIV (1989), 99-111.
- 21 KEENE, DEREK. New discoveries at the Hanselnic Steepyard in London. *Hanselniche Geschichtsblatter*, CVII (1989), 15-25.
- 22 LOGAN, F. DONALD. Doctors' Commons in the early 16th century: a society of many talents. *Hist. Research*, LXI (1988), 151-65.

© London Journal 15, (2), 1989

- 23 MATTHEWS, RICHARD M. S. Queen Elizabeth I and Hawting: a postscript to the Armada. *Romford Record*, XXI (1989), 25-8.
  - 24 MCINTOSH, MARGARET K. Money lending on the periphery of London, 1300-1600. *Albion*, XX (1988), 557-71. [Mainly manor of Hawting.]
  - 25 MCMILLAN, SCOTT. The Queen's Men and the London theatre of 1583. *Elizabethan Theatre*, X (1988), 1-17.
  - 26 MONTAGU, JEREMY. The restored Chapter House wall paintings in Westminster Abbey. *Early Music*, XVI (1988), 239-49.
  - 27 MURRAY, JACQUELINE. Kinship and friendship: the perception of family by clergy and laity in late medieval London. *Albion*, XX (1988), 369-85.
  - 28 NIGHTINGALE, PAMELA. Capitalists, crafts and constitutional change in late 14th century London. *Past & Present*, no. 124 (1989), 3-35.
  - 29 NORRIS, ERIC. The moated manor house at Platford Wharf, Roththorpe. *London Archaeologist*, V (1988), 395-401.
  - 30 PRITCHARD, FRANCIS. Two royal seal bags from Westminster Abbey. *Textile Hist.*, XX (1989), 225-34.
  - 31 ROBERTSON, J. C. Furnishings seized in London, 1575. *Furniture Hist.*, XXV (1989), 36-41. [Household goods of Rocco Bonetti, Venetian merchant, seized in suit before Mayor's court.]
  - 32 ROGERS, DAVID. The escape of Thomas Titchborne. *Recusant Hist.*, XIX (1989), 411-25. [Recusant, escaped from Gatehouse prison in late 16th century.]
  - 33 SAMUEL, MARK. The 15th-century garnet at Leadenhall, London. *Antiquaries Jour.*, LXIX (1989), 119-53.
  - 34 THURLEY, SIMON. Henry VIII and the building of Hampton Court: a reconstruction of the Tudor palace. *Archit. Hist.*, XXXI (1988), 1-57.
  - 35 BERGERON, DAVID M. Representation in Renaissance English civic pageants. *Theatre Jour.*, XL (1988), 319-31. [Royal entries of Elizabeth I (1559) and James I (1604).]
  - 36 BERGERON, DAVID M. Patronage of dramatists: the case of Thomas Heywood. *English Lit. Renaissance*, XVII (1988), 294-304. [Heywood was author of Lord Mayor's shows, & patronised by the guilds.]
  - 37 CAIN, PIERRE. Robert Smith and the reform of the archives of the City of London, 1580-1623. *London Jour.*, XIII (1987-8), 3-16.
  - 38 CHRISTENSEN, CHARLOTTE. From Elsinore to London. *Apollon*, CXXXVIII (1988), 110-15. [Artistic links between royal courts of Denmark and England.]
  - 39 COX, JACQUELINE. The Corsini letters, 1567-1637. *Soc. Archivaria Jour.*, IX (1988), 81-3. [City merchants.]
  - 40 GARR, REAKEY. Takeover at Blackfriars: Queen's Revels to King's Men. *Elizabethan Theatre*, X (1988), 37-54.
  - 41 HARRIS, VANESSA. 'And one more may be laid there': the location of burials in early modern London. *London Jour.*, XIV (1989), 112-29.
  - 42 SCOLUDINO, IRENE. Notes on strangers in the precinct of St Katherine-by-the-Tower, c. 1590-1687, and on the 'Flemish cemetery'. *Huguenot Soc. Proc.*, XXV (1989), 75-82.
  - 43 WANAMAKER, SAM. Shakespeare's Globe reborn. *R.S.A. Jour.*, CXXXIII (Dec. 1989), 25-34. [Includes historical background.]
- ## 17th century
- 44 ALEXANDER, JAMES. The economic structure of the city of London at the end of the 17th century. *Urban History Yearbook* (1989), 47-62. [Based on 1690s tax assessments.]
  - 45 ALTOP, JAMES DOUGLAS. Ethics in the marketplace: Gerard Winstanley's London bankruptcy. *1643 Jour. Brit. Studies*, XXVII (1989), 97-119.
  - 46 BEDDARD, ROBERT ANTHONY. Anti-popery and the London mob, 1688. *Hist. Today*, XXXVIII (1988), 36-9.
  - 47 BELL, MAUREEN. Hannah Allen and the development of a Puritan publishing business, 1646-51. *Publishing Hist.*, XXVI (1989), 5-66.
  - 48 BURLING, WILLIAM J. Summer theatre in London, 1661-94. *Theatre Notebook*, XLII (1988), 14-22.
  - 49 CHOUHURY, MITA. 'The Patentee' - and some questions about Dorset Garden theatre in 1740. *Theatre Hist. Stud.*, VII (1988), 89-98.
  - 50 COOK, HAROLD J. Policing the health of London: the College of Physicians and the early Stuart monarchy. *Soc. Hist. Medicine*, II (1989), 1-33.
  - 51 EARLE, PETER. The female labour market in London in the late 17th and early 18th centuries. *Econ. Hist. Rev.*, 2nd ser. XLII no. 3 (1989), 328-53.
  - 52 ECCLES, MARK. Ben Jonsson, 'citizen and bricklayer'. *N. & Q.*, CXXXIII (1988), 445-6.
  - 53 EWERS, ROSEMARY. Charlton House: a building in context. *Greenwich & Lewisham Antiq. Soc. Trans.*, X (1989), 217-37.
  - 54 GRELL, OLE PETER. Calvinist agents or godly dining club? An example of the revival of an early Christian tradition within the Dutch exile community in London during the early 17th century. *Nederlands Archief voor Kerkgeschiedenis*, LXVIII (1988), 36-45.
  - 55 GUER, ANDREW. Money or audiences: the impact

- of Shakespeare's Globe. *Theatre Notebook*, XLII (1988), 3-14.
- 56 HARRIS, JOHN FREDERICK. Who designed the York water gate? *Country Life*, CLXXXIII (1989), 150-1. [Attributed to Inigo Jones.]
- 57 HARRIS, TIM. Was the Tory reaction popular? Attitudes of Londoners towards the persecution of dissent, 1681-6. *London Jour.*, XIII (1987-8), 106-20.
- 58 HARRIS, TIM. The problem of 'popular political culture' in 17th-century London. *Hist. of Europe*, X (1989), 184-203.
- 59 HODDIN, JOHN ROBERT BACKHOUSE. In the Savoy: John Nutt and his family. *Publishing Hist.*, no. 24 (1988), 5-26.
- 60 JACQUES, DAVID. The chief ornaments of Gray's Inn: the walks from Bacon to Brown. *Garden Hist.*, XVII (1989), 41-67.
- 61 JEFFERY, PAUL. The church that never was: Wren's St Mary and other projects for Lincoln's Inn Fields. *Archit. Hist.*, XXXI (1988), 136-47.
- 62 JONES, STEPHANIE KAREN. The craftsmen of the Barber's Company in the 17th century. *St. Giles' Cripplegate with St. Luke's Mag.* (June 1989), 14-16. [July-Aug. 1989], 21-3.
- 63 LUGERT, STEPHAN. A new source for Venus and Adonis. *Musical Times*, CXXX (1989), 76-9. [By John Blow, d. 1708. May have had first performance at Josias Priest's boarding school for girls in Chelsea, 1684.]
- 64 MACNEGOR, ARTHUR. 'A magazin [sic] of all manner of inventions': museums in the quest for 'Salomon's House' in 17th-century England. *Jour. of the Hist. of Collections*, I (1989), 207-12. [Attempts to give substance to Francis Bacon's vision of a multi-disciplinary research institution. Vaulhall considered as a possible site.]
- 65 MCGUINNESS, ROSAMOND. 'The medium is the message': some aspects of music and the London press c.1670-c.1700. *Factotum*, no. 26 (1988), 10-14.
- 66 MILHOUS, JUDITH, and HOME, ROBERT D. New documents about the London theatre, 1685-1711. *Harvard Lib. Bull.*, XXXVI (1988), 248-74.
- 67 ROGERS, EDWARD. The plague in Cripplegate: the suffering of working people. *St. Giles' Cripplegate with St. Luke's Mag.* (Oct. 1989), 14-16. [1665.]
- 68 ROTHSTEIN, MARIE. Canterbury and London: the silk industry in the late 17th century. *Textile Hist.*, XX (1989), 33-47.
- 69 STAMP, GAVIN. Wren's vision of St Paul's. *Architects Jour.*, CLXXXVII (1988), 24-5.
- 70 WHITE, ADAM. Westminster Abbey in the early 17th century: a powerhouse of ideas. *Church Monuments*, IV (1989), 16-53.
- 71 WILKS, TIMOTHY. The picture collection of Robert Carr, Earl of Somerset (c.1587-1645), reconsi-

dered. *Jour. of the Hist. of Collections*, I (1989), 167-77. [Paintings displayed in Carr's Whitehall chambers. Some later moved to house in Bishops-gate.]

## 18th century

- 72 APPELEY, JOHN H., and MILLBURN, JOHN R. Henry or Humphrey? The Jacksons, 18th-century chemists. *Library*, 6th ser., X (1988), 30-43.
- 73 APPELEY, LOUIS. Georgian values. *Brit. Med. Jour.*, CCXXCVIII (1989), 968-9. [Thomas Coram foundation.]
- 74 ATKINS, PETER JOSEPH. Eighteenth century London directories. *Factotum*, no. 28 (1989), 12-15.
- 75 BAINES, PAUL. Curll at the Old Bailey. *Factotum*, no. 30 (1989), 6-9. [In 1732 Edmund Curll, book-seller, accused his servant Sarah Beeson of theft, and James Gibson of receiving the stolen goods.]
- 76 BARKER, THEODORE CARPVELL. Business as usual? London and the Industrial Revolution. *Hist. Today*, XXXIX (1989), 45-51.
- 77 BARLOW, GRAHAM F. Vanburgh's Queen's Theatre in the Haymarket, 1703-9. *Early Music*, XVII (1989), 515-21.
- 78 BENSON, TONY. 'Strange times in the liberty': Essex marriages in London before 1754. *Essex Family Historian*, no. 50 (1988), 9-12.
- 79 BEST, DAVID. 'The education and instruction of the poor children of the said parish'. *The Old Lady of Threadneedle Street*, LXV no. 274 (1989), 76-7. [Bishopsgate ward school, founded 1726, and the Central Foundation schools.]
- 80 BLACKMORE, HOWARD LORUIS. William Rawle, accountant maker, silversmith, gunmaker, medalist and collector. *Apollo*, CXXVII (1988), 96-100. [Premises at 430 Strand.]
- 81 BOWLT, EILEEN M. A Foundling Hospital nursery at Ickham. *Ruislip, Northwood and Eastcote Local Hist. Soc. Jour.* (1988), 37-40.
- 82 BRICK, MAURICE. The Thames police. *Police Hist. Soc. Jour.*, no. 3 (1988), 11-17.
- 83 BURRAY, QUANTA G. L. John Channing: Arabist and apothecary. *Pharm. Historian*, XVIII no. 4 (1988), 4-6.
- 84 BURTON, NEIL. Georgian gardens. *Archit. Rev.*, CLXXXVI (1989), 93-8. [Includes London.]
- 85 BUSHNELL, F. H. D. London's posts before penny postage. *London Postal Hist. Group Notebook*, no. 87 (1988), 16-20.
- 86 CALVERT, GABRIELLE. Robert Young: an 18th century philanthropist? *Family Tree*, VI (1989), 18-19. [Founded the Philanthropic Society in London.]
- 87 CARVELL, COLIN. All human life was there. *Country Life*, CLXXXIII (1989), 222-3. [Hogarth's Southwark Fair.]

- 88 CLEMAMANT, RICHARD LE. The token coinage of the mayors of Great. *Wandsworth Hist.*, no. 57 (1989), 1-5.
- 89 CLARK, PETER. The 'Mother Gin' Controversy in early 18th-century England. *R.H.S. Trans.*, XXXVIII (1988), 63-84. [Mainly London.]
- 90 CLARKE, T. R. Sir Charles Hanbury Williams and the Chelsea factory. *Eng. Ceramic Circle Trans.*, XIII pt. 2 (1988), 110-20.
- 91 CROCKENBANK, DAN. Spital Square and the liberty of Norton Folgate: the development of an 18th century London quarter. *Georgian Grp. Rept. & Jour.* (1988), 43-7.
- 92 DONALD, DIANA. 'Mr Deputy Dumping and family': satirical images of the City merchant in 18th century England. *Burlington Mag.*, CXXXI (1989), 755-63.
- 93 D'SENNA, PETER. Perquisites and casual labour on the London wharfs in the 18th century. *London Jour.*, XIV (1989), 130-47.
- 94 DURANT, CATHERINE. London's first northern by-pass: urban development and the New Road from Paddington to Islington. *Camden Hist. Rev.*, no. 15 (1988), 15-19. [Started in 1756.]
- 95 ENMAN, ESTHER. Huguenot participation in the French theatre in London, 1700-50. *Huguenot Soc. Proc.*, XXIV (1988), 480-92.
- 96 FARCLOUGH, KENN R. The river Lea before 1767: an adequate fish lock navigation. *Jour. Trans. Hist.*, X (1989), 128-44.
- 97 FARCLOUGH, KENN. Gunpowder production at Balham House. *London's Industrial Archaeology*, IV (1989), 32-4.
- 98 FARMAN, C. V. Richard Baldwin junior, book-seller. *Studies in Bibliog.*, XLII (1989), 254-64. [b.1724.]
- 99 FIELD, JOHN. Edward Townly, the horticulturalist. *North West Kent Family Hist.*, IV (1988), 404-8. [In 1797 Townly took over a nursery behind Walworth Road.]
- 100 FRASER, JAMES. William Law: a forgotten resident of Putney. *Wandsworth Hist.*, no. 58 (1989), 18-20.
- 101 GAGE, JOHN. Where was Capper's farm? A query from rural Bloomsbury. *Camden Hist. Rev.*, XVI (1989), 26-8.
- 102 HAMILTON-BRADBURY, MILLECENT J. Pitt's house in Hampstead: the history of Wildwoods. *Camden Hist. Rev.*, XVI (1989), 10-13.
- 103 HARRISON, CARL. The house that Joseph Allin built. *Greenwich & Lewisham Antiq. Soc. Trans.*, X (1988), 164-78. [Master shipwright's house at Deptford dockyard, built for JA in 1708.]
- 104 KELLY, ALISON. Sir John Soane and Mrs Eleanor Coade: a long-lasting business relationship. *Apollo*, CXXIX (1989), 247-53.
- 105 KENT, DAVID A. Ubiquitous but invisible: female domestic servants in mid-18th century London. *Hist. Workshop*, no. 28 (1989), 111-28.
- 106 LASOCKI, DAVID. The French haubon in Ireland, 1673-1730. *Early Music*, XVI (1988), 329-57. [Almost exclusively about London. Concludes with biographical listing of Londonoboists.]
- 107 LATNAM, J. P. M. Limehouse inhabitants, 1744-49. *Eng. Ceramic Circle Trans.*, XIII pt. 2 (1988), 148-51. [Based on land tax assessments.]
- 108 LUDLOW, BARBARA. The vestry met: the rate was set: administration in Greenwich, 1770-1800. *Greenwich & Lewisham Antiq. Soc. Trans.*, X (1989), 238-47.
- 109 MAITLAND, C. ERNESTINE. Jane Rumbold and Shadwell. *East London Record*, XI (1988), 10-17. [Mother of Thos. Jefferson.]
- 110 MANLEY, KENN ANDREW. London circulating library catalogues of the 1740s. *Library Hist.*, VIII no. 3 (1989), 74-9.
- 111 MASTEN, K. L. D. The Bowyer ledger: their historical importance. *Bibliog. Soc. of America Papers*, LXXXII (1988), 139-49. [Nep. by William Bowyer, father and son printers, 1710-7.]
- 112 KEVITCH, SIMON. The professional concert and rival subscription series in London, 1783-83. *Royal Mus. Assoc. Research Chronicle*, XVIII (1988), 1-135.
- 113 KEVITCH, SIMON. Music and the lock hospital in the 18th century. *Musical Times*, CXXXIX (1988), 235-40.
- 114 MILHOUS, JUDITH, and HOME, ROBERT D. A Letter to Sir John Stanley: a new theatrical document of 1712. *Theatre Notebook*, XLIII (1989), 71-80. [Broadside concerning management of Drury Lane playhouse.]
- 115 MILHOUS, JUDITH, and HOME, ROBERT D. The Haymarket opera in 1711. *Early Music*, XVII (1989), 523-37.
- 116 MILHOUS, JUDITH, and HOME, ROBERT D. Prints at Drury Lane, 1713-16. *Theatre Research Internat.*, XIV (1989), 241-55.
- 117 MILHOUS, JUDITH, and HOME, ROBERT D. David Garrick and box-office receipts at Drury Lane in 1742-43. *Philological Quart.*, LXVIII (1988), 332-44.
- 118 MILLBURN, J. R. The Office of Ordnance and the instrument-making trade in the mid-18th century. *Annals of Science*, XLV (1988), 221-94.
- 119 MILLER, DAVID P. Into the valley of darkness: reflections on the Royal Society in the 18th century. *Hist. of Science*, XXVII pt. 2 (1989), 155-66.
- 120 MONSON, LESLIE. Common informers in Greenwich and Deptford, 1743. *Greenwich & Lewisham Antiq. Soc. Trans.*, X (1988), 179-88.
- 121 MORRIS, MARILYN. Representations of royalty in the London daily press in the decade of the French

- 119 *Revolution, Newspaper & Periodical Hist. Jour.*, IV no. 2 (1988), 2-15.
- 120 WURDOCH, TESSA. Early warning system: carriers' walks in the 18th century. *Country Life*, CLXXXIII (1989), 202-4. [Goldsmith's Company members received warning notices of lost or stolen items in 1744.]
- 121 NEALE, J. A. More tilting at Windmills. *Antiq. Horology*, XVII (1988), 563-82. [Clockmakers Joseph and Thomas Windmills.]
- 122 O'NEIL, JEAN, JOHN RESQUEE as a guide to gardens. *Garden Hist.*, XVI (1988), 8-16.
- 123 PAGE, JANET K. The hauboy in London's musical life, 1730-1770. *Early Music*, XVI (1988), 359-71. [Counterpart to David Lasocki's paper in same vol. Ends with biographical listing of obitists.]
- 124 PASMORE, STEPHEN. Admirable landscape: the Bayswater tea gardens. *Country Life*, CLXXXII (1988), 212.
- 127 PHYSICK, JOHN FREDERICK. Westminster Abbey: designs for Poets' Corner and a new Roubiliac in the cloister. *Church Monuments*, IV (1989), 54-63.
- 128 PUGH, COLIN J. The Fetter Lane Society, 1738. *Wesley Hist. Soc. Proc.*, XLVI (1988), 125-53. [Origins of the Moravian church in London.]
- 129 PRICE, CURTIS. Italian opera and arson in late eighteenth-century London. *Jour. American Musical Soc.*, XLII (1989), 55-107. [Hitherto unused archives of Bedford estate include records of King's Theatre at the Pantheon 1790-2, & New Haymarket opera house.]
- 130 RAVENGER, PAUL. Let the curtain fall: the tragic story of a Wessex comedian on the London stage. Thomas Collins, 1775-1806. *Harrier Rev.*, III (1988), 273-85.
- 131 ROBINSON, JOHN MARTIN. Wentworth House: 5 St. James's Square. *Country Life*, CLXXXII (1988), 186-9.
- 132 ROBINSON, JOHN MARTIN. Number 20 St. James's Square, London. *Country Life*, CLXXXII (1988), 152-7. [Designed by Robert Adam.]
- 133 ROGERS, NICHOLAS. Carnal knowledge: illegitimacy in 18th century Westminster. *Jour. of Social Hist.*, XXIII (1989), 355-75.
- 134 SCHUBERT, ERIC S. Artbrage in the foreign exchange markets of London and Amsterdam during the 18th century. *Explorations in Economic Hist.*, XXVI (1989), 1-20.
- 135 SHANE, DENISE ELLIOTT. John Rich and the reopening of Lincoln's Inn Fields. *Theatre Notebook*, XLII (1988), 23-31.
- 136 SHUGG, WALLACE. The baron and the milliner: Lord Baltimore's rape trial as a mirror of class tensions in mid-Georgian London. *Maryland Hist. Mag.*, LXXXIII (1988), 310-30.
- 137 SIMON, JOHN. From charity school to workhouse in the 1720s: the S.P.C.K. and Mr. Martlett's solution. *Hist. of Educ.*, XVII (1988), 113-29.
- 138 VARKERTY, PETER, EDWARD KIDDER: his book and his schools. *Petit Propos Culinaires*, XXXII (1989), 35-44. [London cookery schools.]
- 139 WEALE, MARY. London debating societies in the 1790s. *Mary. Jour.*, XXXII (1989), 57-86.
- 140 THOMAS, D. O. Richard Price and the Freedom of the City of London. *Enlightenment and Dissent*, VIII (1989), 91-109. [Presented in recognition of a political pamphlet in support of the American colonies.]
- 141 VITOR, JIMOTHY J. Theobald's preface to 'Richard II and the possible closing of Lincoln's Inn Fields in 1719. *Rest & 18th Cent. Theatre Research*, III (1988), 30-3.
- 142 WAINEY, BERNARD MARTIN. The Vauxhall china works, 1751-64. *Eng. Ceramic Circle Trans.*, XIII pt. 3 (1989), 219-28.
- 143 WEBER, WILLIAM. The 1784 Handel Commemoration as political ritual. *Jour. Brit. Studies*, XXVIII (1989), 43-69. [Series of concerts at Westminster Abbey.]
- 144 WEBSTER, MARY. An 18th century family: Hogarth's portrait of the Graham children. *Apollon*, CXXX (1989), 171-3. [Children of Daniel Graham, Apothecary of Royal Hospital, Chelsea.]
- 145 WILD, MICHAEL. Finding out about 18th century London apprentices. *West Middlex. Family Hist. Soc. Jour.*, VII (1988), 5-6.
- 146 WILSON, ARIAN. Illegitimacy and its implications in mid-18th century London: the evidence of the Foundling Hospital. *Continuity & Change*, IV pt. 1 (1989), 103-64.
- 147 WINKLER, K. T. The forces of the market and the London newspapers in the first half of the 18th century. *Newspaper & Periodical Hist. Jour.*, IV no. 2 (1988), 22-35. [Rev. article Michael Harris's 'London newspapers in the age of Walpole'.]
- 148 WORSLEY, GILES. Enriching architecture. *Country Life*, CLXXXII (1988), 142-3. [Sir Thomas Robinson's house in Whitehall yard.]
- 149 YEOMANS, DAVID T. Managing 18th-century building. *Construction Hist.*, IV (1988), 3-19. [In London.]
- 18th and 19th centuries**
- 150 BARBER, PETER. Hampstead's first historian: 'painful reflections' on Thomas and John James Park. *Camden Jour. Rev.*, no. 15 (1988), 32-4. [T.P., 1759-1834. J.J.P., 1795-1833.]
- 151 BROWN, MALCOLM. The Jews of Hackney before 1840. *Jewish Hist. Studies*, XXX (1987-8), 71-89.
- 152 BRYAN, MICHAEL. In search of the early project of Chelsea. *Chelsea Soc. Report* (1988), 28-31.
- 153 CHRISTODOULOU, JOAN. The freethinking Christians and the Millennium. *London Jour.*, XIV (1989), 148-59.
- 154 CLARK, ANNA. The sexual crisis and popular religion in London, 1770-1820. *Internat. Labor and Working-Class Hist.*, XXXIV (1988), 56-69.
- 155 COLEY, NOEL G. Medical chemistry at Guy's Hospital, 1770-1850. *Amibis*, XXXV (1988), 155-68.
- 156 COX, MARGARET. The Huguenots of Spitalfields: the evidence for the Christ Church project. *Huguenot Soc. Proc.*, XXV (1989), 21-38.
- 157 FLAMER, JOHN L. The Norman family of Bromley Common. *N. W. Kent Family Hist. Soc.*, V (1989), 52-4.
- 158 GULDEN, R. J. The Shadow lim'd: Matthias Koops. *Factotum*, XXVII (1988), 16-23. [Paper maker.]
- 159 ISAAC, PETER CHARLES GERARD. William Buhner (1757-1830), fine printer. *Archaeologia Aeliana*, 5th ser. XVI (1988), 223-37.
- 160 JEFFERY, PAUL. The later history of St. Martin Outwich. *City of London. London Jour.*, XIV (1989), 160-9.
- 161 KIRKHAM, PATRICIA ANNE. The London furniture trade, 1700-1870. *Furniture Hist.*, XXIV (1988), 1-219.
- 162 LANEY, JOHN, and MOUZAS, ANASTASIA. Burial seasonality and causes of death in London, 1670-1819. *Population Studies*, XLII (1988), 59-83.
- 163 LAWRENCE, SUSAN C. Entrepreneurs and private enterprise: the development of medical lecturing in London, 1775-1820. *Bull. Hist. Medicine*, LXII (1988), 171-92.
- 164 NORD, DEBORAH ESTERN. The city as theater from Georgian to early Victorian London. *Victorian Studies*, XXXI (1988), 159-88. [The urban scene reported by writers.]
- 165 PERRETT, DAVID. Industrial archaeology in Greenwich and Lewisham. *Greenwich & Lewisham Antiq. Soc. Trans.*, X (1988), 195-205.
- 166 REYNOLDS, ELAINE A. S. Marylebone: local Police reform in London, 1755-1829. *The Historian*, LI (1989), 446-66.
- 167 ROSE, MARY B. Social policy and business: parish apprenticeship and the early factory system, 1750-1834. *Business Hist.*, XXI (1989), 5-29. [Many examples from London parishes.]
- 168 TEMPERLEY, NICHOLAS. London and the piano, 1761-1861. *Musical Times*, CXXXIX (1988), 289-93.
- 19th century**
- 169 ALLIOTT, ANTHONY J. Leisure activities in Bromley, 1888. The Town of Bromley, a century ago. *Bromley Local Hist.*, VIII (1988), 66-8.
- 170 BAILEY, KETRI. Education for all: the Beard
- 171 SCHOOLS IN BATTERSEA, 1870-1900. 1. The background. 2. Building the schools. 3. Bodingrove School. 4. Winstanley Road School. *Wandsworth Hist.*, no. 54 (1988), 20-2; no. 55 (1988), 18-22; no. 56 (1988), 20-2; no. 57 (1989), 15-16, 22.
- 171 BAILEY, KETRI. William Wilmer Perceck, a Wandsworth architect. *Wandsworth Hist.*, no. 56 (1988), 9-14. [Work in Battersea & S. Kensington.]
- 172 BAKER, WILLIAM. The early staffing of the London Library: a note on John George Cochrane and others. *Library Rev.*, XXXVIII no. 3 (1989), 36-41.
- 173 BAKER, ELAINE, and ARNOLD, MARGARET. Church and chapel. The Town of Bromley a century ago. *Bromley Local Hist.*, VIII (1988), 35-9.
- 174 BERKELEY, ALICE. 'Mighty swells dwell here': the makers of The Street. *Chelsea Soc. Report* (1988), 41-5.
- 175 BOWYTRON, ELIZABETH. South Kensington: the French connection. *R.S.A. Jour.*, CXXXVII no. 5348 (1989), 657-9. [French influence on Victoria and Albert Museum.]
- 176 BOWERS, FATH. Religion amongst the proprietors of the George McCree and the Bloomsbury Domestic Mission. *Baptist Quart.*, XXXIII (1989), 29-37.
- 177 BURNEY, JUANITA. Early influences in the life of Isaac D'Israeli. In *Heritage No. 3: an historical series on the Jewish inhabitants of North London* (Edmond, H.H.S. Jewish Research Group, 1988), 41-5. [Father of Benjamin.]
- 178 BUSCO, MAIRE F. The 'Achilles' in Hyde Park. *Burlington Mag.*, CXXX (1988), 920-4. [Statue, by Sir Richard Westmacott.]
- 179 CALCRAFT, MAUR. Robert Browning's London. (*Browning Society Notes*, 19, 1989), 134 pp., illus. [Centenary issue of periodical.]
- 180 CHENEY, MALCOLM. A chronicle of the damned. *Family Tree Mag.*, V (1989), 4-5. [Extracts from diary of Mr. Baker, a visitor to Newgate prison, 1823-4.]
- 181 CLARK, JOHN G. London 'outworkers'. *Cockney Arsenal*, XLV (1989-90), 2-7.
- 182 COLLINS, JUNE. The musical Collins? *Woodwith & District Fam. Hist. Soc. Jour.*, no. 35 (1989), 3-6. [Members of family played in Woolwich band in 19th century.]
- 183 CORNFORTH, JOHN. Arabian nights in the Mall. *Country Life*, CLXXXIII (1989), 246-9. [Decor by Owen Jones in no. 16, Carlton House Terrace.]
- 184 COX, COLLEEN A. Good pub guide, 1851-81. *Railtip, Northwood and Eastcote Local Hist. Soc. Jour.* (1989), 1-6.
- 185 CRUTCHSHANK, DAN. Gwill complex. *Archit. Rev.*, CLXXXV (1989), 55-61. [Early 19th cent. dock

- 185 warehouses by George Gwilt and his son, George.]
- 186 DAUNTON, MARTIN J. Inheritance and succession in the City of London in the 19th century. *Business Hist.*, XXX (1988), 269-86. [Reflections on Bagot's claim in 1870 that London lacked 'great families of merchant princes'.]
- 187 DAUNTON, MARTIN J. Firm and family in the City of London in the 19th century: the case of F. G. Dalgely. *Hist. Research*, LXIII (1988), 154-77. [Merchant family.]
- 188 DAVIS, TRACEY. Actresses and prostitutes in Victorian London. *Theatre Research International*, XIII (1988), 221-34.
- 189 DAVIS, PETER. The Pneumatic railway: what it was and why it was built. *Crystal Palace Matters*, XXXIV (1989), 21-5. [Underground passenger line in grounds of Crystal Palace, 1864.]
- 190 DENNIS, RICHARD J. The geography of Victorian values: philanthropic housing in London, 1840-1940. *Jour. Hist. Geogr.*, XV (1989), 40-54.
- 191 DIX, KENNETH. All change: an East End London Baptist church in the 19th century. *Baptist Quart.*, XXXIII (1989), 19-29. [Church in Little Prescott St., later in Commercial St., under pastoring of Charles Storel.]
- 192 EAMES, GEOFFREY L. Plakstow and endowment lands. The Town of Bromley a century ago. *Bromley Local Hist.*, VIII (1988), 58-65.
- 193 EDWARDS, JOHN. Public transport: from carts to buses. The Town of Bromley a century ago. *Bromley Local Hist.*, VIII (1988), 16-18.
- 194 ELLMERS, CHRIS. A 19th century London clock factory. *John Moore & Sons, Clerkenwell Close. Tools & Trade*, V (1988), 64-95.
- 195 ENGLANDER, DAVID. Booth's Jews: the representation of Jews and Judaism in *Life and Labour of the People in London*. *Victorian Studies*, XXXII (1989), 551-73.
- 196 FILMER, JOHN L. Bromley Comment: the parish of Holy Trinity. The Town of Bromley a century ago. *Bromley Local Hist.*, VIII (1988), 40-7.
- 197 FINCH, MAROLD. George Howell 1833-1910: trade unionist and reformer. *East London Record*, XI (1988), 2-9. [M.P. for Bethnal Green North East from 1885.]
- 198 FORBES, THOMAS R. Coroners' inquisitions from London parishes of the duchy of Lancaster: the Strand, Clapham, Enfield and Edmonton, 1831-83. *Jour. Hist. Med.*, XLIII (1988), 191-203.
- 199 FOX, CELINA. Genecial's lithographs of the London poor. *Print Quart.*, V (1988), 62-6.
- 200 FREEMAN, ALEX. How the town was run. The Town of Bromley a century ago. *Bromley Local Hist.*, VIII (1988), 11-15.
- 201 FROST, KEN. The great flood of 1888. *Ramford Record*, XXI (1989), 6-9.
- 202 GEEDS-BROWN, LESLIE. Upwardly mobile nobles. *Country Life*, CLXXXII (1988), 228-30. [On exhibition at Geoffrey Museum depicting life of a City clerk at time of the Grossmiths' 'Diary of a Nobody'.]
- 203 GLASSMAN, RUBY. London synagogues in the late 19th century: design in context. *London Jour.*, XIII (1987-8), 143-55.
- 204 GREEN, DAVID R. Little Italy in Victorian London: Holborn's Italian community. *Canadian Hist. Rev.*, no. 15 (1988), 2-6.
- 205 GREEN, DAVID R. Distance to work in Victorian London: a case study of Henry Poole, bespoke tailors. *Business Hist.*, XXX (1988), 179-94.
- 206 GROVES, DAVID. James Hogg, London, and the Royal Lady's Magazine. *Library*, 6th ser. X (1988), 339-46. [James Hogg, 'the Ettrick Shepherd', visited London in 1832.]
- 207 HAMLEN, CHRISTOPHER. William Dibdin and the idea of biological sewage treatment. *Technol. & Culture*, XXIX (1988), 189-218.
- 208 HARVEY, ANNE. Urban famine or urban crisis? Typhus in the Victorian city. *Medical Hist.*, XXXIII (1988), 401-25. [Includes material on London Fever Hospital.]
- 209 HAWES, DONALD. Dickens and Camden. *Camden Hist. Rev.*, no. 15 (1988), 24-7. [Local associations.]
- 210 HAY, STEPHEN. The making of a late-Victorian Hindu. M. K. Ghantai in London, 1888-91. *Victorian Studies*, XXXIII (1989), 75-98. [As a law student.]
- 211 HERRIS-SMITH, SHIRLEY. James Veitch & sons of Exeter and Chelsea, 1853-70. *Garden Hist.*, XVII (1989), 135-53. [Exeter-based firm, bought Knight & Perry's nursery in King's Road.]
- 212 HIGGINBOTHAM, ANN ROWELL. Infanticide and infirmary in Victorian London. *Victorian Studies*, XXXII (1989), 319-39.
- 213 HURSTON, RON, and HURSTON, MURIEL. Croydon by gaslight: the story of the provision of a gas supply to Croydon and neighbourhood. *Croydon Nat. Hist. & Sci. Soc. Trans.*, XXVIII (1989), 14-27.
- 214 JONES, ARENDA. New Bromley. The Town of Bromley a century ago. *Bromley Local Hist.*, VIII (1988), 19-25.
- 215 JONES, STEPHANIE KAREN. R. Howden & Sons Ltd.: a 19th century barber's shop and hairdressing business. A study from the archives of the Worshipful Company of Barbers. *Business Archives*, no. VI (1988), 29-38.
- 216 JONES, STEPHANIE KAREN. The history of the Barbers' Company: a 19th century barber's shop and hairdressing business. *St. Giles' Cryptographic with St. Luke's Mag.*, (April 1989), 19-22. (May 1989), 20-2.
- 217 KELLNER, WILLIAM HILTON. A stray notebook of miscellaneous writings by Coleridge. *British Lib. Jour.*, XIV (1988), 136-53. [Includes his association with no. 3 The Grove, Highgate, home of Dr and Mrs James Gillman.]
- 218 KNOWLSEN, PATRICIA. Bromley Town. In The Town of Bromley a Century ago. *Bromley Local Hist.*, VIII (1988), 3-10.
- 219 ROGER, AURICA KAE. 'Hyder Ali: or the Lions of Mysore'. The Adelphi challenges Drury Lane. *Theatre Notebook*, XLIII (1988), 118-23.
- 220 LAKE, BRIAN. The Blackwell tunnel. *Woodwich & District Fam. Hist. Soc. Jour.*, no. 35 (1989), 6-9.
- 221 LE MAY, KERRI. Francis Adrien Le May, 1822-1902: the life and background of a humble silk weaver. *Cockney Ancestor*, XLII (1988-9), 2-9.
- 222 LEVY, MARTIN. George Bullock's partnership with Charles Fraser, 1813-18, and the stock-in-trade sale, 1819. *Furniture Hist.*, XXV (1989), 145-213. [Colonel Fraser of E. India Co. financed Bullock, cabinet maker at 4 Temerdon St., Hanover Sq.]
- 223 MACGURIE, HUGH F. B. The architect of the Garrick Theatre. London. *Theatre Notebook*, XLIII (1988), 123-6. [Walter Emden.]
- 224 MANN, MICHAEL ASHLEY. The Corps of Invalids. *Soc. Army Hist. Research Jnl.*, LXVI (1988), 5-19. [Recruited from Royal Hospital, Chelsea, for garrison duties.]
- 225 MARTIN, F. E. Image de Londres chez Dickens et Gustave Dore. Bleck House et London, A Pilgrimage. *Cochiers Victoriens & Edouardiens*, XXVIII (1988), 23-38.
- 226 MASON, S. C. W. East Ham's relationship with central government at the end of the 19th century. *East London Record*, XI (1988), 27-33.
- 227 MCCABE, IRENA M. The physicians cum natural philosophers at the Royal Institution, 1799-1840. *Royal Inst. Proc.*, LX (1988), 99-118.
- 228 MCCORMAN, BARBARA. W. R. S. Ralston (1828-89): scholarship and scandal in the British Museum. *British Lib. Jour.*, XIV (1988), 178-98.
- 229 MILES, FRANK. Boys' own artist. *Country Life*, CLXXXIII (1989), 80-3. [John Sell Cotman was drawing master at King's College School for 8 years.]
- 230 MILLS, MARY. George Livesey. *London's Industrial Archaeology*, IV (1989), 41-8. [Chairman of South Metropolitan Gas Light & Coke Co. from 1881.]
- 231 MORSON, A. F. P. An eminent Bloomsbury pharmacist: an account of the excellent Mr. Morson. *Camden Hist. Rev.*, no. 15 (1988), 29-31. [Thomas N. R. Morson, 1799-1872, premises at 19 Southampton Row.]
- 232 MURSON, JAMES. Objections overruled. *Country Life*, CLXXXIII (1989), 172-3. [Sir William Hamo Thornycroft's statue of Oliver Cromwell outside Westminster Hall, 1899.]
- 233 NEAL, LARRY. The rise of a financial press. London and Amsterdam, 1681-1810. *Business Hist.*, XXX (1988), 163-78.
- 234 NUNING, GERTRUDE PRESSOTT. Portraits for the nation. *Hist. Today*, XXXIX (1989), 30-6. [Debates on founding of National Portrait Gallery, 1850s.]
- 235 NYE, PHYLIPS. John Burt, pianoforte maker. *Cockney Ancestor*, XLIV (1989), 3-6.
- 236 O'DAY, ROSEMARY. Interviews and investigations: Charles Booth and the making of the Religious Influences Survey. *History*, LXXIV (1989), 361-77.
- 237 PAYNE, ARENDA. Joseph Myatt, market gardener, 1772-1855. *N. W. Kent Fam. Hist.*, V (1989), 83-6. [Nursery at Manor Farm, Deptford.]
- 238 VAN DER MERWE, PIETER. The staffing and finance of a minor theatre c. 1827. *Theatre Notebook*, XLIII (1989), 100-4. [Probably Surrey Theatre in Lambeth, run by Robert Elliston.]
- 239 PORTER, DALE H., and CLIFTON, GLOEIA C. Patronage, professional values and Victorian public works: engineering and contracting the Thames embankment. *Victorian Studies*, XXXI (1988), 319-49.
- 240 POTTS, ALEX. Picturing the modern metropolis: images of London in the 19th century. *Hist. Workshop*, no. 26 (1988), 28-56.
- 241 PULLEN, DONIS E. Record and Journal. The Town of Bromley a century ago. *Bromley Local Hist.*, VIII (1988), 32-4.
- 242 REED, JOHN STEWART. Ritualism rampant in east London: Anglo-Catholicism and the urban poor. *Victorian Studies*, XXXI (1988), 375-403.
- 243 RIVETT, GEOFFREY. The London hospitals, principles and problems. *Hist. Nursing Grp. Roy. Coll. Nursing Bull.*, II no. 7 (1989), 1-15.
- 244 ROBERTS, M. J. D. Public and private in early 19th century London: the Vagrant Act of 1822 and its enforcement. *Social Hist.*, XIII (1988), 273-94.
- 245 SHAW, HERBERT. The Blunt House estate. *Croydon Nat. Hist. & Sci. Soc. Trans.*, XXVII (1989), 263-8.
- 246 SPEARHART, GEORGE. Astley's Amphitheatre. *Theatre Notebook*, XLII (1988), 75-8.
- 247 SPOCKER, PAUL, and WOJCIKUR, PRUZE. Victorian values: living on the margins. *Roof*, XIV (1989), 38-41. [Charles Booth's study of London poor reconsidered, with special reference to Covent Garden area.]
- 248 STRICKOWBE, OWEN. Elizabeth Malleson and the Working Women's College: an experiment in women's education. *Camden Hist. Rev.*, XVI (1989), 29-33. [In Bloomsbury.]
- 249 THORP, GARY. London boom-bust and the new unionism. *London Jour.*, XIII (1987-8), 17-28.
- 250 TILL, PAUL H. Varieties of the London Highland

- Society's Nile medal. 1801. *Orders & Medals*, XXVIII (1989), 84-91.
- 251 TURNER, GERALD F. E. Some curious old instruments: the assembly of the Royal Microscopical Society's collection of microscopes. *Journal of the Hist. of Collections*, I (1989), 149-66. [Founded as the Microscopical Society of London, 1839. Collection now in Oxford.]
- 252 WALKER, JOYCE. Matters of health. The Town of Bromley a century ago. *Bromley Local Hist.*, VIII (1988), 16-30. [Public health and Bromley College Hospital.]
- 253 WATSON, JULIAN. Greenwich at the opening of Queen Victoria's reign. *Greenwich & Lewisham Antiq. Soc. Trans.*, X (1988), 189-94.
- 254 WILSON, JEAN. Changes in education. The Town of Bromley a century ago. *Bromley Local Hist.*, VIII (1988), 48-57.
- 255 WINTER, JAMES. The agitator of the metropolis: Charles Cochrane and early Victorian street reform. *London Jour.*, XIV (1989), 29-42.
- 256 WRIGHT, BRIAN J. The Royal Exchange fire, 1838. *Fire Mark Circle Jour.*, no. 19 (1988), 332-4.
- 257 WRIGHT, C. J. Holland House and the fashionable pursuit of science: a 19th century cabinet of curiosities. *Journal of the History of Collections*, I (1989), 97-102. [Collection of 3rd Lord & Lady Holland.]
- 258 Death by disaster. *Cockney Ancestor*, no. 40 (1988), 3-6. [Sinking of the pleasure steamer Princess Alice in 1878.]
- 19th and 20th centuries**
- 259 ALLEN, F. H. A. Lord Meath, city improvement and social imperialism. *Planning Perspectives*, IV (1989), 127-52. [LM (1841-1929), originator of green belt idea, & founder of Metropolitan Public Gardens Assoc.]
- 260 ATKINS, PETER JOSEPH. London directories: a reassessment. *Local Historian*, XVIII (1988), 187-9. [Directories as source material.]
- 261 ATKINS, P. J. London's suburban directories, 1827-c.1975. *Publishing Hist.*, XXV (1989), 73-88.
- 262 BAUM, JEFFERY, and BAUM, BARBARA. Cemeteries, housing and controversies: Montagu Road, Edmonton. In *Heritage no. 3: an historical series on the Jewish inhabitants of North London* (Edmond, H.H.S. Jewish Research Group, 1988), 3-40.
- 263 BROOKS, MELVYN H. Notes on the Agapemontes. *East London Record*, no. 11 (1988), 34-7. [Agapemontic church in Hackney, now known as Cathedral of the Good Shepherd.]
- 264 CHARRIERE, JUNE. Observations on Croydon and its wildlife by the naturalist and artist F. W. Frohawk (1861-1946) in the late 19th and early 20th centuries. *Croydon Nat. Hist. & Sci. Soc. Trans.*, XVIII (1989), 2-13.
- 265 CORNISH, MAY. St. Bartholomew's church. *Bartons*, 1891-1971. *Bartholomew's Historian*, no. 58 (1989), 14-17.
- 266 COX, A. H. The Otter Dock. W. Drayton & District Hist., XCII (1988), 5-8. [Canal used to transport bricks.]
- 267 CROOK, J. MORAVIUS, and LAY, DAVID LE. Chelsea churches. I. St. Luke's: Chelsea's gothic cathedral. 2. Christ Church. *Chelsea Soc. Report* (1988), 46-52.
- 268 DAVIES, ALUN CHRISTOPHER. The business records of Turner and Birch, 1834-1920: repair and manufacture of watches in London. *Antiq. Horol.*, XVIII (1988), 478-82.
- 269 DAVIES, PHILIP. Lit by night, viewed by day. *Country Life*, CLXXXIII (1989), 130-3. [Street lamp brackets, mainly in London.]
- 270 DAVIS, JENNIFER. From 'rookeries' to 'communities': race, poverty and policing in London, 1851-1985. *Hist. Workshop*, no. 27 (1989), 66-85. [Compares Jennings' Buildings (Kensington High Street) before 1873 with Broadwater Farm estate in 1980s.]
- 271 DAVIS, JOAN. Romford Fire Service. *Romford Record*, No. 20 (1988), 12-18.
- 272 DEAR, BOB. Thames fishing families. W. Midd. *Family Hist. Soc. Jour.*, VII (1989), 127-31.
- 273 EUSING, RITA J. From Board of Works of Book House (100 years. *Wandsworth Hist.*, no. 56 (1988), 15-18. [East Hill.]
- 274 FITZGERALD, ROBERT. Employers' labour strategies, industrial welfare and the response to new unionism at Bryant and May, 1888-1930. *Business Hist.*, XXXI (1989), 48-65.
- 275 GREEN, STEPHEN. Another century at Lords. *Country Life*, CLXXXIII (1989), 238-9. [Centenary of the pavilion.]
- 276 HARDY, BRIAN. Piccadilly Circus: the hub of the empire. *Underground News* (1989), 236-43. [History of tube station.]
- 277 HUMBLE, N. J. Leaving London: a study of two public schools and athleticism, 1870-1914. *Hist. of Educ.*, XVII (1988), 149-62. [King's College School and Christ's Hospital.]
- 278 HYDE, RALPH NIGEL. Forsaken fresco: Moorfields panorama. *Country Life*, CLXXXIII (1988), 232-5. [Panoramic painting by Aglio in St. Mary Moorfields Catholic church.]
- 279 JACKSON, ALAN A. Railways in and around Woolwich. *Southern Notebooks*, X (1989), 12-34.
- 280 JENKINS, J. M. The railways of the Royal Gunpowder Factory, Waltham Abbey. *Industrial Railway Record*, no. 117 (1989), 385-415.
- 281 LEBACK, DAVID HERBERT. Discovery in the East End. *East London Record*, XII (1989), 2-16.
- 282 LERCH, KENNETH. Anglo-Catholic socialist clergy in east London, 1870-1970. *East London Record*, no. 12 (1989), 29-37.
- 283 LOONEY, PATRICK. The automobile industry in the borough of Wandsworth. *Wandsworth Hist.*, no. 55 (1988), 8-14.
- 284 MARRIWEBS, DAERK. Profit-sharing in the gas industry, 1889-1949. *Business Hist.*, XXX (1988), 306-28. [Includes South Metropolitan Gas Co.]
- 285 MESSAGE, FRED. The Woolwich R.A.C.S., 1868-1985: a commemorative article on the passing of an institution. *Woolwich & District Antiq. Soc. Proc.*, XXXIX (1988), 1-6. [Royal Arsenal Co-operative Society.]
- 286 MICHIE, RAFAEL C. Different in name only? The London Stock Exchange and foreign bourses, c. 1850-1914. *Business Hist.*, XXX (1988), 46-68.
- 287 MORRIS, SIMON. The London postal districts. *London Topog. Soc. Newsletter*, no. 29 (Nov. 1989), 2-7.
- 288 NEUMANN, MAUREEN. An account of the German Hospital in London. *Anglo-German Family Hist. Soc. Min.*, no. 1 (1987), 8-13, no. 2 (1987), 1-2; no. 3 (1988), 1-3; no. 4 (1988), 1-2.
- 289 PEARL, SUSAN. Worldwide connection: London's German churches. *Family Tree Mag.*, VI no. 2 (1989), 28-9. [Mainly in 'Little Germany' around Whitechapel.]
- 290 HOCOCK, TOM. Reginald Blunt: a man to remember. *Chelsea Soc. Report* (1988), 19-24. [Founded 1927.]
- 291 RUPDOCK, K. H., and WRIGHT, W. D. A century of visual research at Imperial College, 1886-1986. *Ophthalm. Physiol. Opt.*, VIII (1988), 67-95.
- 292 SAINSBURY, FRANK. The Woolwich free ferry. *Essex Jour.*, XXIV (1989), 19-22.
- 293 SAINT, ANDREW. Farewell to Fleet Street. *Architects' Jour.*, CLXXXVIII (1988), 32-43.
- 294 SAMUEL, EDGAR. Decca days: the career of Wilfred Sampson Samuel, 1886-1958. *Jewish Hist. Soc. Trans.*, XXX (1987-8), 21-50.
- 295 SHERRIFF, TOM. The Charing Cross and West End Electricity Supply Co. Ltd. Bow power station. *Newcomen Bull.*, no. 140 (1988), 14-15. [Company supplied power to City of London.]
- 296 STAMP, GAVIN. The real King's Cross. *Bleepint.*, no. 44 (1988), 38-41.
- 297 TAYLOR, ROSEMARY. The story of the Old Five Bells. *East London Record*, XII (1989), 17-20. [St. Leonard's Street, Bromley by Bow.]
- 298 TOWN, PETER. German sugar bakers in the East End. *Anglo-German Family Hist. Soc. Min.*, no. 5 (1988), 3-6.
- 299 TRICKER, MALCOLM. Bricklayers' Arms Station. *London's Industrial Archaeology*, IV (1989), 1-23.
- 20th century**
- 300 ADAMSON, HUBERT. Seals in the Vale of Health ponds? *Camden Hist. Rev.*, no. 15 (1988), 21-2. [1926 publicity hoax.]
- 301 BAKER, ALBERT. St. Giles in Edwardian times: the formation of a cricket club. *St. Giles Crapshooters with St. Luke's Mag.* (June 1989), 20-3. [Reprints of articles from 1904.]
- 302 CASTLE, HAROLD J. Southfields Defence Force, 1914-18. *Wandsworth Hist.*, no. 55 (1988), 1-3.
- 303 CESARANI, DAVID. The east London of Simon Blumenthal's 'Jew Boy'. *London Jour.*, XIII (1987-8), 46-53. [Novel, first pub'd in 1935.]
- 304 DAGNALL, J. COLIN. The London Foot Hospital, 1911-88: an outline history. *Brit. Jour. Chiropr.*, LIII (1988), 185-99.
- 305 DENNIS, RICHARD J. 'Hard to let' in Edwardian London. *Urban Studies*, XXVI (1989), 46-58. [L.C.C. housing policy.]
- 306 DRAIN, JOHN. The arterial road: a scheme for wide employment. *Romford Record*, XXI (1988), 10-13.
- 307 ELSY, MARY. The Langley Court photographs: the story of 343 Finchley Road. *Camden Hist. Rev.*, no. 15 (1988), 27-8. [Firm run by Albert Edward Elsy (1889-1939).]
- 308 FARBER, HARRY. The Harry Farber story. In *Heritage no. 3: an historical series on the Jewish inhabitants of North London* (Edmond, H.H.S. Jewish Research Group, 1988), 65-85. [Mayor of Southgate, 1964-5; includes pre-war.]
- 309 FREDMAN, HARRY. The legendary Morris Tom back. In *Heritage no. 3: an historical series on the Jewish inhabitants of North London* (Edmond, H.H.S. Jewish Research Group, 1988), 86-93. [Teacher at Tottenham Hebrew Congregation.]
- 310 FREDMAN, HARRY. Some memories of the Tottenham Hebrew Congregation. In *Heritage no. 3: an historical series on the Jewish inhabitants of North London* (Edmond, H.H.S. Jewish Research Group, 1988), 94-104.
- 311 GRANT, ALAN. Sixty years on: the story of the Palmers Green and Southgate Synagogue. In *Heritage no. 3: an historical series on the Jewish inhabitants of North London* (Edmond, H.H.S. Jewish Research Group, 1988), 46-64.
- 312 GREENBERG, ALLAN. Luyven's Cenotaph. *Southern Hist. Jour.*, XLVIII (1989), 5-23.
- 313 GRIFFITHS, BRONWEN. The Congugama boxmakers' strike. *South London Record*, no. 3 (1988), 17-23. [Aug. 1908.]
- 314 HEFFER, FRANCES. Memories of Canning Town. *East London Record*, XI (1988), 18-26.
- 315 JACKSON, ALAN ARTHUR CHUM. The location of the London (Maiden Lane) temporary terminus.



- G. N. R. *Railway & Canal Hist. Soc. Jour.* XXIX pt. 8 (1989), 391-3.
- 316 JEFFERSON, E. M. Extract from 'Remembrances of my childhood'. *Ruislip, Northwood & Eastcote Local Hist. Soc. Jour.* (1988), 1-11. [b.1916. Northwood.]
- 317 JENKINS, PETER. The story of Goldsmiths' College. *Goldsmiths Rev.* (1988-9), 36-9.
- 318 JENKINS, PHILIP. Before the Krays: organised crime in London, 1920-1960. *Criminal Justice Hist.* IX (1988), 209-30.
- 319 KUHNER, DAVID. Herbert Hoover, a London book collector. *Antiq. Book Monthly Rev.* XV (1988), 168-73. [Collection of US president, now at Cheltenham Colleges CA.]
- 320 LAYTON, RON. Epping Forest and the military during the Great War. *Essex Jour.* XXXIII (1988), 5-8.
- 321 LOGAN, CONNIE. The opening of the War Memorial Hospital, Woolwich: a childhood memory. *Woolwich & District Antiq. Soc. Proc.* XXXIX (1988), 18-21.
- 322 LOOPER, PATRICK. Early postcards of Wandsworth. *Wandsworth Hist.*, no. 56 (1988), 5-8.
- 323 MARRIOTT, JOHN. 'West Ham: London's Industrial Centre and Gateway to the World'. II. Stabilization and Decline, 1910-39. *London Jour.* XIV (1989), 43-58.
- 324 MITCHE, KENNEDY C. Dunn, Fischer & Co. in the City of London, 1906-14. *Business Hist.* XXX (1988), 195-218. [Small investment bank.]
- 325 MILLER, MERVYN. The elusive green background: Raymond Unwin and the Greater London Regional Plan. *Planning Perspectives*, IV (1989), 15-44.
- 326 MUNZER, GENEVIEVE. Monarchs and margarine. *Country Life*, CLXXXII (1988), 239-40. [Contents of deposit boxes stored by customers of Coutts Bank.]
- 327 O'DAY, ROSEMARY. Retrieved riches: Charles Booth's life and labour of the people of London. *Hist. Today*, XXXIX (1989), 29-35. [Reinvestigation of data collected by pioneer social scientist.]
- 328 PANAVI, PANIKOS. Anti-German riots in London during the first World War. *German Hist.*, VII (1989), 184-203.
- 329 SHACKELL, DENISE, and COX, COLLEEN. Northwood High Street. *Ruislip, Northwood & Eastcote Local Hist. Soc. Jour.* (1988), 12-19.
- 330 SHIPLEY, STAN. The east end family during the first world war. *Romford Record*, XXI (1989), 14-24.
- 331 SMITH, DENIS (ed.). A. Sindall: textile trimming manufacturer. Dalsion. An interview with Mr. Cecil Sindall. *London's Industrial Archaeology*, IV (1989), 24-31. [Produced trimmings for corset-nations etc.]
- 332 SVAKS, A. H. A. D. Waller and the University of London Physiological Laboratory. *Medical Hist.*, XXXIII (1989), 217-34.
- 333 VINCENT, SAM. A Bethnal Green childhood. *East London Record*, no. 12 (1989), 21-8. [1930s.]
- 334 WORSY, F. A collision at Vauxhall, 1912. *South Western Chronicle*, VIII (1989), 65-9.
- 335 WAUGH, MAUREEN. Family bakers in Camden: recollections from Soho. *Camden Hist. Rev.*, XVI (1989), 17-19.
- 336 WEAVER, CYNTHIA. Endi Marx: designing fabrics for the London Passenger Transport Board in the 1930s. *Jour. of Design Hist.*, II (1989), 35-46.
- 337 WEST, ERIC. A hospital nurse, 1935-40. *Hist. Nursing Grp. Roy. Coll. Nursing Bull.*, II no. 6 (1988), 36-46. [In a London teaching hospital.]
- 338 WOOLVEN, ROBIN. Air raid precautions in St. Pancras, 1935-45: the borough against the German Air Force. *Camden Hist. Rev.*, XVI (1989), 20-5. [Much pre-1939.]
- General, and covering longer periods**
- 339 ALLEN, ROY. Shepherd's Well: Hampstead's early fresh water source. *Camden Hist. Rev.*, no. 15 (1989), 7-9.
- 340 ANDREWS, MARTIN. London's fountains. *Land-scope Design*, no. 182 (July-Aug. 1989), 9-12.
- 341 ATKINS, PETER JOSEPH. The compilation and reliability of London directories. *London Jour.*, XIV (1989), 17-28.
- 342 BEERY, ELIZABETH KATHLEEN. The Local Government Act, 1985, and the archive services of the Greater London Council and the metropolitan county councils. *Soc. Archivists Jour.*, IX (1988), 119-47.
- 343 BOWLER, COLIN. Discoveries at Bury Farm. *Ruislip, Northwood & Eastcote Local Hist. Soc. Jour.* (1988), 26-30.
- 344 BOWLER, ELLEN M. Bury Farm. *Ruislip, Northwood & Eastcote Local Hist. Soc. Jour.* (1989), 35-9.
- 345 BOWLER, ELLEN M. Beetonwood Farm and Ickenham Green. *Ruislip, Northwood & Eastcote Local Hist. Soc. Jour.* (1989), 22-7.
- 346 CAMPBELL, KATHLEEN ELEANOR. Organists of St. Katharine Cree church. *The Organ*, LXVII (1988), 121-5.
- 347 CHAPPELL, SYDNEY. A large and stately house. *London Soc. Jour.*, no. 416 (1988), 5-7. [Cecil House, Hotel Cecil and Shell-Mex House, occupants of same site at different times.]
- 348 CLARK, GILLIAN. London nurse children: a source of female employment in the rural domestic economy between 1540 and 1750. *Genealogists Mag.*, XXXIII (1989), 97-101.
- 349 COOK, ROBERT. Fulham. *West Middx. Family Hist. Soc. Jour.*, VII (1988), 100-5.
- 350 CORNFORTH, JOHN. The oldest public library. *Country Life*, CLXXXIII (1988), 220-3. [Lambeth Palace.]
- 351 EYENHINGTON, PETER. Tracing a Jewish family in east London. *Cockney Ancestor*, no. 43 (1989), 17-21.
- 352 FULDER, VALERIE. The English wet-nurse and her role in infant care, 1538-1800. *Medical Hist.*, XXXIII (1988), 142-73. [London nurse-children in Hertfordshire.]
- 353 FISHER, JAMES F. The buildings and treasures of the Society of Apothecaries. *Ancient Monuments Soc. Trans.* XXXIII (1989), 1-21.
- 354 FREEMAN, JOHN. Insiders' London. *Hist. London News*, CCLXXVII no. 7090 (1989), 27-34. [Unusual interiors of London buildings.]
- 355 GARROD, DALEK. Research into the Deptford potteries. *Kent Archæol. Rev.*, no. 97 (1989), 158-66.
- 356 GENROD, DORIAN. The growth of the London carrying trade, 1681-1838. *Econ. Hist. Rev.*, 2nd ser. XLI (1988), 392-410. [Based on lists of carriers taken from London directories.]
- 357 GENROD, DORIAN. Roehampton chapel. *Wandsworth Hist.*, no. 56 (1988), 1-4.
- 358 GLENNE, PAUL. In search of agrarian capitalism: manorial land markets and the acquisition of land in the Lea valley. *Continuity & Change*, III (1988), 11-40.
- 359 GOLLAND, JIM. 'Compelled to weep...': the apprenticeship system. *Genealogists Mag.*, XXIII (1989), 121-7.
- 360 HARBOYCK, J. DAVID. The bells of St. Martin's-in-the-Fields. *Royal Instn. of G. B. Proc.*, LXI (1989), 205-28.
- 361 HARVEY, ANNE. Diagnosis, death and diet: the case of London, 1750-1909. *Jour. Hereditas. Hist.*, XVIII (1988), 387-401.
- 362 HENDERSON, JOHN N. The Museum Tavern in Bloomsbury: the history of a famous public house. *Camden Hist. Rev.*, XVI (1989), 5-9.
- 363 HILLON, CLARE. St. Bartholomew's Hospital, London and its Jewish connections. *Jewish Hist. Studies*, XXX (1987-8), 21-50.
- 364 HOLMES, SUE. Rubbish disposal. *Woodwich & District Family Hist. Soc. Jour.*, no. 34 (1989), 7-9.
- 365 HUNTERWAYS, HARRY. St. Giles Cripplegate. *London Soc. Jour.*, no. 417 (1989), 6-10.
- 366 JEFFERY, PAUL, and JEFFERY, SALLY. With tower to follow. *Country Life*, CLXXXIII (1989), 202-8. [St. Mary's church, Rotherhithe.]
- 367 LE LIEVRE, AUDREY. Capital orchards. *Country Life*, CLXXXIII (1989), 182-6. [London's sources of fruit and vegetables.]
- 368 LEWIS, H. J. Demarcation disputes between the English carpenters and joiners from the 16th to the 18th century. *Construction Hist.*, V (1989), 3-20. [Much on London carpenters.]
- 369 MCCABE, IRINA MARIA. The Royal Institution and its library. *Royal Instn. of G. B. Proc.*, LXI (1989), 283-90.
- 370 NEAL, LARRY. The rise of a financial press: London and Amsterdam, 1681-1810. *Business Hist.*, XXX (1988), 163-78.
- 371 PANAVI, PANIKOS. The immigrant experience in London. *London Jour.*, XIV (1989), 71-5. [Review article.]
- 372 PRUDAMES, ANNE. 'Londoners shall have no king but their mayor'. *North Middx. Family Hist. Soc. Jour.*, XI no. 4 (1989), 97-100. [On the office of Lord Mayor.]
- 373 SALUIA, P. G. The incidence of spina bifida occulta in a historic and a modern London population. *Jour. Anat.*, CLVIII (1988), 91-3. [18th and 20th centuries.]
- 374 SAVAGE, NICHOLAS. The Academicians' library: a selection, not a collection. *Apollo*, CXXVIII (1988), 258-63. [Royal Academy.]
- 375 SHAW, HENRIET. A Croydon brewery. *Croydon Nat. Hist. & Sci. Soc. Trans.*, XVII (1989), 249-62. [Nalder & Colver.]
- 376 TRAMER, PAUL. Black and white: to be or not to be? *The Old Lady of Threadneedle Street*. *Bank of England and associated legends*.
- 377 TSUSHIMA, JEAN. News from the archives, 1689-1989. *Honourable Artillery Co. Jour.*, LXVI (1989), 90-3. [About the Honourable Artillery Company.]
- 378 WALTON, CHRIS. Broker to the Bank of England: a short history of the Mosaicata dynasty. *Goldsmiths Rev.* (1988-9), 10-17. [Mosaicata family business from late 17th century. Partnership with the Goldsmiths, 1779. Now part of Standard Chartered Bank.]
- 379 YOUNSON, ERIC. Three chronometers or one? *Royal Instn. Proc.*, LX (1988), 223-32. [Scientific Instrument Makers' Company.]
- 380 The Sons of Vulcan: a short history of the Worshipful Company of Blacksmiths. *Root & Branch*, I no. 1 (1989).
- 381 Archives and collections: the Archive of Art and Design. *Jour. of Design Hist.*, II (1989), 293-7. [A. V. & A.; highlights material on Heal & Sons.]

\* Monsieur BRUN apporte quelques compléments aux propos de Monsieur JAYET en précisant que cette note avait principalement pour objet de lancer le débat et de faire réagir les membres du groupe. Certaines formules volontairement réductrices, voire provocatrices s'inscrivaient dans cette démarche. Il signale par ailleurs que Madame Catherine RHEIN, retenue pour des raisons professionnelles, lui a fait parvenir un courrier (annexe II) à la suite de cette note.

Le groupe va donc devoir se montrer concret sur les modalités de mise en oeuvre de ces différentes propositions.

- la quatrième en revanche, (Revue d'Etudes Franciliennes) se situe un peu à part.

- la cinquième prolonge les trois premières notamment dans le domaine du rapprochement entre formation et recherche

- les trois premières propositions s'appuient en fait les unes sur les autres (mise en place d'un réseau, publication d'une petite lettre d'information, organisation de manifestations)

\* Monsieur JAYET ouvre la réunion en présentant le contenu de la note préparée par Monsieur BRUN (voir annexe I) :

Objet : Examen de la première note d'orientation préparée par Monsieur BRUN.

JEUUDI 14 NOVEMBRE 1991

"VALORISATION DE LA RECHERCHE ET DES ETUDES"

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU GROUPE

Paris, le 27 Novembre 1991

RB/CLF

\* Madame LAKOTA met l'accent sur l'ambiguïté du terme "bourse de projet" et souhaite tempérer l'affirmation selon laquelle les chercheurs ne diffusent pas naturellement le résultat de leurs travaux.

Elle informe le groupe de travail des contacts qu'elle a établis avec Monsieur Alain D'RIBARNE, directeur du département "sciences de l'homme et de la société" au CNRS. Celui-ci est tout disposé à la recevoir ainsi que Monsieur Brun sous réserve de lui faire parvenir un dossier sur les objectifs du groupe.

\* Monsieur BRUN lui répond qu'il ne visait pas les bourses de recherche mais un système centralisé où les laboratoires offriraient leurs services aux éventuels organismes intéressés. La recherche ne peut, en effet, être assimilée à un "marché" au sens économique du terme.

\* Monsieur CAHN (Services des études régionales à la CIP) considère que la note de Monsieur BRUN présente une vision quelque peu idéalisée de la recherche. On ne peut pas, en effet, distinguer aussi aisément la recherche qui ne serait pas le produit d'une demande sociale, des études proprement dites.

S'il se montre tout à fait favorable au principe d'un réseau qui pourrait par exemple fonctionner sur le modèle du CORDES, il émet en revanche les plus vives réserves sur la possibilité d'alimenter une Revue d'Etudes Françaises qui constituerait une très lourde charge.

\* Monsieur JAYET reconnaît qu'il existe une difficulté dans la manière dont peuvent s'articuler les travaux de recherche avec une forme de valorisation qui constitue un métier en soi. Il suggère de rédiger une note annexe sur la question de l'évaluation et de l'expertise.

En ce qui concerne la Revue d'Etudes Françaises, tout en étant conscient de l'intérêt qu'elle représente, il suggère d'en préciser les modalités pratiques de mise en oeuvre.

\* Madame PERRIN fait part de son accord avec les propositions légères contenues dans la note d'orientation telles que les conférences de presse, les séminaires, les mini-colloques sur le modèle de ceux qu'organise l'ODL.

Elle recommande de ne pas éliminer les études du champ de la valorisation tout en reconnaissant qu'elles ne procèdent pas de la même logique que les travaux de recherche.

Elle considère que le public d'une Revue d'Etudes Françaises serait extrêmement limité et qu'il faudrait nécessairement procéder à une étude de marché préalable. Un entretien avec Madame Anne QUERRIEN apparaît de toute façon très utile.

L'aide à la publication et le soutien aux jeunes chercheurs doit recevoir un soutien actif.

Elle relate enfin l'échec du Plan Urbain dans sa démarche récente qui consistait à mobiliser quelques chercheurs sur l'histoire immédiate en Ile-de-France dans le cadre du programme "mutations économiques et urbanisation".



\* Madame BERGER considère que s'il faut s'appuyer sur la ville, il ne faudrait pas pour autant négliger l'espace rural et agricole qui constitue aussi un espace de résidence et de loisirs. Elle suggère de rencontrer des personnes sensibilisées à ces questions.

Elle insiste sur la nécessité de créer un lieu d'accumulation du savoir où l'on pourrait trouver l'ensemble des recherches et des études portant sur l'Ile-de-France.

Par ailleurs, la couverture des besoins peut aussi se faire par une meilleure circulation de l'information entre les décideurs publics afin notamment de ne pas refaire plusieurs fois la même étude.

Enfin, Madame BERGER signale que Monsieur D'IRIBARNE tient un discours extrêmement décentralisateur et qu'il est donc tout à fait opportun de lui faire sentir les problèmes spécifiques de la recherche en Ile-de-France de façon à ce qu'une prise de conscience s'effectue au niveau des responsables des ministères.

\* Madame ARAV évoque la question de la recherche privée.

\* Monsieur BRUN lui répond qu'il ne faut pas faire preuve d'ostracisme mais que la recherche privée a des moyens de valorisation que n'a pas la recherche publique ne serait-ce qu'en raison de la stratégie des commanditaires eux-mêmes.

\* Madame PERRIN fait observer que bien souvent la recherche privée réutilise les travaux réalisés par les laboratoires publics.

\* Madame ARAV évoque le principe de la pluriannualité des programmes de recherche. Elle indique par ailleurs que la DRE finance des travaux de recherche menés par des étudiants de DEA et de DESS en les rémunérant sous forme de bons de commande.

Enfin, selon elle, le Centre Interregional de Formation Professionnelle de l'Equipement est un peu délaissé au profit de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées.

\* Monsieur JAYET suggère d'orienter les contacts avec des personnes qui interviennent ex officio dans le champ de la valorisation afin d'obtenir de leur part un soutien effectif.

\* Madame ARAV donne l'exemple de l'Institut La Boëtie qui a notamment organisé un cycle de conférences dans le domaine foncier sous la responsabilité de Monsieur Vincent RENARD.

\* Madame PERRIN insiste sur l'intérêt que pourrait représenter l'appui de structures existantes en ce qui concerne la demande comme les ingénieurs des Villes de France ce qui nécessite de définir préalablement une stratégie.

\* Madame BERGER considère qu'une revue est une entreprise lourde et coûteuse. Elle pense que ce ne pourrait être un succès qu'à condition de la nourrir d'articles comportant une vingtaine de pages rédigées par des auteurs ayant une expérience de l'expertise afin d'en rendre le contenu accessible au grand public. Il y aurait là sans doute un créneau national et international.

\* Madame GOUT reconnaît que le public est difficile à trouver. La formule actuelle de l'IAURIF résulte d'un compromis : dans la mesure où cet organisme ne fait plus beaucoup d'études proprement dites, la valorisation a moins d'importance qu'autrefois.

\* Madame BERGER insiste sur la nécessité de publier des textes plutôt que des éléments épars.

\* Madame DECOSTER considère que tout cela reste très morcelé et qu'il existe actuellement trois missions qui s'intéressent à la question : le CNRS, le ministère de la recherche et de la technologie et celui de la ville et de l'aménagement du territoire.

\* Monsieur JAYET estime que l'on assiste depuis quelques mois à une relance de la recherche sur la ville et l'habitat. C'est la raison pour laquelle après une phase de consultation et de discussion, un certain nombre d'idées ont été lancées par les pouvoirs publics :

- concrétiser cette volonté par la mise en place d'un organisme : si l'idée d'un GIP "Villes" n'est pas abandonnée, celle d'un PIR apparaît peut être plus adaptée.

- focaliser cette recherche sur des points géographiques du territoire comme l'a expliqué Monsieur MICHEL DELEBARRE devant le conseil des ministres du 25 septembre (annexe III) : Marne-la-Vallée (autour de la Maison des sciences de la ville et de l'habitat), Lyon, Lille (GIP - CESURE) et Montpellier.

Plusieurs missions ont ainsi été confiées à un certain nombre de personnalités :

- Monsieur Marcel RONCAYOLO a été chargé d'évaluer les différents projets en présence et de formuler des propositions concrètes.

- Monsieur Pierre VELTZ va réfléchir sur la Maison des sciences de la ville et de l'habitat.

- Monsieur Francis GODARD va se pencher sur le projet de PIR "recherche urbaine".

- Monsieur Roger BRUNET va travailler sur le pôle de Montpellier.

Il est trop tôt pour savoir ce qui va sortir de cette procédure. Même si l'on peut faire preuve d'un certain scepticisme, des opportunités vont effectivement se présenter et le groupe de travail peut en profiter. En effet, le réseau pourrait parfaitement s'appuyer sur la Maison des sciences de la ville et de l'habitat. C'est la raison pour laquelle il est fondamentalement de prendre contact le plus rapidement possible avec Monsieur Pierre VELTZ.

\* Monsieur BURGEL fait part de son scepticisme sur la concentration spatiale des pôles de recherche urbaine. Certes cela permet de promouvoir la discipline mais conduit aussi à la monoculture.

Il considère qu'il s'agit d'une erreur de concentrer à Marne-la-Vallée tout ce qui se fait sur ce thème dans une région urbaine de 12 millions d'habitants. Il serait souhaitable de développer un second pôle autour de Nanterre.

\* Monsieur BRUN ajoute que si la Maison des Sciences de la ville et de l'habitat constitue, en effet, une opportunité, il ne faudrait pas que le réseau souhaite créer le groupe de travail se fonde purement et simplement dans cette structure.

\* Madame PERRIN souhaite que l'on valorise également les travaux d'associations de recherche qui regroupent souvent d'excellents experts, qui sont des structures très légères et qui obtiennent des résultats précieux. Elle revient enfin sur l'importance du métier d'expert (1).

\* Madame LAKOTA indique que ce qui avait permis d'avancer lors de la mise en place de l'ODL était le fait de réunir les chercheurs.

\* Monsieur BRUN revient sur la proposition d'organiser un séminaire après la mise au point définitive du rapport. Cette idée qui lui a été inspirée par Madame LAKOTA permettrait de livrer aux chercheurs et aux personnalités rencontrées le résultat des travaux du groupe afin de les enrichir et de les confronter aux préoccupations concrètes des uns et des autres afin de déboucher sur des résultats tangibles.

\* Monsieur BURGEL considère que l'organisation de colloques ou de journées annuelles est extrêmement positive dans la mesure où c'est une occasion de nouer des contacts et de toucher un public. Par ailleurs, l'audience de telles manifestations ne recoupe pas celle des revues.

\* Monsieur BRUN souhaite que les membres du groupe se prononcent sur la forme que devrait prendre le réseau.

\* Madame ARAY considère qu'une telle structure doit bénéficier d'une tutelle technique. Pour cela il est important qu'un haut fonctionnaire s'y investisse moralement et soutienne l'opération. Quant à la forme juridique, celle de l'association Loi de 1901 semble la plus adaptée.

(1) Le Plan Urbain a d'ailleurs publié en janvier 1990 un "répertoire des évaluateurs des politiques publiques" dont l'avant-propos est reproduit dans l'annexe IV. Cet ouvrage devrait être prochainement réédité.

\* Madame LAKOTA est favorable à une structure souple, à un carrefour d'échange pluridisciplinaire avec un coordinateur.

\* Monsieur BRUN indique que si le réseau s'appuie sur une structure existante, son coût est marginal. C'est le cas du CRIES qui ne dispose pas d'un budget mais qui fonctionne grâce au support logistique que le conseil régional et la direction générale de l'INSEE mettent à sa disposition.

\* Monsieur BURGEL pense qu'effectivement si l'on crée une structure autonome on fait un bond qualitatif et qu'il est donc essentiel de trouver un organisme de rattachement.

\* Monsieur JAYET suggère de recenser quels seraient les besoins d'un réseau et chercher quels pourraient être ses ressources. Il indique cependant que la formule associative n'avait pas la préférence de l'administration et qu'il serait donc difficile d'obtenir une mise à disposition dans ce cadre.

\* Madame BERGER estime que ce soutien ne viendra pas de l'Education Nationale.

\* Madame LAKOTA considère que ce sera la même chose du côté du CNRS sauf si on adopte la formule du consultant mis à disposition pour un cinquième de son temps. Elle fait part de son expérience dans le cadre du GERI : ce système lui a en effet, permis de mener des activités extérieures au CNRS. Cette formule pourrait très bien être retenue pour le poste d'animateur du réseau.

\* Monsieur BURGEL est d'avis qu'il est illusoire d'attendre un soutien de ces organismes nationaux sauf si quelqu'un en leur sein s'y investit à titre personnel. Cela ne résoud d'ailleurs pas le problème du permanent.

\* Monsieur JAYET se déclare réservé sur la formule du consultant car bien souvent le temps de mise à disposition est réduit à presque rien.

\* Madame ARAY explique que le réseau des observatoires fonciers, affilié à l'ADFF fonctionne avec les cotisations des membres qui s'élèvent à 2 500 F, par an. Cela permet de payer un permanent de haut niveau (12 000 F, brut par mois), d'organiser deux colloques annuels et de procéder à la diffusion gratuite des travaux des adhérents à l'intérieur du réseau (55 membres).

\* Monsieur JAYET pense qu'il faut s'assurer une bonne subvention.

\* Monsieur BURGEL indique que la publication d'une lettre et l'organisation de manifestations ne coûtent pas très cher. On pourrait commencer par le lancement de deux numéros de la lettre et la mise sur pied d'une journée annuelle. Pour cela il faut choisir un thème accrocheur, sinon on ne mobilisera personne.

\* Madame PERRIN insiste sur la nécessité de nouer auparavant des contacts avec les décideurs qu'on peut identifier en Ile-de-France.

\* Monsieur BURGEL admet que l'Ile-de-France pose problème en raison notamment des découpages administratifs. Le conseil général des Hauts-de-Seine par exemple octroie des bourses à des étudiants de 3ème cycle qui travaillent sur ce département à condition qu'ils y résident.

La prochaine réunion a été fixée au JEUUDI 20 FEVRIER 1992 A 9 H 30 avec l'examen et l'adoption du projet de rapport.

- \* Monsieur Hubert JAYET, animateur du groupe, DG -INSEE
- \* Monsieur Raphaël BRUN, rapporteur du groupe, CES - CRIES
- \* Madame Geneviève ANO, secrétaire du CRIES, DR - INSEE
- \* Madame Monique ARAV, DRE
- \* Madame Martine BERGER, STRATES - PARIS I
- \* Madame Elisabeth DECOSTER, CNRS - LTMU
- \* Madame Martine DELASSUS, CRII Ile-de-France
- \* Madame Myriam GAUTRON, CREPIF - CNRS
- \* Madame Héliène GOUT, IAU RIF
- \* Madame Anne-Marie LAKOTA, CNRS - IRESO
- \* Madame Evelyne PERRIN, Plan Urbain
- \* Madame Aline SAILHAC, OEP - INSEE
- \* Madame Muriel TABARIES, C3E - PARIS I
- \* Madame Stéphanette VICAIRE, IAU RIF
- \* Monsieur Jean-Gilles CAHN, CCIP
- \* Monsieur Guy BURGEL, Laboratoire de Géographie Urbaine, Paris X.

---

**LISTE DES PERSONNES PRESENTES**

**NOTE A L'ATTENTION DES MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL  
"VALORISATION DE LA RECHERCHE ET DES ETUDES  
EN ILE-DE-FRANCE"**

**Objet :** Première note d'orientation sur le rapport.

Le groupe de travail "valorisation de la recherche et des études en Ile-de-France" animé par Monsieur Hubert JAYET a été mis en place dans le cadre du Comité Régional pour l'Information Economique et Sociale afin de répondre à deux questions :

- Y-a-t-il une couverture satisfaisante des différents problèmes que l'on rencontre en Ile-de-France dans le champ de l'économie, de la géographie, de l'aménagement, etc... et ci ce n'est pas le cas peut-on émettre des suggestions concernant la manière de couvrir les domaines qui ne le sont pas ou peu ?

- Comment est-il possible de diffuser et de valoriser ce qui se fait en différents endroits sur l'Ile-de-France en se recentrant sur les seuls travaux de recherche, sachant que les études relèvent d'une tout autre logique.

Il s'agit par conséquent de se situer dans une perspective de rencontre d'une offre et d'une demande sachant que l'une et l'autre ne sont jamais exprimées en tant que telles.

Préalablement, afin de dissiper tout malentendu, il semble nécessaire de rappeler un certain nombre de principes :

- Le monde de la recherche poursuit des objectifs essentiellement scientifiques:

. le chercheur ne travaille pas en principe à la commande, autrement dit il faut écarter d'entrée l'idée selon laquelle pourrait être mis en place un système de bourses de projets

. le chercheur ne diffuse pas naturellement le résultat de ses travaux ce qui signifie que toute action en ce domaine doit s'inscrire dans une perspective qualitative, afin que le dialogue avec la sphère politique se déroule sous les meilleurs auspices. Il faut par conséquent écarter la tentation de créer une nouvelle base de données ou de procéder à des recensements systématiques de l'existant.

- La prise de décision politique n'intègre pas toujours le résultat des travaux universitaires

. il est donc préférable, plutôt que de chercher à toucher directement les décideurs, de promouvoir les résultats de la recherche auprès de leur environnement immédiat. Cela est d'autant plus important dans une région comme l'Ile-de-France qui présente un certain nombre de caractéristiques dont l'opacité et la complexité des circuits de décision n'est pas la moindre. Mais l'environnement des décideurs ne peut-être assimilé à leurs seuls collaborateurs. D'autres milieux professionnels comme celui des architectes, des urbanistes ou des aménageurs sont concernés. Enfin, le monde économique ne doit pas être tenu à l'écart de cette démarche.

. l'information scientifique en tant que telle ne présente qu'un intérêt limité, elle doit être recomposée et synthétisée pour qu'elle soit réellement prise en compte.

Quelle forme devra prendre alors la nécessaire interface entre l'offre et la demande en matière de travaux de recherche sur l'Ile-de-France ? C'est à cette question que le groupe de travail s'efforcera de répondre avec le plus grand réalisme possible.



Le groupe de travail présentera son projet de rapport au début de l'année 1992. Ce document, très synthétique, servira de base à un large débat qui pourrait être organisé au printemps dans le cadre d'un séminaire regroupant chercheurs, élus et praticiens. C'est à partir de là que pourrait être rédigé le rapport définitif qui serait soumis au CRIES au moins de juin et adressé à l'ensemble des acteurs intéressés.

En dehors de ce public, le séminaire pourrait accueillir des représentants d'organismes publics ou para-publics, nationaux et régionaux, susceptibles de soutenir d'une manière ou d'une autre la démarche du groupe de travail. Des contacts ont déjà été pris avec :

Monsieur Jean-Paul LACAZE, directeur général de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat. (rencontre le 22 octobre dernier).

Monsieur Jean-Eudes ROULLIER, Délégué Interministériel à la Recherche et à l'Innovation,

Madame Joëlle AFFICHARD, chef du service des études et de la recherche au Commissariat Général du Plan,

Monsieur Maurice GARDEN, Directeur Scientifique à la Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales au Ministère de l'Education Nationale,

Monsieur Alain D'IRIBARNE, Directeur adjoint du département "Sciences de l'homme et de la Société" au CNRS

et Monsieur Pierre VELTZ, Directeur du CERTES, chargé par Monsieur Michel DELEBARRE, ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire d'une mission sur le projet de Maison des Sciences de la Ville à Marne-la-Vallée.

Cela nécessite préalablement de procéder, dans le cadre du groupe de travail, à un recensement exhaustif de l'ensemble des laboratoires y compris provinciaux qui travaillent ou qui sont en mesure de travailler sur l'Île-de-France d'une part et à la constitution d'un fichier de personnes susceptibles, du côté de la demande d'informations, de se sentir concernées par cette démarche. Il pourrait s'agir d'une liste (expurgée) des abonnés de revues telles que les Cahiers du CREPIF ou de l'IAURIF, Regards ou les participants du séminaire STRATES sur l'Île-de-France organisé l'an dernier par Mesdames Martine BERGER et Catherine RHEIN.

En l'état actuel des choses, les propositions qui pourraient être formulées par le Groupe de travail seraient les suivantes :

• mettre en place un réseau multidisciplinaire d'équipes de recherche reprenant un certain nombre des missions qui étaient celles de l'Observatoire des Dynamiques et des Localisations telles que les a présentées Madame Anne-Marie LAKOTA devant le groupe de travail le 27 juin dernier ou du GRECO Banlieue. Le réseau serait animé par une petite équipe composée d'un permanent (personnalité scientifique de haut niveau connaissant bien le milieu de la recherche et des collectivités locales en Ile-de-France) de quelques bénévoles et d'un secrétariat. Le CRIES pourrait bien sûr y participer mais le cadre juridique et le financement de cette cellule devrait faire l'objet d'une réflexion approfondie. Une association subventionnée, soutenue par quelques mécènes, pourrait par exemple constituer le support de cette cellule opérationnelle.

• publier régulièrement une lettre d'information sur le réseau destinée à la fois aux chercheurs eux-mêmes et aux décideurs et praticiens tels que nous les avons précédemment définis. Il s'agirait d'un document relativement court, constitué de brèves, de résumés de travaux de recherche, de dossiers thématiques, de tribunes libres, etc.

Encore une fois, une telle démarche ne pourra voir le jour qui si des financements appropriés permettent à l'association de diffuser cette lettre selon une périodicité régulière.

• Organiser des manifestations sous forme de colloques, de séminaires voire de conférences de presse. Nombreux sont les membres du groupe de travail qui possèdent une expérience de ce genre d'actions pratiquées notamment depuis déjà plusieurs années par le CRIES avec un succès certain. Des prolongements intéressants sont à attendre de ces initiatives, sur le plan des relations interpersonnelles par exemple, phénomène non quantifiable mais qui demeure la condition sine qua non de réussite d'une telle entreprise.

. Lancer dans un délai raisonnable (1993 par exemple) une Revue d'Etudes Franciliennes de qualité, sur le modèle de publications existantes qui ont déjà fait leurs preuves comme les Annales de la Recherche Urbaine ou l'Espace Géographique. Des contacts seront d'ailleurs pris prochainement en ce sens avec Madame Anne QUERRIEN ou Monsieur Roger BRUNET. Il s'agit là d'un projet particulièrement ambitieux qui doit être dissocié des autres propositions qui ont été précédemment avancées. Le public de ce genre de revues est en général assez limité et il faut éviter deux écueils : une excessive vulgarisation d'une part nécessitée par le désir de viser un lectorat important mais qui se heurterait à l'hostilité des milieux scientifiques et un légitime souci de rigueur intellectuelle excluant tout compromis d'autre part qui contommerait ce périodique dans la plus totale confidentialité.

. compléter ce dispositif par un ensemble d'actions périphériques qu'il conviendra de préciser ultérieurement. Ces actions s'orienteraient dans deux directions. La première, essentielle à nos yeux, concerne la formation. Le réseau pourrait ainsi faciliter le dialogue entre le monde de la recherche et des organismes de formation chargés d'exercer cette mission pour le compte des collectivités locales ou des services déconcentrés de l'Etat. Des contacts sont ainsi envisagés avec Monsieur Michel PASTOR (CNFPT), Mademoiselle Véronique CAPLAIN (Centre Inter régional de Formation Professionnelle de l'Equipement) et Monsieur Bernard HAUMONT (écoles d'architectures).

Par ailleurs, le réseau gagnerait à promouvoir la recherche par des actions d'aide à la publication et de soutien à de jeunes chercheurs (prix, bourses, etc...).

Ce rapport s'inscrit dans une conjoncture favorable : les travaux de révision du Schéma Directeur d'Aménagement et de l'Urbanisme ont montré à quel point il était difficile de comprendre les mécanismes qui régissaient le fonctionnement d'une région comme l'Île-de-France. De surcroît, la ville est redevenue l'un des thèmes de prédilection des pouvoirs publics et la communication de Monsieur Michel DELEBARRE devant le Conseil des Ministres du 25 septembre dernier est d'une certaine manière porteuse d'espoir. "Un réseau de relais régionaux, déclarait-il, sera créé autour de personnalités scientifiques ou d'associations existantes pour orienter la demande des élus et des acteurs locaux vers les équipes de recherche compétentes".

Notre rapport peut s'inscrire dans cette démarche et contribuer le plus efficacement possible à réduire la distance entre les mots et les choses.





STRATEGIES TERRITORIALES ET DYNAMIQUES DES ESPACES  
Centre National de la Recherche Scientifique - Université de Paris I

Catherine RHEIN

Le 12 nov. 1991

Monsieur R. BRUN

CRIES

29 rue Barbet de Jouy

75007 PARIS

Monsieur,

Tout d'abord, je tiens à présenter mes excuses à Monsieur Jayet et à vous-même : je ne pourrai participer à la réunion du 14 novembre, devant intervenir au CIFP ce même jour. Mais Martine Berger sera présente.

Voici mes remarques sur cette première note d'orientation sur le rapport "évaluation de la recherche et des études en Ile-de-France", note qui m'est parvenue le 12 novembre. La lecture m'en a été extrêmement agréable, je tiens à le préciser d'entrée de jeu ! Il est rare qu'un texte de ce type soit à la fois concis, plutôt complet, nuancé aussi et très positif. Je vous remercie et vous félicite donc beaucoup : il est agréable de sentir que les choses avancent de manière aussi constructive, sur ce sujet important.

Voici quelques remarques de détail.

P.2 : paragraphe "Le chercheur ne travaille pas, en principe, à la commande". Il serait bon de clarifier les relations entre cette phrase et la suivante : "Les bourses de projet" dont il est question concernent-elles des étudiants ou des chercheurs (Université/CNRS) ? Il y a là un problème important à évoquer et à préciser (vous soulevez le problème en page 5), s'il s'agit d'étudiants doctorants (plus précisément, éventuellement de bourses du Conseil Régional, du CRIES ou d'un relais ?). On peut en effet adopter une conception souple de la "commande", celle-ci n'impliquant pas nécessairement financièrement (notamment pour les chercheurs ayant un statut Université/CNRS), sans tomber effectivement dans les excès de commandes trop précises et/ou discrétionnaires. Il faut bien admettre aussi que si le CRIES repousse l'éventualité de bourses et de la moindre commande d'études et de recherches, d'autres organismes franciliens n'hésitent pas à y recourir (tel est le cas du CG des Hauts-de-Seine, de l'Université Paris I, de beaucoup d'autres organismes).

P.2 : "Le chercheur ne diffuse pas naturellement le résultat de ses travaux" : la "diffusion" (valorisation) n'est effectivement pas un réflexe médullaire chez le chercheur de base qui est, trop souvent, non seulement chercheur, mais encore dactylo, comptable, informaticien, statisticien, graphiste, et - pour la plupart - enseignant par dessus le marché. Cependant il existe aussi quelques chercheurs qui passent davantage de temps à valoriser et à diffuser qu'à chercher : j'en ai rencontrés.

Si j'ai bien compris le sens de ce paragraphe, il faudrait donc favoriser la diffusion de travaux de qualité, de vraies recherches, afin de ne faire perdre leur temps ni aux politiques, ni aux chercheurs. Sur le principe, je ne peux qu'approuver ; en pratique, il en sera probablement un peu

différemment, les chercheurs les plus féconds n'étant pas nécessairement les plus actifs en matière de valorisation stricto sensu et les plus prolifiques et/ou les plus visibles ou audibles n'étant pas nécessairement les meilleurs ou les plus féconds.

p.2 : avant-dernier paragraphe. "L'information scientifique en tant que telle ne présente qu'un intérêt limité" ; parlez-vous ici de bases de données bibliographiques, de ces "recensements systématiques de l'existant" évoqués plus haut ? Ou parlez-vous de résultats de recherches (exposés de manière hermétique ou trop bavarde) ? C'est un peu injuste en ce qui concerne la base de données URBAMET, en particulier ; elle s'améliore, fusionne avec celle du STU et devient de plus en plus aisée à consulter.

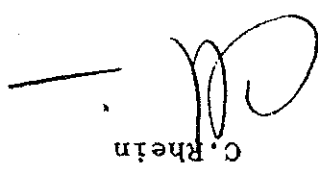
Sur la deuxième partie de cette note (p.3 et suiv.), toutes les idées proposées sont excellentes (séminaire, puis réseau, lettre d'info, colloques et séminaires, éventuellement revue d'études françaises). J'en profite cependant pour jeter mon cri d'alarme sur les conditions de travail des équipes CNRS ou associées travaillant en Ile-de-France sans [Ile-de-France. Au CNRS, l'heure est à une décentralisation sans concessions des postes de chercheurs et d'ITA et des formations de recherches ; peu de recrutements sur la région, plus de création d'équipes et suppressions de formations. Quant aux équipes qui restent malgré tout, elles n'ont aucun espoir d'avoir le moindre soutien du CNRS en personnel administratif, en locaux, en moyens de travail, aucun espoir non plus d'avoir, à court ou moyen terme, le moindre recrutement de chercheurs jeunes.

Donc l'idée de valoriser les travaux de recherches est épatante : encore faudrait-il qu'il y ait un minimum de cohérence en matière de politique scientifique au CNRS, de ce point de vue, si vous ne tenez pas à valoriser les travaux de quelques vieillards plus ou moins vénérables que nous sommes en train de devenir rapidement. La politique de décentralisation est une décision qui est globalement saine ; menée avec un petit peu plus de ménagements, elle pourrait être encore plus efficace.

p.5 : quel que soit le modèle de revue retenu (Espace géographique, ARU ou London Journal, Urbanismes et Architectures), l'important est surtout la qualité du comité de rédaction, assurant un fonctionnement sérieux. Pour cela, la notoriété de ses membres est moins importante que leur souci de l'intérêt général, leur sens de la communication, leur curiosité intellectuelle, leur tolérance sur le plan intellectuel, leurs compétences en matière de recherche, leur rigueur enfin.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

C. Rhein



## LA RECHERCHE SUR LA VILLE

Texte de la Communication présentée au Conseil des Ministres du 25 septembre 1991 par le Ministre d'Etat, Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, le Ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et de l'Espace et le Ministre de la Recherche et de la Technologie.

Alors que les villes dans leur ensemble connaissent un nouveau dynamisme et que s'y développent activités culturelles, technopoles et quartiers conçus pour séduire les cadres, une crise émerge dans certains quartiers, voire certaines agglomérations. Caractérisée par des phénomènes d'exclusion, et des réactions de hèvre sécuritaire, elle met en cause les ressorts de l'équilibre social et du fonctionnement de la démocratie.

L'avenir de nos villes est un enjeu essentiel pour le devenir de la société dans le contexte national comme dans celui d'une ouverture internationale accrue. La recherche doit être mobilisée pour analyser les évolutions en cours, mieux éclairer la conduite de la politique urbaine et créer les conditions d'un débat public.

Dans les années 60 où les pouvoirs publics furent confrontés à une urbanisation sans précédent, un essor important de la recherche en sciences sociales avait été réalisé. Vingt ans plus tard, en 1984, alors que l'évolution s'était accélérée, le Premier Ministre créait le programme prioritaire de recherche et d'innovation sur l'urbanisme et les technologies de l'habitat. Ce programme, qui relevait conjointement des Ministres chargés de la Recherche et de l'Urbanisme, mettait l'accent sur les enjeux économiques et technologiques, et plus fondamentalement sur la civilisation urbaine.

Aujourd'hui, de nombreuses disciplines sont impliquées dans cette recherche, des sciences de l'ingénieur aux sciences humaines et sociales, en passant par les sciences de l'environnement, qu'il convient de développer dans le cadre d'une politique à moyen terme, en encourageant les approches interdisciplinaires, la constitution de réseaux de recherche thématiques et le transfert des connaissances vers les utilisateurs.

Cette politique doit concerner la recherche fondamentale mais aussi la recherche appliquée et l'expérimentation, la compréhension critique des évolutions urbaines mais aussi la recherche de solutions aux problèmes concrets et quotidiens des villes.

Cela implique :

- un enrichissement du champ de la recherche, incluant de nouveaux thèmes en réponse à de nouveaux problèmes,
- une mobilisation accrue et une meilleure structuration de la collectivité scientifique,
- le développement de partenariats entre Etat, chercheurs, collectivités locales et entreprises.

## I - QUESTIONS ET ENJEUX POUR LA POLITIQUE DE RECHERCHE SUR LA VILLE

1. Les responsables des politiques urbaines sont confrontés à deux tendances lourdes, à la fois contradictoires et complémentaires. D'une part, les villes deviennent des acteurs économiques majeurs définissant leur politique dans un contexte concurrentiel où le cadre et la qualité de vie deviennent des critères dominants d'implantation.

D'autre part, elles voient se développer de graves phénomènes d'exclusion : quartiers en difficulté, ségrégation dans l'habitat, insécurité. Ces deux tendances sont particulièrement accentuées dans les métropoles qui bénéficient d'un dynamisme nouveau, fruit de mutations économiques complexes interactives dans le temps et dans l'espace.

Ces tendances lourdes sont accompagnées par des évolutions fortes de la société, dont on mesure mal encore les conséquences pour les villes. La croissance continue des déplacements et des transports est un facteur de congestion, de ségrégation parfois, mais aussi d'investissements massifs, qui contribuent à transformer la ville. Le développement rapide de l'informatique et des télécommunications modifie les métiers, les modes de vie, les conditions de localisation.

Sur le moyen terme, les conséquences des progrès technologiques, aléatoires ou maîtrisés, auront une incidence importante sur la forme même des villes comme sur la qualité de l'environnement urbain. Elles peuvent contribuer au meilleur comme au pire : "citoyenneté" ou exclusion, convivialité ou "enfermement sécuritaire", retour en ville ou "ville en miettes" fluidité ou congestion...

Le très vif regain d'intérêt qui se manifeste pour la qualité de l'urbanisme et de l'architecture ne donne pour l'instant lieu qu'à des réalisations isolées, qui ne sont pas évaluées.

Plus largement va se poser de manière croissante le problème de l'environnement en ville et de l'équilibre écologique des systèmes urbains à la fois en lui-même et dans la dimension sociale des attitudes et réactions de l'opinion.

2. La prise en compte de l'évolution du rôle et des moyens des acteurs qui contribuent à "façonner" la ville constitue en elle-même un objet de recherche. Elle offre de nouvelles perspectives pour le développement et la valorisation des équipes de recherche.

a. L'évolution du rôle de l'Etat et de grands organismes nationaux :

La décentralisation modifie la répartition d'un certain nombre de pouvoirs classiques et crée les conditions d'un nouveau dialogue avec l'Etat. Mais le rôle de celui-ci reste décisif pour l'avenir des villes, moins désormais par ses interventions ponctuelles que par ses politiques réglementaires, financières ou contractuelles. C'est vrai de l'ensemble des politiques sociales, qu'il s'agisse de l'emploi, du RMI ou du logement... C'est le cas de toutes les décisions concernant les grands réseaux de transport (TGV, autoroutes, télécommunications), l'implantation des universités ou l'utilisation de nouvelles technologies.



b. Dix ans de décentralisation ont entraîné la responsabilisation et la montée en puissance des collectivités locales et territoriales et de leurs émanations.

Elles ont besoin de recherche pour comprendre l'environnement dans lequel elles évoluent, éclairer leurs décisions. Elles n'y sont encore que très faiblement impliquées, rarement au-delà de domaines très techniques (eau, assainissement, voirie, génie urbain).

Elles ont un rôle essentiel à jouer dans la formulation de la demande de recherche. Elles doivent devenir progressivement, comme c'est le cas dans de nombreux pays étrangers, des partenaires actifs des institutions locales de recherche et de la politique nationale de recherche sur la ville.

c. De même s'accroissent le rôle des entreprises dans les villes et l'intérêt des entreprises pour l'évolution des villes.

Il en est ainsi des entreprises qui interviennent directement dans l'aménagement et le fonctionnement des villes : eau et assainissement, transports urbains, aménagement et construction, etc... leur poids est désormais considérable. Elles se diversifient et sont fortement impliquées dans la compétition internationale. D'autres grandes entreprises commencent à se sentir concernées par l'avenir et le bon fonctionnement des villes : c'est le cas de l'industrie automobile et des télécommunications.

Presque toutes ont une politique active de recherche et de coopération scientifique dans les domaines techniques. Il faut encourager les initiatives des entreprises qui, comme à la RATP l'étendent au contexte social ou culturel urbain.

#### d. La dimension européenne

Il convient enfin de souligner l'importance croissante de la dimension européenne.

D'une part les directives de la Communauté vont infléchir la gestion des services urbains. D'autre part, l'Europe consciente de l'évolution des villes développe une politique de recherche sur le sujet.

Dès aujourd'hui l'appel d'offres DRIVE 2 en liaison avec le club des EUROCITIES doit permettre d'apporter 100 millions de francs de subventions à l'engagement de projets pilotes de nouveaux systèmes de gestion de la circulation en milieu urbain.

## II - L'ETAT ACTUEL DE LA RECHERCHE PUBLIQUE

La recherche sur la ville est par nature transversale. Si la plupart des ministères y concourent, les plus impliqués sont ceux de la Recherche et de la Technologie, de l'Équipement ainsi que de l'Éducation Nationale.

Quant au Ministère chargé de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, il est à la fois inspirateur des thèmes de recherche et utilisateur des résultats.

### 1. L'effort de la recherche sur la ville est déjà important

Ainsi, le Programme de recherche et d'innovation dans les transports terrestres (PREDITT) prévoit de financer un effort de recherche de 8,3 milliards de francs sur la période 1990 - 1994 dont 2,6 milliards provenant de l'Etat. Ses applications concernent pour une part importante les transports et la circulation en ville.

Pour les seules sciences sociales, une vingtaine d'équipes au CNRS se réclament directement de la recherche urbaine ; beaucoup d'autres équipes traitent de thèmes liés à la ville, mais ne revendiquent pas leur appartenance à la recherche urbaine, en tant que telle.

Une trentaine de formations de D.E.A. de sciences humaines et sociales sont centrées sur ce sujet et, les premiers DEA d'architecture viennent d'être créés, ce qui ouvre les études architecturales sur le système universitaire. En outre, les appels d'offre du Plan Urbain et du Plan Construction touchent chaque année 250 à 300 chercheurs.

### 2. La recherche sur la ville présente des lacunes et des faiblesses

Au-delà du problème déjà mentionné de la faible implication des collectivités territoriales et des entreprises, il convient de relever :

- une relative dispersion des équipes et l'insuffisance de croisement entre disciplines,

- un problème aigu de "traduction" et de diffusion des résultats de la recherche auprès des responsables locaux de tous ordres, principalement dans le domaine des politiques sociales. Il existe un besoin urgent de synthèses qui portent le meilleur de ces résultats à la connaissance du public scientifique et des décideurs. Inversement l'implication dans la recherche des praticiens de la ville reste très insuffisante,

- une séparation entre universités, écoles d'ingénieurs, écoles d'architecture ainsi qu'une coupure souvent excessive entre recherche et formation.

Enfin, certaines lacunes apparaissent, notamment en ce qui concerne la recherche en gestion urbaine, la connaissance quantitative des évolutions (observatoires et banques de données). On peut regretter la coupure excessive, tant au niveau de la recherche que des études urbaines entre les domaines interdépendants de la circulation et des transports d'une part, de l'urbanisme et de la vie urbaine d'autre part.

## III - ORIENTATIONS ET DECISIONS

Le premier effort pour mieux mobiliser la recherche sur les enjeux et questions liées à la ville doit porter sur un enrichissement des thématiques de la recherche urbaine.

La recherche sur la ville concerne des disciplines scientifiques extrêmement diverses, dont la coopération n'est jamais évidente. Les perspectives ouvertes par la technique sont illusoire sans la prise en compte de leur "acceptabilité" socio-économique.

A. Un enrichissement du champ de la recherche, incluant de nouveaux thèmes en réponse à de nouveaux problèmes

1. Deux approches transversales sont à approfondir :

- l'observation des phénomènes : l'observation des zones urbaines doit être intensifiée et les données produites par les organismes spécialisés (INSBE, Services Statistiques et Observatoires des Ministères...), mises en commun,
- la perspective internationale : des comparaisons avec d'autres villes notamment européennes et des coopérations avec des pays d'Europe de l'Est

permettraient de mieux comprendre le fonctionnement des villes.

Parmi les thèmes importants pour l'avenir, on peut déjà identifier :

- la ville et les phénomènes de société : analyse des évolutions des comportements et des modes de vie, démographie, populations en difficulté, intégration, mobilité, délinquance, sécurité, processus cumulatifs d'exclusion, exercice de la citoyenneté. En particulier, développer des analyses à l'échelle des agglomérations et à l'échelle infra-communale (le quartier).

- Les formes d'urbanisation nouvelles : face au dépassement des modèles urbains dominant des quarante dernières années, suivant quels principes organiser, développer, structurer les tissus urbains et les réseaux de villes ? Quel typologie des villes peut-on faire ? Quel maillage du territoire faut-il encourager ?

- La ville, lieu de développement économique : la ville est un acteur économique en tant que tel dont il faut mesurer les atouts et les contraintes. L'entreprise et la ville, la concurrence entre villes, la prise en compte des externalités vis-à-vis de l'environnement, tels sont quelques axes d'analyse.

- La ville et les nouvelles technologies : la domotique, le câble, le développement du télétravail, l'accessibilité des transports urbains et de façon générale l'incidence des nouvelles technologies sur les services urbains.

2. Déjà, le Plan Urbain (créé en 1984) et le Plan Construction (1971) ont centré leurs efforts sur certains thèmes clés, en associant acteurs locaux et professionnels.

Depuis 1985, le Plan Urbain a lancé d'importants programmes : l'eau dans la Ville (1985), les mutations économiques et l'urbanisation (1987), les services urbains et la gestion locale (1989), et récemment, l'Université et la Ville, en liaison avec le Ministère de l'Education Nationale et le Ministère de la Recherche et de la Technologie.

Le Plan Construction est devenu Plan Construction et Architecture en 1988. Deux de ses quatre programmes de recherche et d'expérimentation concernent dorénavant les problèmes urbains. Un effort prioritaire porte sur la socioéconomie de l'habitat : amélioration de la connaissance du patrimoine de logements, du fonctionnement de notre système d'aides, de la dimension territoriale du problème de l'habitat incluant une meilleure compréhension des déplacements des personnes. D'ores et déjà un important réseau de recherche a été constitué sur le thème de la ségrégation dans l'habitat. Le Ministère de l'Équipement engagera une réflexion sur l'évolution des champs respectifs de recherche du Plan Urbain et du Plan Construction.

3. "Architecture et la Ville" est devenu un thème important dans les Ecoles d'Architecture : programme pluriannuel 1990-1993, réseaux thématiques de recherche sur les doctrines architecturales et urbanistiques, les formes architecturales et urbaines, le confort et les ambiances..., coopération scientifique avec d'autres laboratoires, ouverture sur l'Université par la création de DEA. Le Ministère de l'Équipement est chargé d'élaborer, pour le printemps 1992, un Plan "Ecoles d'Architecture 2000" qui définira les grands objectifs assignés à l'enseignement et à la recherche.

B. Une mobilisation accrue et une meilleure structuration de la collectivité scientifique :

Afin d'éclairer les thèmes mentionnés, le potentiel de la recherche doit être mieux mobilisé, notamment au sein des pôles régionaux ainsi que dans des réseaux thématiques nationaux.

Il faut tout d'abord remédier à une relative dispersion peu propice à une véritable capitalisation des travaux effectués.

1. Mobilisation des équipes de recherche sur des programmes pluriannuels

Conformément à l'esprit du séminaire gouvernemental sur la ville du 7 décembre 1990, il paraît souhaitable d'accroître le nombre d'équipes de recherche travaillant sur la ville, en particulier au CNRS, et de leur donner les moyens nécessaires pour travailler sur des programmes de recherche pluriannuels.

A cet effet, un rapport sur l'opportunité de la création d'un groupement d'intérêt public (GIP) qui prendrait appui sur des pôles régionaux sera remis au Ministre de la Recherche et de la Technologie, fin octobre.

De même sera étudiée dans ce rapport l'opportunité de la création d'un programme interdisciplinaire de recherche (PIR) au CNRS.

## 2. Structuration régionale

Un effort de structuration en cohérence avec l'effort en cours pour une meilleure répartition nationale de la recherche sera engagé autour de pôles régionaux, qu'on peut illustrer par les quatre pôles suivants :

a. à Marnes-la-Vallée, la Cité Descartes va accueillir un potentiel scientifique important.

Il concerne une dizaine d'établissements dont l'université nouvelle qui a retenu le thème de la ville comme l'un de ses axes prioritaires.

De même, la nouvelle école d'Architecture a pris comme axes : architecture-ville, ainsi que culture et histoire technique dans les domaines de l'architecture et de la ville.

Une mission de réflexion et de propositions menée par M. Veltz va être engagée sur l'avenir de la Cité Descartes, ainsi que sur la possibilité de créer une "Maison des Sciences de la Ville", autour d'une grande bibliothèque de la ville.

b. A Lille, le pôle regroupé de nombreux établissements de recherche, qui seront encouragés à travailler ensemble.

Une priorité est accordée au projet CESURE (Centre d'études spatiales, urbaines et régionales en économie) qui est en voie de réalisation, il associe la Région et l'Etat sur les études urbaines.

c. Lyon dispose d'un potentiel scientifique important dans deux domaines directement liés aux problèmes des villes, celui des sciences sociales et celui du génie urbain.

d. Une mention particulière doit être réservée à la ville de Montpellier où le Ministère de l'Education Nationale a décidé de créer, au sein du "pôle universitaire européen", un "Institut du développement urbain".

Pour veiller à une bonne coordination, des responsables seront nommés dans les pôles cités.

### C. Le transfert de connaissances en partenariat

Il est nécessaire d'intéresser davantage les collectivités locales et les entreprises à la recherche sur la ville. En effet, la demande des collectivités locales et des entreprises se limite le plus souvent aux domaines de l'expertise et du conseil pour l'action immédiate.

#### 1. Le transfert de connaissances : la valorisation

Les problématiques des chercheurs sont rarement directement liées aux préoccupations des hommes de terrain. Un travail de valorisation spécifique doit être effectué, par la mise en évidence des résultats ayant des incidences sur l'action.

C'est comme l'a souligné le relevé de décisions du séminaire gouvernemental sur la ville, l'une des missions majeures du Plan Urbain qui recevra une nouvelle impulsion.

Elle implique le développement des efforts engagés pour présenter et expliquer les résultats de la recherche à des milieux et responsables divers :

- par l'encouragement aux associations et partenariats régionaux ou locaux assurant le dialogue entre chercheurs, responsables et usagers,

- par des publications adaptées,

- par le rôle "médiateur" personnel des chargés de mission du Plan Urbain et de leurs correspondants locaux, connaissant les problèmes des politiques de la ville et les travaux de recherche.

## 2. La formulation de la demande de recherche : le partenariat amont

Un réseau de relais régionaux sera créé autour de personnalités scientifiques ou d'associations existantes pour orienter la demande des élus et des acteurs locaux vers les équipes de recherche compétentes.

Un tel dispositif structurant le territoire national sera complété à l'échelon central par le Plan Urbain qui contribuera à l'orientation des besoins de connaissance des responsables locaux soit vers les travaux déjà existants, soit vers les équipes de recherche les plus à même d'y répondre. Une fonction spécifique sera identifiée et affichée au Plan Urbain pour ce faire.

## 3. La formation

La formation constitue, à tous les niveaux, un moyen privilégié de diffusion rapide et d'application de l'apport de la recherche. Ceci concerne aussi bien les écoles formant des fonctionnaires et agents des services publics que l'ensemble des métiers et professions des villes.

Les pôles régionaux seront notamment l'occasion de conjindre dans ce sens les efforts des universités, des "Plans" et écoles relevant du Ministère de l'Équipement, du Ministère de la Recherche et de la Technologie et des collectivités territoriales.

Le dispositif des aides publiques à la formation par la recherche sera développé en direction des collectivités territoriales et des organismes d'ingénierie urbaine (entreprises, agences d'urbanisme, etc...).

L'éventail des aides publiques sera utilisé : des cette année des allocations de recherche sont fléchées sur des questions urbaines (aménagement, socio-économie de l'habitat, sécurité) ; les bourses de doctorat pour ingénieur (BDI), cofinancées par le CNRS et les régions, seront encouragées ; en outre, les collectivités territoriales, et en particulier les grandes villes, seront incitées à recourir à des travaux de recherche de jeunes doctorants. Enfin, les conventions CIFRE seront développées à destination des entreprises d'ingénierie urbaine.

Dans certains cas, on imagine de nouvelles modalités de collaborations prenant la forme de l'expertise. Un chercheur spécialiste d'un sujet doit pouvoir formuler en quelques pages les principaux résultats de son travail et réagir ainsi à une demande du terrain. Il sera demandé aux différents organismes de valoriser ce travail dans la carrière des chercheurs.

De même, des liaisons étroites seront organisées avec le comité d'évaluation de la politique de la ville afin de définir des thèmes de recherche proches des préoccupations du terrain et de nourrir les débats de l'évaluation par les résultats de la recherche.

#### 5. Des lieux d'échange

Un effort de réflexion collective et transversale sur le devenir de la civilisation urbaine est nécessaire. Ce rôle pourrait être celui d'une Ecole des Hautes Etudes Urbaines telle que l'a préconisé Roland CASTRO. Elle permettrait la confrontation de pensées d'horizon divers sur la ville et pourrait être le lieu tous les deux ans d'Assises sur la Ville, à dimension internationale.

### CONCLUSION

L'identification des intérêts des collectivités locales et des entreprises pour la recherche sur la ville, ainsi que des problématiques éclairant l'action de l'Etat passent par une réflexion prospective. Celle-ci sera menée dans le cadre des travaux préparatoires du XIème Plan.

#### 4. Développer l'expertise et l'évaluation





Avant-propos

L'évaluation des politiques est une notion qui s'est largement imposée, en quelques années, dans les discours et les réflexions des hommes politiques et des responsables administratifs français... notion qui commence à devenir une réalité dans leur pratique quotidienne.

S'appuyant sur l'avance de certains pays étrangers, en particulier anglo-saxons, et sur des expériences de plus en plus nombreuses, un corps spécifique de doctrines et de réflexions méthodologiques, commence à prendre forme dans notre pays.

Le Plan urbain a considéré, dès sa création en 1984, que la recherche évaluative était un élément décisif de la recherche urbaine : recherche, expérimentation, évaluation ont été conçues comme les trois pôles dynamiques et en interrelation de sa démarche.

Il est ainsi conduit à intervenir sur deux plans : aider les équipes de recherche à se former aux méthodes de l'évaluation en soutenant par des contrats les chercheurs qui souhaitent se constituer cette compétence, la préciser ou la formaliser; animer d'autre part, un séminaire sur les méthodes d'évaluation, séminaire destiné à constituer un milieu de chercheurs et de commanditaires ayant des références communes et parlant un même langage.

C'est dans ce contexte qu'il produit ce répertoire des chercheurs et organismes de recherche ou associations qui ont réalisé des évaluations de politiques publiques appliquées à la ville, ou qui sont susceptibles d'en réaliser.

Sans la compréhension et la collaboration active des chercheurs présents, ce répertoire n'existerait pas. Grâce aux remarques, critiques, suggestions et commentaires d'informations qu'il ne manquera pas de susciter, peut-être pourra-t-on envisager de proposer dans deux ou trois ans une seconde édition plus normative, cela prouverait que cet ouvrage aura joué son rôle dans l'avancement d'une réflexion qui se cherche encore.

Il convient donc de prendre ce document pour ce qu'il est, et seulement ce qu'il est : encore une fois, il ne définit ni ce que doit être l'évaluation, ni quels sont les évaluateurs patentés qui répondraient à une telle définition ; il propose simplement un panorama date de la recherche, à partir de ce concept discriminant d'évaluation, pris au sens le plus large et avec toutes les ambiguïtés qu'il implique aujourd'hui.

Ce répertoire n'est que cela, mais tel quel il constitue une mine d'informations et présente une première "sélection", toute provisoire, de "spécialistes" concernés. Avec ces limites, c'est donc un véritable outil de travail que nous proposons. Complète par une bibliographie sélective.

Les documents qui ont permis de constituer ce répertoire ont été communiqués par les chercheurs eux-mêmes, sollicités en fonction des travaux qu'ils avaient déjà réalisés pour le Plan urbain ou les différents organismes commanditaires de recherche dans les domaines concernés, sur la base d'un questionnaire volontairement très succinct et ouvert. Le Plan urbain s'est refusé à exercer un contrôle direct sur les informations communiquées, préférant à ce premier stade de collecte d'informations laisser les chercheurs se présenter eux-mêmes, sachant que les informations communiquées seraient lues, non seulement par d'éventuels commanditaires d'évaluations, mais aussi par leurs propres confrères.

On s'en est tenu à la règle de présenter, chaque fois que cela était possible, les chercheurs dans le cadre des laboratoires ou organismes de recherche auxquels ils appartiennent et qui ont déjà acquis une expérience confirmée en ce domaine. Les évaluateurs/chercheurs isolés ne sont bien évidemment pas exclus de ce document, ils font l'objet de fiches individuelles. Pour les chercheurs isolés et ceux qui apparaissent dans le cadre d'associations ou de sociétés de statut privé, on précise de façon quasi systématique leurs titres universitaires ou formation.

Faut-il souligner qu'un tel répertoire, destiné à rendre service à tous ceux qui peuvent être confrontés à des problèmes d'évaluation (responsables d'administrations centrales ou locales, commanditaires, élus...), se veut avant tout un outil pratique, répondant à une démarche pragmatique : il ne s'agit pas de définir la "bonne" méthode d'évaluation ou de désigner les "bons" évaluateurs sélectionnés. Il s'agit simplement de proposer le recensement, le moins incomplet possible, le plus précis possible, des chercheurs qui ont déjà accumulé une expérience en ce domaine, ou que leurs travaux antérieurs rendent aptes à réaliser des évaluations sur le terrain.

\* **Madame VICAIRÉ** estime que la rédaction de la note (page 5) consacrée à la médiathèque de l'IAURIF est quelque peu restrictive. Selon elle il n'existe pas d'opposition de principe à ce que la médiathèque devienne un lieu de centralisation de tous les travaux consacrés à l'île-de-France. Mais dans la mesure où elle traverse actuellement une phase transitoire, il est vrai que cette orientation serait prématurée. Il faudrait par ailleurs prévoir des moyens financiers en ce sens.

\* **Monsieur JAYET** ouvre la séance en invitant les participants à faire part de leurs observations sur le projet de rapport de Monsieur BRUN.

Présents : Mesdames Geneviève ANO (DR INSEE), Monique ARAV (DRE), Elisabeth DECOSTER (LTMU/CNRS), Catherine RHEIN (CNRS/STRATÉS), Aïme SAILHAC (OEP/INSEE), Stéphanette VICAIRÉ (IAURIF), Messieurs Raphaël BRUN (CES/CRIS), Guy BURGEL (Paris X), Jean-Gilles CAHN (CCIP), Hubert JAYET (DG INSEE), Jean PEYRONY (DRE).

Objet : Dernier examen et adoption du projet de rapport

LUNDI 11 JANVIER 1993

COMpte RENDU DE LA  
REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL  
"VALORISATION DE LA RECHERCHE ET  
DES ETUDES EN ILE-DE-FRANCE"

RB/MM  
13 janvier 1993



\* **Monsieur BURGEL** considère qu'il faut avoir le courage de ne s'engager que sur un nombre limité de thèmes de recherche comme celui des équilibres territoriaux ou de la densification de l'agglomération plutôt que de vouloir tout embrasser comme le projet de rapport le laisse entrevoir (page 14).

\* **Monsieur CAHN** fait remarquer que le grief des délais trop longs adressé aux chercheurs par Patrick BUTOR (page 9), recouvre en réalité un problème beaucoup plus large. Il relate sa propre expérience à la direction des études de la CCIP et des difficultés qu'il a rencontrées en traitant avec l'Université. Ce n'était une question ni de moyens humains et financiers, ni d'adaptation de l'équipe à la nature du sujet traité, et pourtant les projets n'aboutissaient pas. Désormais la CCIP traite avec des bureaux d'étude mais cela appauvrit le débat car ce sont toujours les mêmes qui répondent.

\* **Madame ARAV** confirme les propos de Monsieur CAHN.

\* **Monsieur BURGEL** apporte une explication à ce regrettable phénomène. Selon lui on bute sur deux écueils :

- le temps dont disposent les chercheurs tout d'abord : ceux-ci font des propositions en matière de problématique et de méthodologie mais ils n'ont pas la possibilité de procéder aux applications pratiques car l'argent ne crée pas du temps. La solution réside dans des formules telles que les bourses ou les allocations de recherche pour des étudiants de troisième cycle ou des doctorants.

- le rythme de la vie universitaire : celle-ci est scandée par des moments forts comme la rentrée, les examens, la préparation des cours, etc. Or, si la demande intervient pendant l'hiver, il sera possible d'y répondre avant la rentrée suivante. En revanche, si elle intervient au printemps un an et demi sera nécessaire pour mener à bien l'étude car les équipes disponibles seront déjà engagées sur le terrain.

\* **Monsieur JAYET** évoque quant à lui la difficulté qui consiste à mobiliser des ressources humaines dans le cadre universitaire. Il serait possible d'y pallier en créant un organisme en marge de l'Université qui permettrait de disposer d'un volant d'étudiants de troisième cycle de haut niveau.

Par ailleurs, contrairement aux bureaux d'étude, les équipes universitaires ressentent toujours le besoin de maintenir un minimum d'investissement méthodologique. C'est la raison pour laquelle les bureaux d'étude cherchent à maintenir le contact avec la recherche universitaire. Il y a donc un équilibre à trouver qui est loin d'être évident. Il faudrait peut-être monter un lieu où une demande précise pourrait être satisfaite.

\* **Monsieur CAHN** estime que les équipes universitaires sont souvent de faible dimension, qu'elles sont isolées, qu'il est difficile de les faire travailler ensemble et que parfois elles hésitent à s'engager dans la recherche finalisée car cela ne sert pas véritablement la carrière des chercheurs et des enseignants.

\* Madame RHEIN fait observer qu'à l'opposé certains laboratoires se sont tellement spécialisés dans les contrats qu'ils souffrent aujourd'hui d'un réel problème de reconnaissance universitaire.

Quant à la logique d'intermédiation d'un organisme qui répartirait le travail en différentes équipes, elle a montré ses limites depuis l'échec de l'ODL en Ile-de-France.

\* Monsieur BURGEL met en avant la contradiction qui existe entre un système d'universités publiques fonctionnant avec des diplômes nationaux et, à l'intérieur de celui-ci, des sous-systèmes de petites entreprises en concurrence animées par des fonctionnaires titulaires qui ont un "mode de vie" bien particulier.

\* Monsieur PEYRONY pense qu'il faudrait plus de mixage entre les universités et les bureaux d'étude.

\* Monsieur BRUN souève la question de l'apport de la recherche universitaire à la préparation des travaux de révision de l'apport de l'Agence Directeur.

\* Madame ARAV lui répond que les débats avaient été très ouverts au moment de l'élaboration du Livre Blanc.

\* Madame RHEIN regrette qu'il n'y ait pas eu de capitalisation sur les pleins et les creux de la connaissance (en matière de commerce ou de fiscalité par exemple).

\* Madame ARAV signale que la DRE avait tenté de faire un appel d'offre sur la question du foncier et qu'il n'y avait eu qu'une seule réponse.

\* Monsieur JAYET regrette quant à lui que la gestion des champs de recherche par les organismes qui ont en charge cette mission est plutôt décourageante et asséchante.

Il pose également la question de la rencontre de l'offre et de la demande : qu'est-ce qui se diffuse et qu'est-ce qui se valorise ? Il existe selon lui trois types de diffusion :

- celle en direction des pairs (à travers les revues). Le chercheur n'en est pas averse puisqu'il n'existe que s'il publie.

- celle en direction d'un large public de niveau culturel élevé qui vient renforcer sa reconnaissance.

- celle enfin en direction de personnes qui ont une culture suffisante et qui travaillent dans des métiers pour lequel ces travaux sont importants. Or cette diffusion spécifique ne fait pas partie du métier de chercheur. Il peut exister en effet des réponses à un problème concret donné qui nécessite un travail préalable de transformation et d'adaptation qui n'est pas pris en charge actuellement. Ce point mériterait d'être au coeur des propositions du groupe de travail.

\* Madame ARAY insiste quant à elle sur l'importance que revêtent des journées de présentation d'études.

\* Monsieur JAYET fait enfin quelques observations sur le quatrième chapitre du projet de rapport en insistant sur la nécessité de proner un programme de recherche bien cerné, et de prévoir des moyens spécifiques et professionnalisés qui aillent plus loin qu'une simple mise à disposition quelques heures par semaine.

\* Monsieur BURGEL ajoute qu'il faut distinguer la valorisation de la recherche et celle du chercheur. Ce dernier obtient la consécration auprès de ses pairs et des médias mais saut à être le bras droit d'un homme politique il ne gagne rien à s'aventurer sur le terrain des relations avec les administrations publiques ou les collectivités locales.

ANNEXE IV  
COMPTE-RENDU DU  
SEMINAIRE DU 14 FEVRIER 1992





COMPTÉ-RENDU DU SEMINAIRE :  
 "LES UNIVERSITAIRES ET LA VALORISATION  
 DE LA RECHERCHE SUR L'ILE-DE-FRANCE"

Vendredi 14 Février 1992

\* Monsieur BRUN ouvre la séance en indiquant qu'il avait souhaité organiser ce séminaire pour recueillir le point de vue de chercheurs et d'universitaires sur le principe d'une meilleure diffusion et valorisation de leurs travaux ainsi que sur la nature de leurs relations avec la sphère politique et administrative.

\* Madame COHEN (STRATES-PARIS I) fait un retour sur le fonctionnement de l'ODL (Observatoire des Dynamiques et des Localisations). A cette époque l'Ile-de-France n'était pas perçue comme une véritable région et les chercheurs travaillaient en parallèle. Cette expérience leur a permis de prendre du champ, de modifier leurs habitudes et bien entendu de décrocher des contrats. Il s'agissait toutefois d'une démarche spontanée et donc forcément un peu brouillonne.

\* Monsieur BURGEL (Paris X) explique que l'on était parti d'un des "produits" du GIP-RECLUS, sans doute le plus flou et même si ODL a été un échec, il en est sorti quelque chose. C'était une période où il existait un vide institutionnel et cette structure constituait un espace de référence où l'on avait des choses à dire, où l'on se rencontrait et on l'on mettait en forme des travaux. Mais il est nécessaire cependant d'émettre une réserve : en Ile-de-France, les besoins des collectivités territoriales ont été plus longues qu'ailleurs à se dessiner dans le cadre de la décentralisation.

Quoi qu'il en soit, beaucoup de conventions ont été signées grâce à l'ODL qui constituait un véritable signal de reconnaissance.

\* Monsieur JOLY (Ecole d'architecture) fait observer que les outils d'urbanisme sont médiocres et qu'il est nécessaire d'en savoir plus. A force, depuis longtemps déjà, de vouloir délocaliser, on ne sait plus très bien ce que veut dire l'urbanité. Il indique par ailleurs qu'il est de plus en plus intéressé par la cartographie. Il suggère enfin de passer d'une brillante confrontation à une réelle "synergie".

\* **Monsieur GUGLIELMO** (Paris VIII) regrette que l'ODL ait vu ses aïles coupées au moment où s'effectuait un passage. À travers les communications, les colloques, on était allé plus loin qu'une simple information. L'ODL a été dissoute à l'instant précis où l'on définissait des thèmes de recherche auxquels chaque équipe aurait apporté sa contribution.

\* **Madame BURGUIERE** (INRP) souligne qu'un observatoire a besoin de s'inscrire dans la durée ce qui n'a pas été malheureusement le cas. L'intérêt consistait justement à définir des actions communes conduisant à une production visible, "affichée". Selon elle, une telle initiative doit développer trois objectifs :

- une mise en réseau sur des thèmes de recherche,
- la réalisation de projets communs sur des objets précis,
- une organisation plus large de manifestations publiques à travers des colloques.

\* **Monsieur DEBATSSE** (LARA - Paris X) considère que les équipes de recherche doivent produire sur le long terme. Cela nécessite un investissement initial qui est lourd, alors qu'en même temps il faut publier et passer des contrats. Cela pose un problème de financement sérieux. De surcroît, on ne travaille pas forcément en commun dans les universités. Selon lui, la cartographie constitue un champ fondamental. Quant au financement, il nécessite de s'ouvrir sur l'extérieur (y compris aux grandes entreprises) mais à ce moment là on fait de la recherche très finalisée.

\* **Madame DECOSTER** (LTMU-IFU) pose le problème de la relation avec les collectivités locales, la diffusion des travaux de recherche dans leur direction devant s'accompagner d'une reformulation.

\* **Madame BOURDON** (LATEC-Dijon) regrette que parfois les collectivités locales demandent que l'on produise les résultats qu'elles désirent.

\* **Monsieur BURGEL** considère qu'il n'existe plus aujourd'hui de coupure entre les objectifs des chercheurs et ceux des collectivités locales. Les premiers se trouvent ainsi directement en concurrence avec les techniciens de l'aménagement ou les grandes écoles comme l'ESSEC ou HEC. On ne vend pas son âme en travaillant avec une collectivité locale mais il est indispensable que les clauses de diffusion soient clairement établies dans la convention (il ne faut pas oublier que les DESS, dans le cadre desquels s'effectuent certaines études pour les collectivités locales, sont des diplômes publics). Mais de temps en temps il faut savoir rompre et ne pas oublier que les décideurs ont besoin des savoirs des chercheurs et qu'ils sont hermétiques aux discours scientifiques banals.

\* **Monsieur GUGLIELMO** estime que l'on assiste parfois à un dialogue de sourds entre les "technocrates" et les chercheurs notamment lorsqu'au début du processus de décentralisation les premiers ont voulu savoir quelles étaient les idées des seconds.

\* **Madame COHEN** relate son expérience relative à la préparation du **Schema Directeur STRATES** avait été sollicité pour travailler sur un des secteurs stratégiques. Ses conclusions furent alors bien perçues mais à l'arrivée on n'avait plus l'impression de se trouver dans la même galaxie.

\* **Monsieur TONNELIER** (CREDES) insiste sur les problèmes de la santé, domaine dont on parle assez peu en France. Il faudrait fédérer les initiatives en ce domaine et faire se rencontrer des gens qui travaillent dans des domaines proches.

\* **Monsieur CARRE** (LAREA - PARIS X) regrette qu'on n'ait pas réfléchi sur la nature des activités économiques qu'il fallait développer en Ile-de-France. Il fait alors une série de constats :

- alors que le développement économique constitue un facteur puissant de transformation, de concentration, d'attractivité de la région, les différents documents élaborés dans le cadre du **Schema Directeur** sont peu explicites en la matière.

- par rapport à la volonté affirmée par l'Etat, de maintenir le développement dans des limites jugées raisonnables, chaque niveau, et en particulier le niveau communal, mène des actions en faveur du développement des entreprises.

- il n'existe guère, sauf en des termes très généraux, de définition concernant le contenu en activités économiques correspondant aux avantages et contraintes caractérisant cette région.

- on ne peut qu'être étonné face aux affirmations assez largement partagées concernant les "bonnes performances" de la Région et des entreprises. En effet, si les résultats obtenus (produit par habitant par exemple) paraissent incontestablement élevés, au regard des ressources engagées, la performance est plus modeste. De même, l'observation du taux de création (efficace) d'entreprises, est la aussi révélateur d'une situation plus nuancée.

- si la nécessité de maintenir sur le territoire francilien, des activités industrielles, pas uniquement de la "haute technologie", mais aussi des petites entreprises, des artisans, est partagée par tous, les conditions de leur fonctionnement peuvent s'avérer problématiques en particulier par le renchérissement d'un certain nombre de coûts dus, entre autre, aux pressions foncières d'une part, par la complexité des réseaux dans lesquels ils doivent s'insérer et qui contribue à les isoler d'autre part.

Toute une série de questions doivent alors être posées sur la politique industrielle régionale, les actions à mettre en oeuvre, les activités à soutenir, les zones à développer. Or, il existe peu d'économistes préoccupés par l'économie francilienne, peu de réflexions sur l'organisation de l'espace économique, sur la spécialisation, sur la surconcentration et ses coûts, sur les économies d'agglomération, etc. Il serait par conséquent nécessaire d'adopter une démarche associant les chercheurs et les bureaux d'étude et de mettre en place une structure permanente d'observation et de réflexion sur le tissu économique régional.

\* Monsieur BURGEL admet que l'ODL est parti sur des malentendus à la fois sur le plan institutionnel (structure plus ou moins rigide) et sur le plan thématique (on aurait pu réfléchir au bilan coût/avantage d'une métropole telle que l'Île-de-France ou bien à la question de ses disparités internes).

\* Madame COHEN insiste sur la notion de valorisation et le recensement de l'existant.

\* Monsieur DEBATISSE considère que la démarche de type "séminaire" est une bonne chose mais il faut éviter une formule analogue à celle de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Il est préférable d'adopter celle du séminaire organisé par Martine BERGER et Catherine RHEIN qui consistait en une série d'interventions ponctuelles permettant la confrontation et le débat d'idées. Par ailleurs, il est nécessaire de poser le problème de la publication des travaux de recherche. Si celle-ci intervient trop tardivement, il existe un risque réel d'obsolescence. Il faudrait que la valorisation de la recherche sous cette forme aille de soi.

\* Monsieur JOLY s'inquiète de la disponibilité des sources d'information. Selon lui, plus on a besoin de données de qualité, moins on les trouve et cela est grave.

\* Monsieur DEBATISSE insiste sur cet aspect des choses et considère qu'il s'agit d'un point crucial. L'accès des chercheurs aux données pose la question de leurs relations avec les producteurs d'informations.

\* Monsieur BURGEL souligne la difficulté de l'accès physique aux données.

\* Madame LAKOTA conclue sur trois points :

- la nécessité de rencontres entre chercheurs,
- le recensement des travaux qui ont été réalisés et l'évaluation de la demande sociale,
- l'élaboration d'un programme scientifique solide pour la région d'Île-de-France.

\*  
\*

---

**LISTE DES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE**

- \* Madame Françoise BOURDON - LATEC Dijon
- \* Madame Evelyne BURGIERE - INRP
- \* Madame Jeanine COHEN - STRATES - PARIS I
- \* Madame Elisabeth DECOSTER - LTMU - Institut Français d'Urbanisme
- \* Madame Anne-Marie LAKOTA - CNRS - IRESCO
- \* Madame Nicole TABARD - CNRS - INSEE
- \* Madame Muriel TABARIES - C3E - PARIS I
- \* Monsieur Raphaël BRUN - CES Ile-de-France
- \* Monsieur Guy BURGEL - Laboratoire de géographie urbaine - PARIS X
- \* Monsieur Denis CARRE - LAREA - PARIS X
- \* Monsieur Daniel DEBATISSE - LAREA - PARIS X
- \* Monsieur Raymond GUGLIELMO - PARIS VIII
- \* Monsieur Robert JOLY - Ecole d'architecture
- \* Monsieur Christian MILELLI - LAREA - PARIS X
- \* Monsieur François TONNELIER - CREDES



ANNEXE V  
PRESENTATION DU  
CREPIS





## CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CREPIF

### Président du Conseil d'Administration :

Pierre-Charles Kriegg, Président du Conseil Régional d'Ile-de-France, Maire du IV<sup>e</sup> arrondissement, Membre honoraire du Parlement.

### Vice-Présidents :

Jacques Chirac, ancien Premier Ministre, Maire de Paris.  
Michel Meslin, Président de l'Université Paris IV-Sorbonne.

### Autres membres du Conseil d'Administration :

Michel Abbercé, Conseiller régional, Conseiller municipal d'Évry.  
Jacques Bompart, ancien Président de l'Université Paris IV-Sorbonne, ancien Recteur.  
Pierre Chaunu, Membre de l'Institut, Professeur à l'Université Paris IV-Sorbonne.  
Jean Chevance, Directeur de Cabinet du Président du Conseil Régional d'Ile-de-France.  
Jacques Dominati, ancien Ministre, Député de Paris, Maire du III<sup>e</sup> arrt., Conseiller de Paris.

Alain Grillery-Bosviel, Directeur à l'Aménagement urbain de Paris.  
Jean-Jacques Guillet, Conseiller régional, 1<sup>er</sup> adjoint au Maire de Sèvres.  
Pierre Pommellet, Ingénieur en chef des Pons et Chaussées, Directeur Général de l'IAURIF.

Antoine Schnapper, Professeur à l'Université Paris IV-Sorbonne.  
Jean Théri, ancien Ministre, Député de Paris, Premier Maire-adjoint de Paris, Maire du V<sup>e</sup> arrt.

### Président du Conseil Scientifique :

Jacqueline Beaujeu-Garnier, Professeur émérite à l'Université Paris I-Sorbonne.

### Directeur :

Jean Bastié, Professeur émérite à l'Université Paris IV-Sorbonne.

### Secrétaire Général :

Michel Carmona, Professeur à l'Université Paris IV-Sorbonne.

## COLLABORATEURS DU CREPIF

Universitaires : Jacqueline Beaujeu-Garnier, Jean Bastié, Bernard Dézert, Michel Carmona, Jean Steinberg, Jacqueline Licutaud, Jean-Robert Pitté, Jean Robert, Georges Prévelakis, Guy Chemla, Maxime-Yves Danan.

Relations extérieures et Colloques : Brigitte Leynaud.

Publications et Documentation : Catherine Cléret.

Études et Recherches : Myriam Gautron (en collaboration avec le CNRS-GDR 874), Andreas Strada (Ville de Paris).

Secrétariat de direction : Lydia Rodriguez.

Traitement de textes : Clotilde Bordy.

## LES OBJECTIFS DU CREPIF

Le CREPIF est un centre de recherches de la Sorbonne créé par la Ville de Paris, le Conseil Régional d'Ile-de-France et l'Université de Paris-Sorbonne.

Son Conseil d'administration est tripartite et présidé à tour de rôle par le Maire de Paris, le Président de la Région et le Président de l'Université. Son Conseil scientifique comprend des représentants de toutes les Universités parisiennes et de toutes les disciplines dans le domaine des Sciences humaines et sociales ainsi que des représentants des principaux organismes de recherche parisiens dans les mêmes domaines. Il est présidé par le Professeur Jacqueline BEAUJEU-GARNIER de la Sorbonne.

En raison de préoccupations très anciennes et d'efforts menés de longue date, et en particulier avec la mise en place depuis plus de trente ans d'organismes qui ont su former des chercheurs de qualité et acquérir une grande expérience des études, l'agglomération parisienne est certainement l'une des mieux connues parmi les grandes agglomérations du monde. Elle bénéficie d'une représentation cartographique et de banques de données d'une très grande qualité, d'un stock d'informations, de recherches et de réflexions impressionnant, qui tous s'améliorent et se multiplient constamment. Cette avance ne doit pas cesser mais au contraire s'accroître. C'est ce à quoi le CREPIF veut apporter sa contribution.

Le CREPIF s'est donné pour objectif de jouer le rôle de centre de rencontre et de catalyseur entre tous les organismes et chercheurs qui effectuent des études et recherches de qualité sur la Région d'Ile-de-France : IAURIF, APUR, formations du CNRS et de l'Université, INSEE, CRISES, organismes et bureaux d'études divers. Il veut aussi, par le développement des rencontres et des contacts, que ces recherches tirent parti de l'expérience des praticiens : élus, techniciens, administrateurs, responsables politiques ou autres, bref, associer la pratique et la théorie.

Sur ces bases, le CREPIF s'est donné aussi pour but de développer et d'encourager une recherche universitaire de haut niveau sur Paris et l'Ile-de-France ainsi que des comparaisons avec les autres grandes régions métropolitaines du monde, de manière à faire progresser la connaissance des structures et des processus d'évolution et à apporter aux responsables politiques et administratifs des éléments d'information et de réflexion indispensables avant toute prise de décision.

## LES ACTIVITÉS DU CREPIF

**Les Tables rondes ou Colloques :** On en trouvera ci-après la liste complète. Il y en a eu 40 à ce jour.

*C'est l'une des activités principales du CREPIF. Ces manifestations attirent toujours plus de cent participants, souvent bien davantage, et regroupent les personnalités les plus qualifiées : élus, administratifs et techniciens, chercheurs et universitaires, souvent des étrangers.*

### Les publications :

*Le CREPIF publie des Cahiers trimestriels qui rendent compte de ses activités. Ils renferment l'intégralité des communications et débats des tables rondes ou colloques. Le CREPIF fait paraître aussi des études sur l'Ile-de-France (15 depuis 1981).*

*Les Cahiers sont vendus par la Documentation française (29-31, quai Voltaire, 75007 Paris), à partir du n° 18. Pour les numéros antérieurs, s'adresser au CREPIF.*

Tarif 1991 :

Abonnement : France 375 F - Étranger 410 F (par avion + 53 F)

*Ci-après le sommaire des 34 numéros des Cahiers du CREPIF parus à ce jour.*

*En outre, le CREPIF, associé à la Société de Géographie, a édité l'ouvrage de Mélanges jubilaires offerts au Professeur Jacqueline Beaujeu-Garnier intitulé : Région, Villes, Aménagement. Il s'agit d'un livre de format 17 x 26 et de 676 pages renfermant une cinquantaine de contributions originales de géographes français parmi les plus connus. Il peut être commandé à la Société de Géographie, 184, bd St-Germain, 75006 Paris - Tél. 45 48 54 62.*

### Les recherches :

*Les chercheurs du CREPIF, associés à ceux du GDR 874 (CNRS) effectuent des recherches sur Paris et la Région d'Ile-de-France à la demande de nombreux services et administrations dans de nombreux domaines et souvent en collaboration avec le Conseil Régional d'Ile-de-France,*

*La Mairie ou le Département de Paris, l'IAURIF, l'APUR, l'INSEE, le CRIES, la RATP, le Port autonome de Paris, les Aéroports de Paris, l'Agence des Espaces verts, l'Agence foncière et technique, etc.*

*Notamment sur les fonctions et les activités de Paris et de l'Ile-de-France, l'évolution de leur parc immobilier, les grandes réalisations d'urbanisme, la démographie, les migrations, les étrangers, la circulation, les équipements, le marché du travail, etc.*

### La formation :

*Le CREPIF sert, pour l'initiation à la recherche, de support à l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement de la Sorbonne qui, au niveau des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles, accueille des étudiants français et étrangers. Ceux-ci appartiennent chaque année à plus de trente nationalités, depuis la Grande-Bretagne ou le Canada jusqu'à la Chine populaire et au Japon.*

### Le Centre d'information et de documentation :

*Il accueille les étudiants et les chercheurs travaillant sur Paris et l'Ile-de-France. Ce centre est en liaison avec le réseau URBANET dont il est un centre serviteur. Il a fourni à cette banque de données plus de 1 000 références de travaux universitaires sur Paris et l'Ile-de-France.*

### Les relations internationales :

*Elles font connaître à l'étranger les recherches en Sciences humaines et sociales sur Paris et l'Ile-de-France. Elles permettent également d'accueillir et d'aider les chercheurs étrangers intéressés par les problèmes parisiens.*

*Le CREPIF adhère à l'association Metropolis et a participé à de nombreuses rencontres internationales, ne serait-ce que depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1988 à Alicante, Amsterdam, Athènes, Barcelone, Buenos Aires, Casablanca, Edimbourg, Lima, Lisbonne, Londres, Los Angeles, Madrid, Melbourne, Montréal, Osaïka, Pékin, Rome, Séville, Sheffield, Sydney, Washington.*

## LES MEMBRES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DU CREPIF

### Président :

Jacqueline Beaujeu-Garnier, Professeur émérite à la Sorbonne, Président de la Société de Géographie.

### Membres :

M. Jean-Pierre Babelon, Conservateur en Chef du château de Versailles - M. le Professeur Alexandre Baetche, Université de Paris I - M. le Professeur Michel Jean Bertrand, Université de Paris VIII - M. le Professeur Pierre Brunel, Université de Paris IV - M. le Professeur Claude Chaline, Université de Paris XII - M. le Professeur Pierre Channu, Membre de l'Institut - M. le Professeur Paul Claval, Directeur de l'UFR de Géographie-Paris IV - M. le Professeur Yves-Maxime Danan, Université de Paris IV - M. le Professeur Bernard Dézert, Université de Paris IV - M. le Recteur François Doumenge, Président de la Commission internationale d'écologie de l'ONU - M. le Professeur Jean Favier, Membre de l'Institut, Directeur général des Archives de France - M. le Professeur Michel Fleury, École pratique des Hautes Études, Vice-Président de la Commission du Vieux Paris - M. le Professeur Jean Jaquart, Professeur émérite à l'Université de Paris I - M. le Professeur Jacques Lautman, Université de Paris V - M. Jean-Pierre Lecoin, Directeur technique à l'IAURIF - M. le Professeur Philippe Ménard, Université de Paris IV - M. le Professeur Michel Meslin, Président de l'Université de Paris-Sorbonne - M. le Professeur Alain Metton, Université de Paris XII - M. Philippe Monillet, Conseiller technique aux affaires réservées du Président du Conseil Régional d'Ile-de-France - M. le Professeur Jean-Robert Pite, Université de Paris IV, Directeur de l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement de la Sorbonne - M. Pierre Pommellet, Directeur général de l'IAURIF - M. le Professeur Pierre Poussou, Université de Paris IV, ancien Recteur - M. le Professeur Daniel Rabreau, Université de Bordeaux III - M. le Professeur Jean Robert, Maître de Conférences à l'Université de Paris IV - Mme le Ministre Alice Saunier-Seïte, Professeur au CNAM - M. Nathan Starkman, Directeur de l'APUR - M. le Professeur Jean Tulard, Université de Paris IV-Sorbonne et en outre le Directeur du CREPIF, le Secrétaire général et Brigitte Leynaud, chargée des relations publiques.

## LISTE DES TABLES RONDES OU COLLOQUES ORGANISÉS PAR LE CREPIF

- 1) 9 mars 1982 : « La ville et les personnes âgées », sous la présidence du Professeur Jacqueline BEAUJEU-GARNIER, Président du Conseil scientifique du CREPIF.  
(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).
- 2) 13 mai 1982 : « Quelles sont les complémentarités Paris-Ile-de-France ? », sous la présidence de Michel GIRAUD, Président du Conseil régional d'Ile-de-France.  
(Centre de Morigny-Paris-Sorbonne).
- 3) 14 mai 1982 : « Paris doit-il et peut-il encore évoluer ? Comment maîtriser cette évolution ? », sous la présidence de Jacques CHIRAC, Maire de Paris.  
(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).
- 4) 28 juin 1982 : « La ville et l'enfant », sous la présidence du Recteur Jacques BOMPAIRE, Président de l'Université Paris IV-Sorbonne.  
(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).
- 5) 11 octobre 1982 : « L'art urbain à travers l'histoire de l'architecture parisienne », sous la présidence de Jean TIBBRI, Ancien Ministre, Maire-Adjoint et Député du Ve arrondissement.  
(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).
- 6) 10 janvier 1983 : « La vie des quartiers », sous la présidence du Professeur Jacqueline BEAUJEU-GARNIER.  
(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).
- 7) 10 mai 1983 : « Circulation et sécurité dans l'espace urbain », sous la présidence du Professeur Jean BASTIÉ.  
(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).
- 8) 1<sup>er</sup> juin 1983 : « L'informatique et la ville », sous la présidence du Professeur Jacqueline BEAUJEU-GARNIER.  
(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).
- 9) 29 et 30 juin 1983 : « Peut-on maîtriser le développement péri-urbain ? »  
Première journée : sous la présidence de Michel GIRAUD, Président du Conseil régional d'Ile-de-France.  
(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).  
Deuxième journée : sous la présidence du Professeur Jean BASTIÉ.  
(Centre de Morigny Paris-Sorbonne).

- 10) 26 janvier 1984 : « Transports internationaux et grandes métropoles », sous la présidence de Jean-Pierre FOURCADE, Ancien Ministre, Vice-Président du Conseil régional d'Ile-de-France chargé des Transports. *(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).*
- 11) 16 mai 1984 : « La communication électronique », sous la présidence de Michel GIRAUD, Président du Conseil régional d'Ile-de-France. *(Salle du Conseil régional d'Ile-de-France).*
- 12) 19 juin 1984 : « Les villes nouvelles en 1984 », sous la présidence de Michel GIRAUD, Président du Conseil régional d'Ile-de-France. *(Salle du Conseil régional d'Ile-de-France).*
- 13) 21-26 août 1984 : « XXV<sup>e</sup> Congrès international de Géographie - Symposium 26 sur « Les grandes métropoles mondiales », sous la présidence du Professeur Jacqueline BEAUJEU-GARNIER, *(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).*
- 14) 22 novembre 1984 : « L'archéologie industrielle : étude et mise en valeur du patrimoine industriel », sous la présidence du Professeur Jacqueline BEAUJEU-GARNIER et du Professeur Jacques PINARD. *(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).*
- 15) 26 février 1985 : « Les circonscriptions administratives dans Paris et l'Ile-de-France », sous la présidence du Professeur Jacqueline BEAUJEU-GARNIER et du Professeur Pierre VILLARD, Président de l'Association pour l'Étude de l'Histoire du Droit et des Institutions de la Ville de Paris et de la Région d'Ile-de-France. *(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).*
- 16) 19 avril 1985 : « Les implantations des firmes étrangères à Paris et en Ile-de-France et les fonctions de la Région dans le tissu économique français », sous la présidence de Madame Hélène MISSOFFE, Vice-Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, et de Monsieur Jean-Pierre FOURCADE, ancien Ministre, Vice-Président du Conseil régional. *(Salle du Conseil régional d'Ile-de-France).*
- 17) 20 juin 1985 : « La maison parisienne au Siècle des Lumières », sous la présidence de Jean-Pierre BABELON, Conservateur en chef aux Archives nationales, et des Professeurs Pierre CHAUNU, membre de l'Institut, et Michel FLEURY, Vice-président de la Commission du Vieux Paris. *(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).*
- 18) 17 octobre 1985 : « Quel avenir pour la proche banlieue parisienne ? », sous la présidence de Michel GIRAUD, Président du Conseil régional d'Ile-de-France, et de Pierre POMMELLETT, Directeur général de l'IAURIF. *(Salle du Conseil régional d'Ile-de-France).*
- 19) 16 décembre 1985 : « Reconquête et réaménagement des berges en aire métropolitaine », sous la présidence de Jacques TRORIAL, ancien Ministre, Président du Port autonome de Paris, et d'Édouard BONNEFOUS, ancien Ministre, Sénateur, Président de l'Agence des Espaces verts, membre de l'Institut, organisée en collaboration avec l'Agence des Espaces verts, l'APUR, l'IAURIF, et le Port autonome de Paris. *(Salle du Conseil régional d'Ile-de-France).*
- 20) 13 mai 1986 : « A. T. BRONGNIART - Architecture et Urbanisme (1770-1815) », sous la présidence des Professeurs Jean BASTIÉ et Jean TULLIARD, de la Sorbonne, sous la direction scientifique du Professeur Daniel RABREAU, de l'Université de Bordeaux III, organisée en collaboration avec le Centre de Recherches sur l'Histoire et l'Architecture Moderne (CRHAM), le Musée Carnavalet, le Groupe Histoire et Architecture, Mentalités Urbaines (GHAMU), le Centre d'études et de Recherches sur le Classicisme dans l'Art Moderne (CERCAM). *(Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne).*
- 21) 28 mai 1986 : « Maîtrise de l'énergie dans la ville, rôles respectifs de l'État et des Collectivités locales », sous la présidence de Messieurs Christian CAMBON et Michel ELBEL, Vice-Présidents du Conseil régional d'Ile-de-France, sous la direction scientifique du Professeur Bernard DÉZERT, organisée en collaboration avec la Direction du Développement économique et Social de la Région d'Ile-de-France (DDES) et l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile-de-France (IAURIF). *(Salle du Conseil régional d'Ile-de-France).*
- 22) 10 et 11 juin 1986 : « Quel avenir pour les grands ensembles ? », sous la présidence de Raymond LAMONTAGNE, Maire de Sarcelles, et du Professeur Jacqueline BEAUJEU-GARNIER. *(Forum des Cholettes - Sarcelles).*

- 23) 4 novembre 1986 : « Compréhension et maîtrise de l'évolution des paysages urbains », sous la présidence de Jacqueline NEBOUÏ, adjoint au Maire de Paris, et du Professeur Jean BASTIÉ, sous la direction scientifique de Jean-Pierre LECOIN, Directeur de la Division Aménagement de l'Espace de l'IAURIF, organisée en collaboration avec l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile-de-France (IAURIF). (*Auditorium de la Bibliothèque nationale*).
- 24) 25 novembre 1986 : « Jacques Ignace HITTORFF : identité et styles de l'architecture entre 1820 et 1890 », sous la présidence de Bernard de MONTGOLFIER, Conservateur en chef du Musée Carnavalet, et de Michel CALDAGUES, Sénateur-Maire du 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris, sous la direction scientifique du Professeur Daniel RABREAU, organisée avec la collaboration du Centre de Recherches sur l'histoire et l'Architecture Moderne (CRHAM). (*Maison de l'Europe - Paris*).
- 25) 11 décembre 1986 : « La décision d'urbanisme en Ile-de-France », sous la présidence de Messieurs Jean de SOTO, Professeur émérite à la Sorbonne, et André HOLLEBAUX, Conseiller d'État, sous la direction scientifique du Professeur Yves-Maxime DANAN, Président de l'Association française de Droit de l'Urbanisme. (*Salle des Actes de l'Université Paris-Sorbonne*).
- 26) 5 février 1987 : « Reconquête des espaces industriels », sous la présidence d'André SANTINI, Maire d'Issy-les-Moulineaux, Secrétaire d'État aux Rapatriés, et de Gabriel CLOCHON, Maire adjoint délégué à l'Urbanisme, sous la direction scientifique du professeur Bernard DÉZERT, de la Sorbonne. (*Auditorium du Centre culturel d'Issy-les-Moulineaux*).
- 27) 9 avril 1987 : « Villes historiques, entreprises de pointe et images de marque », sous la présidence de Michel PÉRICARD, Député-Maire de Saint-Germain-en-Laye, Vice-Président du Conseil régional d'Ile-de-France, et du Professeur Karlheinz HOTES, de l'Université de Bochum, sous la direction scientifique du Professeur Bernard DÉZERT, de la Sorbonne. (*Auditorium de l'Hôtel de Ville de Saint-Germain-en-Laye*).
- 28) 18 juin 1987 : « Climat, pollution, santé à Paris et en Ile-de-France », sous la présidence de Michel PERICARD, Député-Maire de Saint-Germain-en-Laye, Vice-Président du Conseil régional d'Ile-de-France, sous la direction scientifique du Professeur Gisèle ESCOURROU, de la Sorbonne, organisée en collaboration avec le Centre Interprofessionnel Technique d'Études de la Pollution Atmosphérique (CITEPA), le Réseau Automatique de Surveillance de la Pollution de l'Air (AIR-PARIF), le Laboratoire d'Hygiène de la Ville de Paris (LHVP), le Laboratoire Central de la Préfecture de Police (LCP), le (*Auditorium de la Bibliothèque nationale*).
- 29-30) 14 et 21 janvier 1988 : « Le sous-sol parisien et de l'Ile-de-France », sous les présidences de : Pierre DUFFAUT, Vice-Président de l'AFTES, Michel ELBEL, Vice-Président du Conseil Régional, Maurice DOUBLET, ancien Préfet de la Seine, Président Directeur général de la SAEMES, Pierre REVERDY, Président de la RATP, Martin UTUDJIAN, cofondateur du GECUS, avec la collaboration du GECUS, de l'AFTES, de la SAEMES, de la RATP et de l'IAURIF. (*Auditorium de la Bibliothèque nationale*).
- 31) 2 février 1988 : « Amélioration du cadre de vie : l'exemple de Villeneuve Saint-Georges », sous la présidence de Monsieur le Maire Marius FAISSE, en collaboration avec la municipalité de Villeneuve-St-Georges. (*Théâtre municipal de Villeneuve Saint-Georges*).
- 32) 25 octobre 1988 : « Quelles perspectives pour La Défense et l'ouest parisien ? », sous la présidence de : Charles PASQUA, Président du Conseil général, et de Charles CECALDI-RAVINAUD, Président de l'EPAD, avec la collaboration du Conseil général des Hauts-de-Seine, de l'EPAD, de l'IAURIF, de la SEMN Tête-Défense. (*Hôtel du Département des Hauts-de-Seine*).
- 33) 24 novembre 1988 : « Paris-Londres, l'aménagement à l'heure de la compétition », sous la présidence de : Michel ELBEL, Vice-Président du Conseil régional, Bernard ROCHER, Maire-adjoint de Paris, avec la collaboration du Conseil régional et de l'IAURIF, sous la direction scientifique de Jean ROBERT, Maire de Confections à l'Université Paris-Sorbonne. (*Salle du Conseil régional d'Ile-de-France*).

- 34) 31 mai 1989 : « Les Aéroville : Nouveau concept d'intercommu-  
 nication et de localisation d'entreprises »,  
 sous les présidences de :  
 Pierre-Charles KRIEG, Président du Conseil régional d'Ile-de-  
 France,  
 Bernard LATHÈRE, Président d'Aéroports de Paris,  
 avec la collaboration du Conseil régional d'Ile-de-France, des  
 Aéroports de Paris, et de l'IAURIF.  
*(Hôtel Méridien-Étoile).*
- 35) 28 septembre 1989 : « L'Eurotechnopole de l'Ile-de-France  
 Sud »,  
 sous les présidences de :  
 Robert BRAME, Vice-Président du Conseil régional d'Ile-de-  
 France, chargé des transports,  
 Pierre-Charles KRIEG, Président du Conseil régional d'Ile-de-  
 France,  
 et Jean-Pierre FOURCADE, Premier Vice-Président du Conseil  
 régional d'Ile-de-France,  
 avec la collaboration du Conseil régional d'Ile-de-France, de  
 la ville de Massy, de la Société d'Économie Mixte de Massy  
 et de l'IAURIF.  
*(Salle des Fêtes de Massy).*
- 36) 5 octobre 1989 : « Les centres commerciaux en Ile-de-France »,  
 sous les présidences de :  
 Jacqueline BEAUJEU-GARNIER, Professeur émérite à la  
 Sorbonne,  
 et Jean BASTIÉ, Professeur émérite à la Sorbonne,  
 sous la direction scientifique du Professeur Alain METTON,  
 avec la collaboration du Conseil régional d'Ile-de-France, de  
 l'IAURIF, du CERAC-CNRS et du CECOD.  
*(Salle du Conseil régional d'Ile-de-France).*
- 37) 11 mai 1990 : « Europe 93 : Quels bureaux pour l'Ile-de-  
 France ? L'immobilier tertiaire : Pour qui ? Combien ? Où ? »,  
 sous les présidences de :  
 François FERRUS, Conseiller régional d'Ile-de-France, Vice-  
 Président de la Commission du développement économique  
 et de l'emploi, Administrateur de la Mission d'accueil des entre-  
 prises en Région Ile-de-France,  
 et Louis-Charles BARY, Vice-Président du Conseil général des  
 Hauts-de-Seine,  
 avec la collaboration du Conseil régional d'Ile-de-France, de  
 la SARI, de l'IAURIF et avec le concours du *Quotidien du  
 Maire*.  
*(Amphithéâtre Diderot du CNIT).*
- 38) 13 juin 1990 : « Pouvoirs publics et localisation des entrepri-  
 ses dans les grandes métropoles »,  
 sous les présidences de :  
 François FERRUS, Conseiller régional d'Ile-de-France,  
 et Raoul COLLET, Président du GIM,  
 avec la collaboration du Conseil régional d'Ile-de-France, du  
 GIM et de l'IAURIF.  
*(Hôtel Méridien-Étoile de la Porte Maillot).*
- 39) 6 novembre 1990 : « Paris et ses religions au XX<sup>e</sup> siècle »,  
 en collaboration avec l'Université de Paris-Sorbonne, le Cen-  
 tre d'histoire comparée des Religions, le Centre d'histoire reli-  
 gieuse contemporaine et le Conseil régional d'Ile-de-France,  
 sous la direction scientifique du Président Michel MESLIN et  
 du Professeur Jean-Marie MAYEUR,  
*(Salle Louis-Liard à la Sorbonne),*  
 avec une exposition à la *Mairie du IV<sup>e</sup>* et son catalogue.  
 Les actes du colloque seront publiés par les Presses de l'Uni-  
 versité de Paris-Sorbonne.
- 40) 3 décembre 1990 : « L'opposition Paris-Provence : un faux  
 débat à l'heure de l'Europe ? »,  
 sous les présidences de :  
 Pierre-Charles KRIEG, Président du Conseil régional d'Ile-de-  
 France,  
 et Michel ELBEL, Vice-Président du Conseil régional d'Ile-de-  
 France,  
 avec la collaboration du Conseil régional d'Ile-de-France, de  
 l'IAURIF et du CNERP.  
*(Salle du Conseil régional d'Ile-de-France).*

## CAHIERS DU CREPIF

- N° 1 - avril 1983 - 232 pages - 40 F.  
 « Quelles sont les complémentarités entre Paris et l'Ile-de-France ? »  
 « Paris doit-il et peut-il encore évoluer ? Comment maîtriser cette évolution ? »  
 « La ville et les personnes âgées »  
 « La ville et l'enfant »  
 « L'art urbain à travers l'histoire de l'architecture parisienne »
- N° 2 - septembre 1983 - 232 pages - 40 F.  
 « La vie des quartiers »  
 « Circulation et sécurité dans l'espace urbain »  
 « L'informatique et la ville »
- N° 3 - novembre 1983 - 176 pages - 40 F.  
 « Peut-on maîtriser le développement péri-urbain ? »
- N° 4 - avril 1984 - 200 pages - 40 F.  
 « Géographie historique des villes d'Europe occidentale »
- N° 5 - avril 1984 - 96 pages - 40 F.  
 « Transports internationaux et grandes métropoles »
- N° 6 - août 1984 - 208 pages - 50 F.  
 « Paris et l'Ile-de-France à travers le temps : hier... demain »  
 (Catalogue de l'exposition du même intitulé qui s'est déroulée à Paris en août, octobre et novembre 1984 : cartes, plans, cadastres, photos aériennes, images de satellites, maquettes.)
- N° 7 - septembre 1984 - 208 pages - 40 F.  
 « Trente ans de décentralisation industrielle en France (1954-1984) »
- N° 8 - novembre 1984 - 208 pages - 40 F.  
 « La communication électronique »  
 « Les villes nouvelles en 1984 »
- N° 9 - décembre 1984 - 304 pages - 60 F.  
 « XXV<sup>e</sup> Congrès international de Géographie - Paris (août 1984) »  
 Symposium : « Les grandes métropoles mondiales »
- N° 10 - mars 1985 - 232 pages - 50 F.  
 « L'archéologie industrielle »  
 « Les circonscriptions administratives dans Paris et l'Ile-de-France »
- N° 11 - juin 1985 - 144 pages - 60 F.  
 « Les implantations de firmes étrangères à Paris et en Ile-de-France »
- N° 12 - septembre 1985 - 104 pages - 50 F.  
 « La maison parisienne au siècle des lumières »
- N° 13 - décembre 1985 - 136 pages - 50 F.  
 « Quel avenir pour la proche banlieue parisienne ? »
- N° 14 - mars 1986 - 112 pages - 50 F.  
 « Reconquête et réaménagement des berges en aire métropolitaine »
- N° 15 - juin 1986 - 256 pages - 60 F.  
 « Géographie historique des villes d'Europe occidentale »  
 (Tome II)
- N° 16 - septembre 1986 - 112 pages - 50 F.  
 « Maîtrise de l'énergie dans la ville »
- N° 17 - décembre 1986 - 136 pages - 60 F.  
 « Quel avenir pour les grands ensembles ? »
- N° 18 - mars 1987 - 296 pages - 120 F.  
 « Architecture et art urbain :  
 Hitteff (1792-1867) - Brongniart (1739-1813) »
- N° 19 - juin 1987 - 192 pages - 80 F.  
 « La maîtrise de l'évolution des paysages urbains »  
 « La décision d'urbanisme à Paris »
- N° 20 - septembre 1987 - 136 pages - 70 F.  
 « La reconquête des espaces industriels »
- N° 21 - décembre 1987 - 96 pages - 60 F.  
 « Villes historiques, entreprises de pointe et images de marque »
- N° 22 - mars 1988 - 184 pages - 100 F.  
 « Climat, pollution, santé à Paris et en Ile-de-France »  
 « Amélioration du cadre de vie : l'exemple de Villeneuve-Saint-Georges »

- N° 23 - juin 1988 - 200 pages - 100 F.  
« Le sous-sol de Paris et de l'Île-de-France »
- N° 24 - septembre 1988 - 126 pages - 80 F.  
« Nouvelles formes d'industrialisation et dynamique urbaine »  
« L'Île-de-France sud : interconnexion TGV-RER et technopole ? »
- N° 25 - décembre 1988 - 128 pages - 80 F.  
« Quelles perspectives pour La Défense et l'Ouest parisien ? »
- N° 26 - mars 1989 - 160 pages - 80 F.  
« Paris-Londres, l'aménagement à l'heure de la compétition »
- N° 27 - juin 1989 - 160 pages - 80 F.  
« Les aéroports : nouveau concept d'intercommunication et de localisation d'entreprises »
- N° 28 - octobre 1989 - 216 pages - 100 F.  
« L'eurotechnopole de l'Île-de-France Sud »  
« L'industrie électronique en Île-de-France »
- N° 29 - décembre 1989 - 128 pages - 80 F.  
« Les centres commerciaux en Île-de-France »
- N° 30 - avril 1990 - 160 pages - 90 F.  
« Paris et l'Île-de-France, terres de rencontres, congrès, salons, tourisme d'affaires »
- N° 31 - juin 1990 - 144 pages - 100 F.  
« Quelles perspectives et quels aménagements pour le Val-d'Oise ? »
- N° 32 - octobre 1990 - 136 pages - 90 F.  
« Europe 93 : quels bureaux pour l'Île-de-France ? L'immobilier tertiaire : pour qui ? combien ? où ? »
- N° 33 - décembre 1990 - 136 pages - 90 F.  
« Pouvoirs publics et localisation des entreprises dans les grandes métropoles »
- N° 34 - mars 1991 - 196 pages - 100 F.  
« L'opposition Paris-Provence : un faux débat à l'heure de l'Europe ? »

## LE COUVENT DES BERNARDINS

Au Moyen-Âge, Paris comptait plusieurs collèges réguliers qui enseignaient des disciplines proprement ecclésiastiques et qui appartenaient à de puissants ordres religieux.

L'ordre de Cîteaux était une congrégation issue en 1098 de l'ordre de Saint-Benoît. Le nombre de ses religieux devint bientôt tel que l'abbaye de Cîteaux dut créer quatre abbayes filiales, dont celle de Clairvaux. Celle-ci eut pour premier abbé saint Bernard, moine de Cîteaux, d'où le nom de « Bernardins » donné aux religieux de Clairvaux. Étienne de Lexington en 1244 fonda ce collège afin de développer l'instruction des religieux de son abbaye qui se trouvaient fort dévalorisés par rapport aux autres ordres ecclésiastiques tels que les Dominicains ou les Cordeliers.

Ce collège fonctionna pendant près d'un siècle, mais en 1320, il fut vendu au Chapitre Général de l'ordre de Cîteaux. Les religieux étaient si nombreux que les bâtiments durent être reconstruits en 1338. Ce nouveau collège s'étendait de la rue des Bernardins, où se trouvait l'entrée principale, à la rue Saint-Victor, à proximité de la Seine et du couvent des Miramiones (ordre religieux féminin). Étienne de Lexington avait fait bâtir une chapelle pour le collège qui devait être transformée en une église par décision du pape Benoît XII (Jacques Fournier). Ce dernier avait été, en effet, religieux de Saint-Bernard, avant d'y pratiquer l'enseignement de la théologie. Mais le plan de cette église était si grandiose qu'elle ne fut jamais terminée. Toutefois, la partie achevée était plus importante, à elle seule, que l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, toute proche du couvent.

Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, le couvent connut de grosses difficultés ; les religieux durent céder une partie de leurs biens. En 1774, la ville de Paris acheta une fraction du jardin pour y créer une halle aux vins.

En 1789, tous les élèves furent renvoyés. La ville de Paris tenta de transférer dans le couvent un orphelinat, l'hôpital du Saint-Esprit. Ce fut un échec, on y plaça alors des galériens. En 1797, l'église du couvent fut mise en vente, puis transformée en un dépôt de farine, et enfin démolie. En 1804, la ville de Paris acquit définitivement le couvent et s'en servit comme dépôt des archives de la Préfecture de la Seine.



Ce fut en 1845 que le couvent des Bernardins fut transformé en caserne de pompiers, sous la direction de l'architecte J. I. Hittorff. Du collège Saint-Bernard, subsistent dans un bâtiment long de soixante et onze mètres :

— son impressionnant cellier, en sous-sol, que les Bernardins comblerent eux-mêmes jusqu'à la hauteur des chapiteaux car les inondations de la Bièvre et de la Seine en rendaient l'utilisation très difficile ;

— au rez-de-chaussée, un bâtiment divisé comme le cellier, en trois nefs voûtées d'ogives de vingt travées chacune et treize deux piliers. De même que pour le cellier, nul décor sculpté ne charge les chapiteaux, donnant ainsi le plus bel exemple médiéval d'architecture gothique. Ce rez-de-chaussée abritait à l'époque : des salles de classe, un réfectoire, une cuisine que les pompiers utilisent encore de nos jours, un parloir, les salles du grand et petit chapitre, un vestibule et enfin la sacristie.

C'est dans cet héritage médiéval que le Centre de Recherches et d'Études sur Paris et l'Île-de-France a la chance et le privilège d'occuper une partie du premier étage réhabilité en bureaux depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1985.

**Sources :**

*ABBAYES, MONASTÈRES ET COUVENTS DE PARIS, DES ORIGINES A LA FIN DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE, par Paul et Marie-Louise Bieus - Editions d'histoire et d'Art - Nouvelles Editions Latines, Paris 1970 (ouvrage consulté à la Bibliothèque Historique de la ville de Paris, 24, rue Pavée, 75004 Paris).*

*CONNAISSANCE DE PARIS : POISSY, SÉVIGNÉ - Fascicule consulté à la Bibliothèque du Centre de Recherches et d'Études sur Paris et l'Île-de-France, 24, rue de Poissy, 75005 Paris.*

**En couverture :**

*Reproduction photographique de l'ancien collège des Bernardins obtenue avec la collaboration du Service photographique de la Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, 4, rue de Turéne, 75004 Paris.*

## COLLOQUES DU CREPIE PRÉVUS EN 1991 EN COLLABORATION AVEC LE CONSEIL RÉGIONAL ET L'IAURIF

27 mars : avec en outre le CATRAL,

« Répondre au vieillissement en Ile-de-France »,  
au Conseil Régional.

28 mai : avec en outre le Conseil général de Seine-et-Marne,  
« Quelles perspectives et quels aménagements pour la Seine-et-Marne ? »,  
à Melun - Hôtel du Département.

26 juin : avec en outre la Chambre des métiers Interdépartementale des Yvelines, de l'Essonne et du Val-d'Oise,  
« L'artisanat en Ile-de-France »,  
à Versailles - Palais des Congrès.

Début octobre (2, 3 ou 9) : « L'Enseignement supérieur en Ile-de-France : ses perspectives »,  
au Conseil régional.

13 novembre : avec en outre L'Institut de Recherches sur la Civilisation de l'Occident moderne,  
« Les quartiers de Paris (recherches nouvelles sur leur histoire de la fin du Moyen Age au début du XX<sup>e</sup> siècle) »,  
à l'Hôtel de Ville de Paris ou à la Sorbonne.



P.R. "VILLES"  
PRESENTATION DU

ANNEXE VI :



## LA FONDATION DU PIR VILLES

PLUSIEURS ORGANISMES ONT PRIS L'INITIATIVE DE CRÉER EN 1992 UN PROGRAMME INTER-DISCIPLINAIRE DE RECHERCHE SUR LA VILLE (LE PIR VILLES) :

- LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (DÉPARTEMENTS SCIENTIFIQUES DES SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ, DES SCIENCES POUR L'INGÉNIEUR, DES SCIENCES DE LA VIE) ;
- LE MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'ESPACE ;
- LE MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT ET DES TRANSPORTS (DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DES AFFAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES, PLAN URBAIN, PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE) ;
- LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE (DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DES ÉTUDES DOCTORALES) ;
- LE SÉCRÉTARIAT D'ÉTAT À LA VILLE (DÉLEGATION INTERMINISTÉRIELLE À LA VILLE ET AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN) ;
- LE SÉCRÉTARIAT D'ÉTAT À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (DATAR) ;
- LA CASSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (PROGRAMME DÉVELOPPEMENT-SOUDARITE) ;
- L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE SUR LES TRANSPORTS ET LEUR SÉCURITÉ.

UNE CHARTRE ENGAGEANT LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES A ÉTÉ SIGNÉE LE 8 SEPTEMBRE 1992.

centrale et collectivités territoriales et de nouveaux principes d'aménagement du territoire renforcent, en France, le poids des acteurs politiques-locaux. Ailleurs, dans les pays de tradition décentralisée, ces acteurs sont depuis longtemps à l'œuvre. Pour certains pays en développement, l'influence des villes et l'affaiblissement de l'Etat s'interprètent différemment. En cette période critique pour nombre de nations, c'est l'ensemble des relations entre villes, firmes, Etats qui paraît devoir se requieser.

contre les nuisances et de conception urbaine semblent pouvoir apporter des réponses. Mais encore faudrait-il que politiques et gestionnaires parviennent à concilier exigences en matière d'équilibre financier et exigences des usagers.

Le redéploiement national et international du système économique et les stratégies des firmes, légères des firmes, d'une part, la redéfinition du système politique mondial, d'autre part, renouvellent les rapports entre les villes d'Europe et du monde. De nouvelles relations entre administration

## Pourquoi le Pir Villes

Bien des acteurs de la ville font état de la complexité du phénomène urbain. Ils attendent de la recherche des outils nouveaux pour en comprendre le sens, pour en saisir les dynamiques, pour interpréter les projets des villes, leur gestion, leur croissance et leur déclin.

Les politiques sectorielles ont montré un peu partout leurs limites en matière de résolution des problèmes urbains. Ici comme ailleurs, les modes de pensée trop strictement disciplinaires se trouvent démunis devant l'analyse de systèmes complexes. La recherche sur la ville doit donc aujourd'hui mettre en œuvre des démarches plus globales basées sur la coordination des institutions, et, plus encore, sur de nouvelles mises en relation et organisations des savoirs.

Le modèle industriel qui avait façonné la ville contemporaine paraît dépassé. Les rapports ville-économie sont profondément transformés. Des lignes de fracture, des forces de fragmentation apparaissent dans le tissu urbain et semblent porter des crises. La difficile recomposition des identités qui s'opère en milieu urbain où l'on que les multiples intrusions aux codes de la vie collective nourrissent le sentiment d'insécurité. La ville peut s'affirmer comme lieu d'exclusion, mais aussi comme lieu de mobilisation de nouveaux acteurs, comme creuset d'une nouvelle citoyenneté.

Devant le gigantisme et la croissance mal maîtrisée des grandes métropoles, la qualité de la vie en ville et la création de nouvelles formes urbaines deviennent des enjeux cruciaux. Qualité des espaces urbains et des bâtiments, qualité de l'environnement urbain, qualité des rythmes de la vie, qualité des communications et facilité d'accès aux services... correspondent à un droit à la qualité de la ville, à un droit à la ville pour tous. Les nouvelles technologies en matière de transports, de télécommunications, de lutte

## LE PIR VILLES ET LA COMMUNAUTÉ DES CHERCHEURS

LE PIR VILLES CONSTITUE UN  
LEU PRIVILÉGIÉ DE CONCERTA-  
TION, DE COORDINATION,  
D'INITIATIVE ET D'ÉVALUATION  
SCIENTIFIQUE POUR FAIRE  
AVANCER LES CONNAISSANCES  
FONDAMENTALES. PAR LA  
MÊME, LE PIR VILLES SOU-  
HAITE ÉCLAIRER L'ACTION DES  
CONCERTEURS, RÉAUSATEURS,  
GESTIONNAIRES ET USAGERS  
DE LA VILLE.

IL A POUR MISSION D'ASSURER  
LA MOBILISATION, LE DÉVE-  
LOPPEMENT ET LA BONNE  
COORDINATION D'UN MILIEU  
DE RECHERCHE STABLE ET  
PERFORMANT, CAPABLE DE  
RENOUVELER SES APPROCHES  
ET SES MÉTHODES POUR TRAI-  
TER DES PROBLÈMES NOU-  
VEAUX EN UTILISANT RÉSO-  
LUMENT LES DEUX ATOUTS  
QUE SONT L'INTERDISCIPLINA-  
RITÉ ET LA COOPÉRATION IN-  
TERNATIONALE. AINSI, LES AC-  
TIONS DE RECHERCHE SOUTE-  
NUES PAR LE PIR VILLES DE-  
VONT SE SITUER CLAIREMENT  
DANS LA DYNAMIQUE INTER-  
NATIONALE DE LA RECHERCHE  
SUR LA VILLE.

## Les objectifs

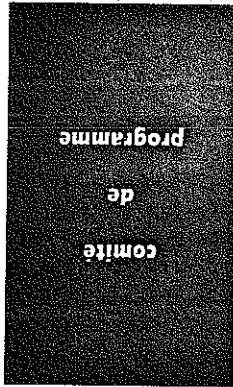
La réalisation des objectifs  
du PIR Villes passe par :

- L'engagement de sous-programmes spécifiques d'incitation à la recherche sur des questions ciblées (usurici peu ou pas prises en compte par les équipes et les organismes de recherche. La procédure classique des appels d'offres sera utilisée lorsque des questions pourront être précisément formulées. Dans les autres cas, un accueil permanent des propositions examinées, à dates fixes ([15 mars, 31 mai, 15 octobre], sera assuré. Ces questions devront être situées clairement par rapport aux champs scientifiques concernés aux plans national et international.
- Le soutien à l'organisation de réseaux de recherche thématiques pour favoriser la circulation de l'information, le débat entre chercheurs et la mise au point de nouvelles problématiques et de nouveaux outils.
- L'appui à la constitution de pôles de recherche regroupant plusieurs équipes et dotées (ou se dotant) de centres de ressources en matière d'acquisition, de traitement d'informations, de valorisation ou d'échanges scientifiques. Le rôle du PIR Villes sera, dans ce cas, d'apporter une aide à la réalisation d'actions conjointes ou coordonnées avec d'autres programmes de recherche inclusive concernés, notamment le Plan urbain et le Plan de développement et architecture.
- Le développement d'actions conjointes ou coordonnées avec d'autres programmes de recherche inclusive concernés, notamment le Plan urbain et le Plan de développement et architecture.
- Le soutien à des formations doctorales dans les domaines couverts par le PIR Villes.
- Le développement d'actions spécifiques (collectivités territoriales, administrations, entreprises mais aussi associations...), afin d'aider à formuler les questions posées à la recherche, ces acteurs pouvant devenir de nouveaux partenaires du PIR pour l'engagement de sous-programmes d'actions spécifiques.
- Un effort vigoureux de valorisation en particulier sur le plan international (politique éditoriale, organisation et soutien des séminaires et colloques, traductions et publications, etc.).
- Des opérations de coopération internationale renouvelées.

**Membres nommés**

Michel Fardau, Médecin, neurologue.  
 Artoine Grumbach, Architecte.  
 Claude Lamure, Ingénieur.  
 Christine Lazerges, Juriste.  
 Guido Martnotti, Sociologue, urbaniste.  
 Jean-Bernard Racine, Géographe.  
 Pierre Veltz, Ingénieur, sociologue.

UN COMITÉ DE PROGRAMME,  
 PRÉSIDÉ PAR LE P<sup>r</sup> MARCEL  
 RONCAYOLO, COMPEND  
 HUIT MEMBRES NOMMÉS ET  
 NEUF MEMBRES ÉLUS PAR LES  
 DIFFÉRENTES SECTIONS COM-  
 PÉTENTES DU COMITÉ NATION-  
 AL DE LA RECHERCHE SCIENTIFI-  
 QUE. IL A UN RÔLE DE  
 PROPOSITION ET D'ÉVALUA-  
 TION SCIENTIFIQUE DES AC-  
 TIONS DU PIR VILLES.



**L'équipe du PIR Villes**

DIRECTEUR, Gabriel Dupuy,  
 ingénieur, professeur à  
 l'Université PARIS-X et à  
 l'École nationale des Ponts  
 et Chaussées.  
 DIRECTEUR ADJOINT: Francis  
 Godard, sociologue, direc-  
 teur de recherche CNRS,  
 ARCHITECTURE, URBANISME,  
 AMÉNAGEMENT, PLANNING-  
 TION, Bernard Haumont,  
 sociologue, professeur à  
 l'École d'architecture de  
 Paris-La-Défense.  
 CNRS,  
 ingénieur d'études

SCIENTES POUR L'INGÉNIEUR,  
 SCIENCES DE L'INFORMATION,  
 Jean Latrassé, ingénieur,  
 directeur de recherche  
 CNRS.

SAVANT ET ENVIRONNEMENT  
 Didier Fassin, médecin et  
 anthropologue, maître de  
 conférences, université  
 Paris-Nord.  
 VILLES ET ENTREPRISES, MI-  
 chèle Anselde.

ECONOMIE, GESTION, N...

**Membres désignés  
 par les sections du Comité  
 national du CNRS**

Pierre Clastres, Physicien, mécanicien.  
 Silla Consoli, Médecin-psychiatre.  
 François Dubet, Sociologue.  
 Jean-Pierre Gaudin, Sociologue, politologue.  
 Jean-Marie Hurot, Economiste.  
 Claude Jard, Informaticien.  
 Antoine Prost, Historien.  
 Henri Rey, Polltologue.  
 Paul Tréhen, Chercheur en écologie.

symboles (patrimoine). Dans cette temporalité longue, on peut repérer des cycles de vie, des phénomènes de vieillissement, d'obsolescence et de renouvellement. Mais la ville est aussi lieu de passage et de convergence de multiples flux circulant dans des temps courts : flux migratoires, transports de biens et de personnes, flux d'informations, flux naturels que la ville tire de sa forme et sur lesquels elle opère (flux hydrauliques par exemple). Cette double temporalité, que l'on peut évoquer par la dualité "stocks-flux", implique pour le chercheur comme pour le praticien la référence à de multiples échelles temporelles, qu'il s'agisse de la longue durée ou du temps court. Les difficultés de la période de la planification archéologique ou "temps réel" des ingénieurs, en passant par les époques historiques et les cycles qui affectent le marché du logement) sont considérables et ressenties dans de nombreuses disciplines. Une recherche de base à caractère principalement méthodologique serait susceptible de déboucher sur une meilleure connaissance et une vision plus intégrée des "temps" de la ville. Elle pourrait même viser l'élaboration d'outils assurant une meilleure articulation des différentes échelles temporelles au profit de la gestion de la ville ou des projets urbains.

Le gouvernement urbain. Le gouvernement de la ville n'est plus guère conforme aux modèles de la cité antique. Des acteurs multiples au rang desquels figurent désormais l'entreprise, mais aussi de plus en plus d'institutions et d'organisations gestionnaires de services, porteurs chacune d'une part de légitimité : de nombreux niveaux de décision, du micro-local au mondial, sans hiérarchie claire et admissibles ; des rapports intercommunautaires qui oscillent entre concurrence et solidarité ; une légitimité de l'instance politique largement en question à ces différents niveaux : quel soit le secteur considéré, on ne dispose plus de schéma explicatif convenable du "gouvernement urbain". En même temps, il est probable que, sous l'effet de multiples évolutions – et, en France, en particulier, des recompositions et des redistributions des rôles consécutives à la décentralisation –, se modifient les conditions de fonctionnement des services publics urbains. Dans les tiers liés au fonctionnement des villes et surtout les organisations. Dans les entreprises, on voit que les bouleversements enregistrés dans les méthodes de saisie, de traitement et de circulation de l'information ont sinon provoqué, du moins accompagné de considérables réorganisations. La gestion de plus en plus informatisée des réseaux techniques et des services urbains remonte dans ce domaine qui touche directement le fonctionnement et l'évolution des systèmes urbains, un mouvement de recomposition est largement engagé, faisant émerger de nouveaux territoires fonctionnels.

**Stocks et flux : les temporalités urbaines.** Les temps longs et les temps courts se combinent dans le phénomène urbain. La ville apparaît comme accumulation dans la longue durée d'éléments physiques (maisons, logements), de populations, de valeurs économiques (capitaux) ou

les lieux de la ville sont également concernées.

applications à la construction, à la communication, affectent les espaces et l'épidémiologie. Les sciences de l'ingénieur qui, par leurs possibilités également la géographie et, dans le secteur des sciences de la vie, l'étiologie ou d'insécurité. Les questions de densité et de proximité concernent l'élaboration des codes de la vie collective d'où découlent sentiments de ségrégation sur le caractère local de la représentation politique et de l'agglomération sur les effets de réseaux ; aux juristes et aux politologues boires ; aux économistes soulève en évidence des externalités mentionnées sociales de l'espace qui résultent des migrations inter et intra-connaitre les dimensions spatiales des interactions entre les individus et la aux sociologues, aux ethnologues et aux psychologues qui cherchent à re-aux anthropologues en ce qui concerne les référents des territoires urbains ; villes et de voies de communication ? La question est posée aux historiens, de nouveaux territoires à partir de l'émergence de réseaux de firmes, de comme dans ses pratiques et références culturelles. Comment se dessinent de la citoyenneté, de l'usage des services urbains, de l'individu, ou travail espaces publics, nœuds de réseaux..., comment se combinent les espaces, milieu, la localité ? Dans la constitution des différents lieux de la ville (écoles, moyens de communication, que signifient aujourd'hui pour la ville la proximité, la fragmentation, à l'éclaircissement, facilitées par le développement de la ville dense, continue, agglomérée et des tendances fortes à l'étagement, à

**Espaces et lieux.** Entre une représentation traditionnelle de la

PIR Villes privilégie les grands questionnements suivants :

Pour les quatre ans à venir, le programme de recherche du

## Les axes de recherche du PIR Villes



L'exemple de certains pays étrangers laisse penser que ce mouvement pour modifier les données du gouvernement des villes, surtout si les développements obtenus en matière d'information et de télécommunication se confirment. Plus généralement, la question de l'organisation du gouvernement des villes, en relation avec les transformations dans la distribution des pouvoirs sur la ville, le développement des relations contractuelles et les évolutions dans les moyens d'information et leurs usages, constitue un vaste chantier qui pourrait recourir aux compétences de chercheurs en sociologie, en économie, en droit, en sciences politiques, mais aussi en sciences de l'information et de la communication, en sciences de l'ingénieur et en géographie de l'information.

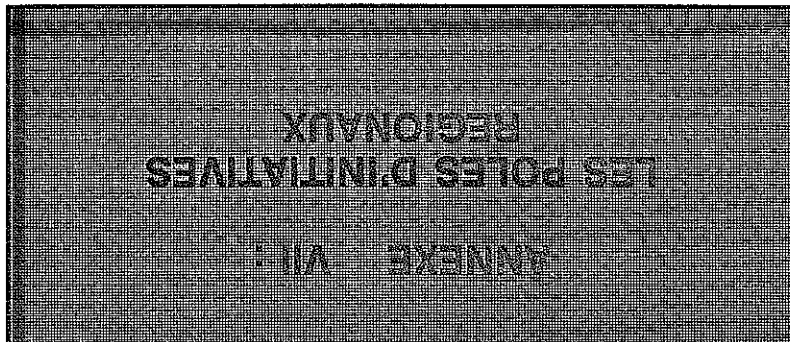
■ **Formes et paysages.** La question de la forme de la ville est posée depuis longtemps par les architectes, les urbanistes, les paysagistes et les géographes, chacun œuvrant à une échelle et avec des outils spécifiques. Les graphes et les économistes se soucient également de formes propres à assurer de meilleures répartitions spatiales des activités et à engendrer des externalités positives, tandis que les historiens se penchent sur les évolutions de ces formes et les ingénieurs sur les réseaux techniques qui les structurent et les contrôlent. Cette question de la forme concerne les images et les représentations graphiques et cartographiques, puisque l'utilisation des images naturelles et numériques permet ou permettra de plus en plus de travailler sur ces formes des stades des plans et des projets. Comment développer de meilleures méthodes ? Comment prendre en compte de façon organisée sinon systématique les informations disponibles sur les caractères et les contextes morphologiques ? Quels peuvent être les outils d'assistance à la conception, d'intelligence artificielle plus adaptés pour élaborer et mettre en œuvre des projets morphologiques pertinents dans des situations concrètes ? La forme de la ville intéresse également le processus de conception et de fabrication des espaces bâtis ou aménagés. Comment intégrer les dimensions historiques et patrimoniales dans la conception de la forme spatiale ? Comment réfléchir les préoccupations environnementales et se porter sur la nature dans les méthodes de conception et de planification affectant la forme de la ville ? Quels sont les rôles et fonctions des plans et projets portant sur les formes dans les politiques urbaines ?

Enfin, au-delà des formes que peuvent saisir et analyser des protocoles scientifiques, d'autres en pleine évolution, se pose de plus en plus la question de la stabilité et de l'appropriation de ces formes et de leurs significations, des signes et symboles par lesquels la ville se donne à comprendre et à vivre. Il s'agit ici de rendre compte des dimensions culturelles et historiques des poly-

■ **Villes et santé.** Il s'agit ici de s'interroger sur la spécificité de la ville dans le domaine de la santé. Le milieu urbain influe sur l'état de santé physique ou mental des citoyens à travers des caractéristiques environnementales spécifiques qui résultent à la fois de mesures de phénomènes de densification et de problèmes de pollution et d'assainissement. Mots il exerce également ses effets par l'intermédiaire de variables sociales, telles que la restructuration des unités familiales, la récomposition des formes de sociabilité et de solidarité, la différenciation socio-économique des espaces habités qui sont autant de facteurs de transformation des conditions et des modes de vie. Le produit de ces déterminations multiples, et parfois contradictoires, est généralement une amélioration des indicateurs classiques de santé et, dans le même temps, un approfondissement des écarts entre catégories sociales. L'accès facilité, encore inégal, à des structures de soins de meilleure qualité a d'ailleurs tendance à accentuer encore ce double processus de progression globale et d'aggravation des disparités.

L'analyse de cette réalité complexe nécessite de recourir à des instruments empiriques à diverses disciplines, de multiplier les échelles de lecture depuis les approches microsociales jusqu'à des perspectives globales, et de procéder à des comparaisons, à la fois entre les parties d'une même ville et entre différentes villes. Il s'agit de trouver de nouveaux modèles de compréhension des relations entre ville et santé. L'analyse confirmera-t-elle la spécificité d'un milieu urbain ou aboutira-t-elle à une remise en cause de la ville comme espace épidémiologique cohérent ? Faut-il proposer des unités spatiales plus pertinentes du point de vue des effets de l'environnement, de la santé publique ? La diversité des objets ou des thèmes qui s'inscrivent dans cette problématique laisse l'effet de l'environnement physique sur la santé, transformation des pratiques à l'égard de certains rythmes de vie, filières de recours aux pratiques psychopathologiques des mythes, filières de recours aux soins, genèse des inégalités de santé, politiques d'assainissement ou socio-sanitaires, évolution économique des éléments liés à la qualité de vie ou à l'environnement urbain) devrait inclure des spécialistes de disciplines diverses à engager dans ces recherches.



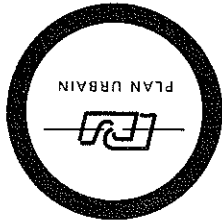




JAN 93

TRIMESTRIEL

# les chroniques du Plan urbain



Secrétariat permanent  
Arche de la Défense pilier nord  
92055 Paris La Défense cedex 04  
tél 40 81 21 22  
fax 40 81 63 78

colette Durand

Inciter à l'innovation institutionnelle en encourageant l'expérimentation et développer les connaissances par la mise en oeuvre de programmes de recherche sont les deux champs confiés au Plan urbain, dès sa création officielle en 1984. Les pôles d'initiative régionaux relèvent de la première activité, ils sont, au plein sens du terme, expérimentaux, ce qui explique la diversité de leurs origines et de leurs évolutions.

Installé en 1983, le Secrétariat permanent du Plan urbain sait déjà que le milieu professionnel de l'urbanisme – gens d'études, urbanistes, architectes, animateurs – s'interroge et craint, avec l'effacement du rôle de l'Etat, la dislocation des rapports déjà tenus qui le constituent. Il sait aussi que la recherche urbaine gagnera en dynamisme si les élus locaux se sentent concernés par les questions qu'elle soulève et si les différents acteurs des mutations urbaines, entreprises, services municipaux et de l'Etat, sont localement et concrètement sensibilisés.

Les premières propositions d'organisation au niveau local de petites structures d'animation ou pourraient se rencontrer praticiens, chercheurs, élus, arrivent au Plan urbain dans la foulée d'un appel d'idées "Connaissance des agglomérations et de leurs facteurs de développement".

L'INUDEL Rhône-Alpes, la Conférence permanente de l'aménagement et de l'urbanisme (dite CPAU) Aquitaine et l'ARES Bretagne ouvriront le chemin de ce qui deviendra un peu plus tard les pôles d'initiative régionaux. Ces précurseurs partagent les préoccupations du Plan urbain naissant et mettent en place avec lui des associations de la loi de 1901 qui contribueront à la vitalité de la réflexion et de la pratique urbaine et s'affirmeront comme des lieux de rencontres et de débats entre tous les acteurs.

**Les difficultés** existentielles des pôles d'initiative régionaux seront considérables. L'ARES Bretagne jettera l'éponge devant l'incertitude annuelle du soutien budgétaire de l'Etat. D'autres tentatives connaîtront plus de succès. Aussi le Plan urbain a-t-il demandé en 1992 à J.-Philippe Motte de dresser un bilan de ces expériences (cf p. 2).

# Gros plan sur >

> Gros plan sur >

## Les pôles d'initiative

régionaux

ou en sont aujourd'hui les pôles d'initiative régionaux ? Quels enseignements tirer de leur brève histoire, de la trajectoire qu'ils ont parcourue ? Permettent-ils d'avancer dans la réalisation des objectifs visés par le Plan urbain en les soutenant ?

Le Plan urbain engage ses premiers

travaux en 1983. Il favorise au cours des

années suivantes la naissance et la montée

en régime des "pôles d'initiative

régionaux" dans quelques régions où se

font jour des mouvements de

rapprochement entre monde de la

recherche et de l'université, bureaux

d'études, équipes d'opérateurs, personnes

en situation de décision au sein des

instances de l'Etat déconcentrées, et des

collectivités locales.

Trois objectifs sont visés, leur sont

proposés pourait-on dire, tant ils relèvent

par définition d'une relation partenariale

et négociée entre échelon central et

échelon régional ou local et entre leurs

membres associés à l'échelle locale. Tout

d'abord, assurer l'interaction entre le

monde de la recherche urbaine, les lieux

de formation et les milieux des praticiens

de l'urbanisme, de la gestion urbaine, de

l'aménagement et du développement

territorial. En second lieu, aider à la

valorisation des travaux de recherche

auprès des milieux professionnels

susceptibles de s'y attacher et,

inversement, susciter l'interrogation, la

"mise à la question" des équipes de

recherche par ces milieux. Enfin,

contribuer à associer collectivement les

villes, départements, régions et,

singulièrement, leurs responsables

politiques, aux démarches de production

de connaissance dans les domaines

considérés, à la fois comme acteurs de

> cette production et à plus longue échéance comme commanditaires éventuels de travaux d'étude et de recherche (perspective dite de commande locale de recherche).  
Ces pôles d'initiative régionaux présentent une grande diversité, quant à leur situation en soi si l'on peut dire, mesurée à l'aune de leur consistance propre (membres associés, moyens, activités, trajectoire), quant à leur position sur chacune des dimensions retenues. Il est cependant possible de rassembler certains d'entre eux sous une figure commune.

### Le "carrefour régional"

Une première figure de pôle d'initiative régional peut être désignée sous le terme de "carrefour régional" rassemblant différentes familles professionnelles de l'aménagement, de l'urbanisme, de la gestion urbaine, éventuellement du développement (y compris les universitaires et les chercheurs). Elles s'associent dans un but de circulation des savoirs et des expériences dans le domaine urbain, d'échanges et de confrontations entre personnes et organismes situés différemment au regard de ce domaine. Autre caractéristique commune : la dimension régionale.

Trois pôles d'initiative relèvent de cette

figure - la CPAU, l'INUDEL, l'APR - et assurent

une fonction d'interaction, à travers des

activités communes (séminaires,

conférences, groupes de travail, journées

d'études) entre diverses familles

professionnelles, et singulièrement le

monde de la recherche et celui des

praticiens.

Elle joue plus ou moins régulièrement au

cours du temps en ce qui concerne la

participation des universitaires et des

chercheurs, et plus ou moins intensément.

Elle associe des types de praticiens divers >

> et variés : opérateurs, hommes d'études,

gens de collectivités locales, agents de

'Etat, etc, dont le poids respectif n'est

pas nécessairement le même d'une région

à l'autre et peut du reste évoluer dans le

temps.

Qu'enregistre-t-elle comme forme de

relation entre milieux ? Le terme

d'interaction est comode : au minimum,

cette forme de "co-présence" qui est plus

que de la coexistence, qui est quasi

inévitablement de la communication, au

moins sur le mode de l'information

mutuelle concernant les regards respectifs

que l'on porte sur la réalité qui fait

l'objet de la journée d'étude ou de la

conférence.

Cependant, sur la communication entre

gens de recherche et professionnels,

autant on peut considérer que les pôles

ont permis certaines valorisations de

recherche ici ou là, à tel ou tel moment,

autant il est plus malaisé d'affirmer qu'ils

ont conduit à développer continuellement des

pratiques d'échanges de travail, dans les

deux sens, entre chercheurs et praticiens.

De telles pratiques ont eu lieu, mais plutôt

de manière épisodique, en Aquitaine sur

les questions d'intercommunalité, voire de

manière quasiment ponctuelle en Rhône-

Alpes à l'occasion de telle ou telle journée

d'étude ou rencontre régionale. Seule

'Alsace paraît avoir réussi à instaurer un

dialogue de travail relativement permanent

entre chercheurs et praticiens, que ce soit

à l'occasion de séminaires de réflexion

prospective dans les premiers temps du

pôle ou, ces deux dernières années, lors de

la démarche Alsace 2005 menée en

partenariat avec le conseil régional.

Quant à la présence et la participation des

collectivités territoriales, elles sont surtout

assurées par les fonctionnaires et agents

municipaux ; celles des élus sont

nettement plus faibles. Les partenaires

> régionaux, sont fortement associés en

> Alsace dans le cadre de la démarche

évoquée plus haut ; beaucoup moins dans

les deux autres régions. En revanche,

les membres de l'Etat "en région", qu'il

s'agisse de la préfecture de région

(et singulièrement du SGAR et de son

service d'étude) ou de certaines directions

régionales (Équipement, Architecture et

Environnement) apparaissent peu ou prou

comme des interlocuteurs assez centraux,

assez décisifs de ces pôles, en terme de

soutien et logistique et "politique" :

portage de la CPAU par la DRAE Aquitaine

tout au long de son parcours, partenariat

du SGAR Rhône-Alpes avec l'INUDEL dans

le cadre du contrat de plan Etat-région,

lancement et animation de l'APR par

un chargé de mission du SGAR Alsace.

#### Autres figures de pôle

D'autres figures de pôles existent,

représentées à chaque fois par un cas uni-

que, car il ne paraît pas possible d'agréger

les trois autres pôles analysés, ceux du

Béarn, de Lorraine et du Poitou-Charentes,

compte tenu de leurs caractéristiques

spécifiques et distinctives.

L'association AIRE 198 est d'abord une

association entre quatre villes (Poitiers,

Angoulême, Niort, La Rochelle), l'Etat et

le conseil régional. Association née de

la volonté de ces villes de travailler ensemble,

d'entrer dans des fonc-

tionnements de réseau, dans une perspective de métropole polycépha-

le, et de mobiliser les milieux universitaires et de recherche, à la fois

comme producteurs de connaissances et de réflexions susceptibles

d'éclairer leur action et aussi, éventuellement, comme partenaires ac-

tifs de rapprochements et d'alliances entre les villes.

La CPAU Béarn, cellule locale de la CPAU

Aquitaine, s'est transformée récemment en

association "Prospective et développement",

sanctionnant ainsi une évolution vers une

plus grande autonomie et, semble-t-il

aussi, un déplacement de centres d'intérêt,

au regard de ce qu'étaient ceux de la CPAU,

des questions de la ville, de sa gestion et

> de son aménagement à celles du

> développement d'un territoire, sous toutes ses composantes économiques et sociales. Sa création marque une volonté d'ancrage territorial plus affirmée, de rapprochement à l'échelle d'une micro-région et de quelques villes voisines les unes des autres (Pau, Tarbes, Lourdes) entre acteurs universitaires, économiques, sociaux, politiques, attachés à conjurer leurs compétences et leurs énergies dans des actions de développement ; et la volonté de donner toute sa place à la production intellectuelle dans ce mouvement. "Préludes", en Lorraine, est le dernier pôle d'enquête. Il en est à ses premiers pas comme son appellation le donne - involontairement ? - à penser : pôle de recherche et d'étude lorrain sur l'urbain et le développement économique et social ; germe encore fragile d'un pôle >

**La création des pôles existants**

- 1983 > Conférence permanente pour l'aménagement et l'urbanisme (CPAU) en Aquitaine.
- 1984 > Conférence permanente pour l'aménagement et l'urbanisme Béarn.
- devenue en 1992 l'Association "prospectives et développement"
- 1985 > Association régionale pour l'innovation urbaine et le développement local (INUDEL), en Rhône-Alpes.
- 1987 > Association de prospective rhénane (APR) en Alsace.
- 1987 > Association pour le pôle d'initiative régionale (ASPR) en Haute Normandie, association qui ne parviendra pas à prendre véritablement tournure.
- 1988 > Association aménagement du territoire, initiatives locales et régionales, recherche sur l'espace (AIRE 198) en Poitou-Charentes.
- 1989 > Pôle de recherche et d'étude lorrain sur l'urbain et le développement économique et social (PRÉLUDES) en Lorraine.

> d'initiative régionale qui s'inscrit dans le projet général des pôles promu par le Plan urbain, avec cette originalité : le noyau de départ est composé quasi exclusivement de personnes de statut universitaire et chercheur, à l'exception de son animateur, membre du service d'étude du SGAR (préfecture de région). Au-delà de ce noyau initial, un deuxième cercle associe divers personnels d'études d'organismes publics liés à l'Etat et aux collectivités locales.

En considérant les différents pôles enquêtés, les différents cas de figure qu'ils expriment, en s'extrayant donc de la particularité de leur situation respective, les pôles d'initiative régionaux apparaissent comme des lieux d'interaction des milieux professionnels de l'urbanisme et de l'aménagement ainsi que des milieux universitaires et de recherche qui ont à connaître des phénomènes urbains et des dynamiques territoriales, et de certaines instances de décision en la matière, du côté de l'Etat comme du côté des collectivités locales (premier versant). Ils ne sont pas des lieux de coopération, au sens plein de ces mots, entre chercheurs et praticiens sur des produits de l'activité ou des uns ou des autres, mais ils sont parfois le lieu d'une production intellectuelle originale, qui n'est pas nécessairement de la recherche mais plutôt de l'étude, de l'apport d'idées, de la réflexion, de statut particulier, production issue de la confrontation des analyses et des expériences des deux types de partenaires (deuxième versant). Enfin les collectivités locales, dans leurs représentations politiques, ni ne sont véritablement associées au fonctionnement de ces pôles, ni ne sont acteurs dans cette production collective de connaissances que ceux-ci peuvent susciter. Elles peuvent par contre être commanditaires d'études et de travaux auprès des pôles (troisième versant).



> Pistes pour l'avenir

S'il existe un décalage parfois sensible entre les objectifs que le Plan urbain

poursuivait en suscitant ou en soutenant les pôles d'initiative régionaux et la

pratique de ces pôles jusqu'à présent,

si en particulier la "mise dans le coup" de

manière régulière et engagée du monde

des chercheurs d'une part, de celui des

instances politiques locales et régionales

d'autre part, leur participation véritable à

la démarche des pôles s'avèrent difficiles

dans la forme actuelle - sauf cas d'espèce -

ce décalage et ces difficultés ne paraissent

pas insurmontables. Pour y parvenir, il

semble qu'il faille avancer dans la voie de

contractualisations renforcées entre le

partenaire national assurant la fonction du

tiers incitateur et commanditaire - le Plan

urbain en l'occurrence - et des partenaires

régionaux et locaux rassemblés au sein

d'une entité dont la dénomination est à

reprendre (espace public, pôle régional,

forum...?). Contractualisations renforcées,

c'est à dire dotées d'une assise financière

significative et incitative, d'une certaine

durée (trois à cinq ans), d'un niveau

d'exigence matérialisé notamment par

l'affichage d'un programme de travail à

moyen terme doté de continuité,

l'identification des partenaires qui s'y

engageraient et les types de produit

attendus. Cette contractualisation - faut-il

la lier aux contrats de Plan ? - devrait

donc prendre appui sur une sorte de charte

d'objectifs, négociés par le Plan urbain

avec ses partenaires régionaux et locaux,

et comportant ces clauses d'exigence.

Quant aux partenaires locaux et régionaux,

il semblerait souhaitable de garder une

certaine souplesse dans la définition de

leurs contours, chaque territoire, chaque

région étant susceptible d'engendrer des

formes différentes de regroupement et

d'association.

Néanmoins, ils devraient comporter

>

> quelques traits communs : d'une part dans leur composition, c'est à dire rassembler, et des équipes de recherche, et des organismes de praticiens, et des collectivités territoriales (villes et/ou région) ; d'autre part dans leurs fonctions, qui devraient combiner la production de connaissances et de réflexions et l'animation des milieux professionnels. On plaide ici pour des partenaires territoriaux qui articulent autant que faire se peut dimension régionale, voire parfois interrégionale, et dimension locale, fonction de carrefour professionnel et fonction d'espace public de recherche et de débat. C'est une évolution possible pour les divers pôles enquêtés, sous réserve dans la plupart des cas d'un renforcement de leurs moyens de fonctionnement dans le cadre de conventions pluriannuelles, mais aussi sur financements locaux et régionaux. La préparation et la négociation des prochains contrats de plan Etat-région (1994-1998) qui se poursuivront au cours de l'année 1993 peuvent représenter à cet égard une échéance significative. Supposant ces préalables levés, reste à concevoir et à mettre en œuvre ce va-et-vient du local au régional et vice-versa, et du carrefour professionnel aux espaces publics de recherche, dont il est évidement facile d'exprimer le souhait, et plus difficile d'assurer le fonctionnement.

Jean-Philippe Motte



### Des espaces publics de recherche et de débat

La notion d'espace public de recherche et de débat\* désigne le projet de construire à l'échelle locale des lieux de communication et d'échanges entre chercheurs et autres équipes sur des thèmes significatifs au regard des travaux menés par les uns et par les autres et, le cas échéant, au regard des réalités locales. Elle désigne, en second lieu et second temps, des lieux ouverts aux acteurs de la société locale au sein de laquelle les chercheurs vivent et offrent l'occasion et le terrain d'un dialogue.

De tels espaces publics reposent sur le postulat d'un intérêt commun aux différents protagonistes, dont le bien fondé ne peut être établi qu'à l'expérience, chemin faisant. Ils supposent de la part des chercheurs d'abord, mais aussi de la part des autres partenaires, une sorte de liberté d'esprit, une capacité à mettre à distance les enjeux institutionnels dans lesquels tout un chacun est pris, une aptitude à communiquer tant avec ses pairs qu'avec des tiers.

Ces difficultés sont à la hauteur des enjeux : enjeu d'enrichissement et de fertilisation, enjeu de socialisation des connaissances produites, enjeu aussi de capitalisation et de mémoire. A travers cela, l'enjeu fondamental est "intellectuel"; c'est un enjeu d'intelligence et de compréhension des choses de la ville et du territoire.

L'hypothèse de base, en quelque sorte, est qu'entre des enjeux de recherche scientifique visant à l'élaboration d'un certain type de connaissances sur la société, et des enjeux d'action politique (au sens large de l'action dans la cité) visant à la production de certains effets dans les rapports sociaux, existent des enjeux intellectuels, des niveaux d'analyse et de compréhension, des types d'observations et de connaissances susceptibles d'être partagés entre des chercheurs et d'autres acteurs de la société locale, susceptibles d'être exprimés dans un langage commun, accessible aux uns et aux autres.

\* Voir à ce sujet les notes de travail établies par M. Marié au cours de sa mission pour le Plan urbain et le compte rendu d'un débat qu'il a suscité sur cette question, avec quelques chercheurs issus de différentes régions, en juin 1990.

